

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES OFFRES RÉELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 27 Mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Paul BOUET

Président MM. AMBROISE COLIN, *professeur*
Suffragants } TISSIER, *professeur*
CAPITANT, *professeur*

PARIS-V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES OFFRES RÉELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 27 Mai 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Paul BOUET

Président MM. AMBROISE COLIN, *professeur*
Suffragants } TISSIER, *professeur*
CAPITANT, *professeur*



PARIS-V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES OFFRES RÉELLES

INTRODUCTION

L'inexécution d'une obligation provient généralement de la mauvaise volonté ou de l'insolvabilité du débiteur. Mais, bien que cela puisse paraître extraordinaire, elle peut être également causée par le refus du créancier d'accepter à l'échéance la prestation qui lui est fournie. Ce refus se produit en effet fréquemment, soit parce que le créancier prétend qu'il lui est dû plus qu'il ne lui est offert, et refuse de donner une quittance définitive, ou encore parce qu'il n'est pas d'accord avec son débiteur sur les modalités de l'obligation ; ou bien enfin, de mauvaise foi, il refuse la somme due parce qu'il ne pourrait pas en opérer le placement à un taux aussi élevé que les intérêts qui lui sont servis par le débiteur.

Le législateur devait donc forcément se préoccuper

de cette situation, car on ne pouvait équitablement laisser le débiteur sous la menace de poursuites et de l'accomplissement possible d'une clause pénale, ainsi que dans l'obligation de tenir compte au créancier des intérêts courus jusqu'à ce que la mauvaise volonté de celui-ci ait enfin fléchi. Il fallait donc organiser une procédure permettant au débiteur de se libérer et ne constituant pas cependant un moyen de chicaner et de différer le paiement.

Tel est le but de la procédure prescrite par les articles 1257 à 1264 du Code civil et 812 à 818 du Code de procédure civile. Le débiteur d'une somme d'argent doit, par l'entremise d'un officier ministériel, faire offre réelle à son créancier du montant de la dette. L'officier ministériel constate, par acte authentique, l'acceptation ou le refus, et dans ce dernier cas verse les fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations. L'accomplissement de ces formalités par le débiteur démontre clairement que son intention de payer était sincère puisque ses offres étaient réelles et qu'il s'est dessaisi entre les mains d'un tiers, comme il l'aurait fait entre les mains de son créancier. Il a fait ce qu'il devait faire pour être libéré, et si le créancier n'est pas désintéressé c'est par son propre fait. Les offres doivent être suivies de consignation pour mettre le créancier en demeure et éteindre les garanties accessoires. Le débiteur est donc, en fait, obligé de consigner, et il le fera d'autant plus aisé-

ment qu'il sera ainsi déchargé, à l'égard des deniers offerts, de la responsabilité qui lui incomberait s'il était resté en possession, puisqu'il devrait supporter leur perte, survenue même par cas fortuit, c'est-à-dire lors même qu'il n'aurait commis aucune négligence. Le débiteur pourra ensuite poursuivre sa libération définitive en intentant une instance en vue de faire juger ses offres bonnes et valables. Le jugement de validité vaudra paiement et libération définitive au même titre que l'acceptation du créancier. Ainsi dans le cas où celui-ci a opposé un refus, c'est aux juges, et non pas à l'officier ministériel qui a instrumenté, qu'il appartient de trancher le différend. Ce sont les juges qui diront si le créancier a eu tort de refuser, si en refusant il s'est constitué en faute, car l'idée de faute est, en droit français, le fondement de la demeure du créancier comme elle est le fondement de la demeure du débiteur. La procédure des offres ne produira ses effets juridiques qu'autant que le bon droit est pour l'offrant et que, par suite, les torts sont du côté du créancier dont la faute consiste à avoir outrepassé ses droits en ne se contentant pas de ce qui était dû, aggravant ainsi l'obligation. Le Code civil édicte des règles spéciales pour les dettes de corps certains : sommation du débiteur au créancier d'enlever la chose et, en cas d'insuccès, faculté d'obtenir du juge la permission de la déposer dans quelque autre lieu, s'il a besoin du lieu où elle se

trouve. Ce système est calqué sur le droit romain.

A Rome, le débiteur en présence d'un refus du créancier devait faire à celui-ci, par devant témoins, offre de tout ce qui était dû, de telle sorte que le refus constituât une faute. L'offre ainsi faite n'étant point acceptée, le débiteur devait déposer la chose offerte dans un lieu public ou dans un endroit désigné par le magistrat, le plus généralement dans un temple. Le dépôt arrêta le cours des intérêts, transférait les risques au créancier et éteignait l'obligation des cautions accessoires. Néanmoins la libération n'était point encore acquise, car jusqu'à l'acceptation par le créancier, le débiteur pouvait retirer le dépôt.

L'ancien droit français conserva la théorie romaine, tout au moins dans ses grands traits. Les offres devaient être réelles, suivies d'un dépôt ou d'une consignation au greffe du tribunal ou entre les mains d'un tiers, et elles pouvaient être révoquées jusqu'à l'acceptation.

Nous verrons qu'à côté de ce système séculaire, des idées nouvelles se sont fait jour dans la législation allemande. Le Code civil allemand attribue aux offres, indépendamment de la consignation, des effets importants. La consignation est un moyen subsidiaire et exceptionnel. La mise en demeure du créancier se produit sans qu'il y ait faute de sa part, en vertu de l'effet des offres réelles et, dans des cas très nombreux d'ailleurs, l'offre verbale suffit.

Nous sommes ici bien loin de la procédure établie par le Code civil français. Nous nous proposons par cette étude d'exposer le système français, puis d'esquisser dans ses grandes lignes le système allemand et d'apprécier leurs mérites respectifs.

PREMIÈRE PARTIE

OFFRES D'UNE SOMME D'ARGENT

CHAPITRE PREMIER

DETTES POUVANT FAIRE L'OBJET D'OFFRES RÉELLES

Les offres ont pour but le paiement. Tel est le principe général que nous ne devons pas perdre de vue en recherchant les conditions de validité des offres réelles.

Il faut donc, pour que les offres soient possibles, que la dette puisse faire l'objet d'un paiement de telle sorte que, si le débiteur était actionné en justice par le créancier, il n'ait aucune fin de non-recevoir à opposer.

En conséquence, il est nécessaire que la dette soit *actuelle* et non *éventuelle*. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris du 25 juillet 1826 déclare nulles les offres réelles d'une amende faites avant la condamnation par un notaire ayant encouru cette amende

pour contravention à la loi du 25 ventôse an XI, encore bien qu'il fût déjà assigné pour le fait de la contravention et que le taux de l'amende fût irrévocablement fixé par une loi. L'arrêt déclare que le receveur d'enregistrement n'avait pas qualité pour recevoir l'amende, et que c'était à tort qu'il avait été condamné aux dépens pour ne l'avoir point reçue (1).

Il faut, en second lieu, que la dette soit exigible. L'article 1258 du Code civil dit à ce sujet : « Pour que les offres réelles soient valables, il faut 1^o... ; 4^o que le terme soit échu s'il a été stipulé en faveur du créancier ; 5^o que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée. » Si l'obligation n'est affectée d'aucun terme ni d'aucune condition, il est évident que le débiteur peut faire des offres à tout moment. Si un terme a été stipulé dans l'intérêt du créancier le débiteur ne peut faire d'offres avant l'échéance de ce terme, car autrement le créancier serait contraint à renoncer à une faveur sur laquelle il était en droit de compter. Il en est de même lorsque le terme a été stipulé dans l'intérêt des deux parties à la fois et notamment en matière de dettes constatées au moyen d'effets de commerce.

Ainsi le souscripteur d'un billet à ordre ou d'une

1. Dalloz, *J. Générale*, Obligations, n^o 2048.

lettre de change ne peut valablement, avant l'échéance, offrir au porteur de se libérer (Art. 146 du Code de commerce).

Par contre, lorsque le terme a été stipulé dans l'intérêt du débiteur, celui-ci peut, avant l'échéance, faire des offres réelles. Et l'on peut dire que c'est là le cas le plus général, puisqu'il comprend non seulement l'hypothèse où les parties, en stipulant le terme, ont exprimé leur intention, mais encore celle où elles se sont bornées purement et simplement à faire leur stipulation, celle-ci devant toujours être présumée faite en faveur du débiteur (Art. 1187 du Code civil).

La condition est une modalité de l'obligation plus énergique que le terme. Si la condition est suspensive, jusqu'à sa survenance l'obligation ne prendra pas naissance ; si, au contraire, la condition est résolutoire, l'obligation naîtra immédiatement, sauf à disparaître rétroactivement, après la survenance de la condition. En appliquant ces principes à notre matière nous dirons que le débiteur sous condition suspensive n'est pas véritablement débiteur et qu'il ne le sera peut-être jamais puisque la condition est un événement de réalisation incertaine ; il ne peut donc faire d'offres.

Si le débiteur, ignorant que son obligation est affectée d'une condition suspensive, avait fait des offres de paiement, il pourrait dans la suite et jus-

qu'à la survenance de la condition, agir en restitution puisque, d'après les termes de l'article 1377 du Code civil, il aurait par erreur payé une somme dont il se croyait débiteur. Mais l'accomplissement de la condition rendrait les offres valables par suite de son effet rétroactif, et ferait échec à une action en répétition.

Lors même d'ailleurs que le débiteur déclarerait renoncer à l'action de l'article 1377, on admet que le créancier serait fondé à refuser les offres, car celles-ci équivaudraient à une donation et nul n'est tenu d'accepter une donation.

Si la condition est résolutoire, les offres sont possibles et la répétition ne pourrait se produire qu'après son accomplissement.

CHAPITRE II

A QUI DOIVENT ÊTRE FAITES LES OFFRES RÉELLES

Les offres réelles doivent être faites à la personne qui a qualité pour toucher le montant de la créance et en donner quittance, c'est-à-dire au créancier ou à son représentant légal ou contractuel.

A cet égard l'article 1258 du Code civil s'exprime ainsi : « Pour que les offres soient valables il faut :
1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui... » Ces termes, quoique très généraux, suffisent cependant pour régir les multiples hypothèses que nous allons examiner.

Il peut y avoir pour une seule créance plusieurs créanciers soit simplement conjoints, soit solidaires ou indivis. Dans le premier cas, le débiteur doit faire offre à chacun d'eux pour le montant de sa part. Dans le second cas, il peut offrir la totalité de la somme due à l'un quelconque des créanciers.

Si la créance a fait l'objet d'une cession, celle-ci ne

lie que le cédant et le cessionnaire tant qu'il n'y a pas eu de signification au débiteur, ou d'acceptation de la part de celui-ci (art. 1690 du Code civil) et le débiteur ne connaissant que le créancier primitif, le cédant, c'est à lui seul qu'il peut faire des offres. Passée la signification ou l'acceptation, les offres ne peuvent plus être faites qu'au cessionnaire.

Si le créancier a fait choix d'un mandataire, c'est à celui-ci que les offres réelles doivent être faites, à la condition que le mandat soit valable et ait bien pour objet le recouvrement de la créance. Ainsi le mandataire doit être capable, sans cela le mandat serait annulable, mais par contre le mandataire peut être un mineur émancipé ou une femme mariée (art. 199 du Code civil) ; toutefois il sera responsable de l'exécution du mandat s'il a commis un dol ou réalisé un enrichissement sauf s'il s'agit d'une femme mariée valablement autorisée. En ce qui concerne les limites du mandat, des difficultés peuvent se présenter au sujet des officiers ministériels. Il est bien évident que, dans une certaine mesure et sous certaines conditions, les officiers ministériels sont les mandataires de leurs clients. Cependant on admet généralement que les huissiers ne sont pas, de plein droit, mandataires. Leur mandat, il est vrai, peut, en dehors de toute convention expresse, résulter de la mise en possession du titre exécutoire qui permet de pro-

céder à des actes de poursuites. Le débiteur poursuivi peut donc valablement faire à l'huissier des offres réelles au moment de la signification du commandement ou de la saisie. Mais il a été jugé qu'on ne peut faire d'offres réelles à un huissier, au moment où il notifie les mainlevées d'inscriptions et somme le débiteur de déclarer ce qui l'empêchait de payer, l'huissier n'ayant pas pouvoir de recevoir le paiement, et son ministère se bornant à l'objet de l'acte qu'il est chargé d'accomplir (1). L'avoué n'est pas, non plus, de plein droit, mandataire de la personne pour laquelle il occupe et les offres qui lui sont faites à l'audience, hors la présence de son client, sont inopérantes s'il n'a pas reçu pouvoir de les accepter.

Mais, lorsque des offres ont été signifiées à une personne qui n'avait pas mandat de recevoir pour le créancier, ce fait ne peut être invoqué pour la première fois devant la Cour de cassation comme moyen de nullité (2).

Lorsque le créancier est incapable, les offres réelles doivent être faites à son mandataire légal. S'il s'agit d'un mineur non émancipé ou d'un interdit, elles doivent être faites au père, administrateur légal, ou au tuteur, mais non pas au subrogé tuteur dont les fonctions consistent à surveiller le tuteur.

1. Dalloz. *Jur. Gén.* Obl., n° 2076.

2. Req., 18 mars 1870. D. 1879. I. 308.

Il semble pourtant qu'il devrait en être autrement dans une affaire où les intérêts du mineur seraient en opposition avec ceux du tuteur (argument tiré de l'art. 420 du Code civil). Si le créancier mineur est placé sous la tutelle de sa mère, c'est à celle-ci seule qu'il convient de faire les offres, et le débiteur n'est pas tenu de les faire conjointement au conseil de tutelle, chargé, par le testament du père, de la mission d'assister la mère. En effet ce conseil de tutelle a qualité non pour recevoir les capitaux et en donner quittance, mais seulement pour en surveiller la réception et l'emploi. Le débiteur n'est même pas tenu d'appeler le conseil de tutelle aux offres par une signification régulière (1). Lorsque le créancier est un contumax, les offres doivent, sous peine de nullité, être signifiées au séquestre (2) et pour un aliéné non interdit, c'est son administrateur provisoire qui a qualité pour recevoir les offres.

En ce qui concerne le mineur émancipé et le prodigue, il ne faut pas perdre de vue que leur capacité est non pas supprimée, mais seulement diminuée. L'article 482 du Code civil dispose que le mineur émancipé ne peut recevoir et donner décharge d'un capital mobilier sans l'assistance d'un curateur, et l'article 513 prescrit, pour le prodigue, l'assistance du

1. Bordeaux, 12 juin 1870. D. 1871. 2. 124.

2. Tribunal civil de Lyon, 30 novembre 1881. Dalloz. *J. générale Supplément*. Obligations, n° 883.

conseil judiciaire, relativement aux mêmes actes. L'offre d'un capital fait à un mineur émancipé ou à un prodigue, doit donc être accompagnée d'une sommation adressée au curateur ou au conseil judiciaire de venir assister le créancier intéressé. Enfin lorsque le mineur émancipé exerce un commerce il a qualité pour recevoir seul des offres de capitaux dus à raison de son commerce (art. 2 du Code de commerce).

Pour les offres de sommes dues à des femmes mariées, il y a lieu, en général, de distinguer suivant le régime matrimonial qu'elles ont adopté. Sous les régimes de communauté, sans communauté et dotaux, c'est au mari qu'il faut faire les offres, car il est administrateur des biens de sa femme ; tandis que, sous le régime de la séparation de biens et le régime dotal, pour les créances paraphernales, c'est à la femme elle-même que les offres doivent être faites. C'est également à la femme, sous tous les régimes, que l'on doit faire des offres au sujet de son salaire et des économies qu'elle a pu réaliser sur celui-ci (Loi du 13 juillet 1907).

En dehors des cas d'incapacité, nous pouvons nous trouver en présence de créanciers dessaisis partiellement de l'administration de leurs biens. Il en est ainsi du failli et de l'individu en état de liquidation judiciaire qui sont, dans une certaine mesure, dessaisis au profit de leurs propres créanciers. Il a

été jugé que le syndic d'une faillite, représentant la masse des créanciers, a pouvoir et qualité pour recevoir les offres réelles des adjudicataires des biens du failli, qu'en conséquence un adjudicataire de ces biens qui, après les délais de la surenchère, et après avoir fait des offres au syndic de recevoir le prix, le consigne sur son refus à la Caisse des Dépôts et Consignations, est valablement libéré ; il n'est pas nécessaire qu'il fasse des offres réelles au vendeur et aux créanciers inscrits (1). Par application du même principe, lorsque le créancier est en état de liquidation judiciaire, l'offre au liquidé doit être accompagnée d'une sommation adressée au liquidateur de venir assister celui-ci.

Lorsque le créancier a subi l'expropriation forcée, les offres ne peuvent être faites qu'à ses créanciers poursuivants ou inscrits, la partie expropriée ne pouvant recevoir le paiement. De même, si les offres sont faites en vertu d'un titre qui désigne les qualités et conditions pour qu'elles puissent être reçues, elles ne sont valables qu'autant que le débiteur s'y est conformé. C'est ainsi qu'un arrêt a prononcé la nullité des offres faites par un adjudicataire en un seul acte avant qu'il n'y ait ni ordre, ni délégation à la masse des créanciers, et au domicile élu par une

1. Req., 11 mai 1825. Dalloz, *J. Génér. Obl.*, n° 2073.

inscription d'office alors que, d'après le cahier des charges, il ne pouvait payer qu'aux créanciers inscrits utilement colloqués ou délégués (1).

Si le créancier est absent, les offres devront se faire au fondé de pouvoirs qu'il aura désigné, et, à défaut de fondé de pouvoirs, à ses héritiers présomptifs, envoyés en possession provisoire (à moins que cet envoi n'ait pas encore été prononcé).

Dans ce dernier cas, pour que la négligence du créancier ne porte pas préjudice au débiteur, il faut décider que celui-ci pourra valablement signifier des offres au dernier domicile de l'absent.

Lorsque le créancier est décédé, les offres doivent être faites à ses héritiers conjointement, et, si la succession est vacante, au curateur, qui remplit, vis-à-vis des créanciers du *de cujus*, le même rôle que le syndic vis-à-vis des créanciers du failli. Si les offres portent sur une somme donnée ou léguée en usufruit, on doit l'offrir à l'usufruitier, car il a des pouvoirs d'administration très étendus sur la chose donnée ou léguée, le nu propriétaire ne pouvant qu'agir en restitution à la fin de l'usufruit, la restitution étant garantie par la caution que l'usufruitier a fournie. Si l'héritier est grevé de substitution, les offres doivent être faites au tuteur à la substitution et, dans le cas où celui-ci

1. Paris, 20 août 1813. Dalloz. *J. Génér. Obl.*, n° 2075.

ne serait pas encore nommé, le débiteur aurait à les faire directement au grevé, car il ne peut avoir à souffrir des négligences de celui-ci.

Dans les sociétés en nom collectif, à défaut de disposition statutaire spéciale, tous les associés ont qualité pour recevoir les offres. Il faut, pour qu'il en soit autrement, que les statuts indiquent un ou plusieurs gérants, comme ayant qualité pour recouvrer les créances sociales et qu'ils aient été publiés conformément aux articles 55 et 56 de la loi du 24 juillet 1867. Les mêmes règles doivent être appliquées dans les sociétés en commandite. Dans les sociétés anonymes les offres doivent être faites aux administrateurs.

Lorsque les offres doivent être faites à l'Etat ou à un établissement public on doit suivre les règles tracées par l'article 69, §§ 1, 2, 3, 4 du Code de procédure civile pour les ajournements, c'est-à-dire que les offres faites à l'Etat doivent être signifiées au préfet du département où siège le tribunal devant lequel la créance serait contestée ; les offres au Trésor, à son agent, et les offres aux établissements publics ou aux administrations, à leur siège ou aux bureaux de leurs préposés. Enfin, si le créancier est une personne morale privée (société civile, association, congrégation autorisée, société de secours mutuels), les offres doivent être faites à la personne qui, aux termes des statuts, a qualité pour recouvrer les créances.

CHAPITRE III

PAR QUI DOIVENT ÊTRE FAITES LES OFFRES RÉELLES

Aux termes de l'article 1258 du Code civil il faut que les offres soient faites par une personne capable de payer ; et, si l'on se réfère aux articles 1236 et 1238, on voit que toute personne même non intéressée à la dette peut la payer pourvu qu'elle soit propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner.

Les offres peuvent être faites par le débiteur lui-même ou par un mandataire, et, lorsque le débiteur est un incapable, elles doivent être faites par son représentant légal. Les règles de capacité que nous avons énoncées au chapitre précédent retrouvent ici toute leur valeur et il nous paraît inutile d'y revenir. Quelques cas particuliers doivent seuls retenir notre attention.

L'offre d'une dette peut être faite pas des coobligés ou des cautions. Cette offre présente ceci de particulier que, lors même qu'elle serait suivie de tous ses

effets, la créance subsiste pourtant en vertu de la subrogation conférée aux cautions et aux coobligés par l'article 1251-3° du Code civil. L'article 1236 permet à un tiers même non intéressé à la dette, de l'acquitter pourvu que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé dans les droits du créancier. Deux explications ont été fournies à ce texte.

D'après l'exposé des motifs de Bigot de Préameneu l'article 1236 signifie que le paiement avec subrogation effectué par un tiers non intéressé doit être considéré comme une cession de créance. S'il en est ainsi on ne voit pas bien le but de la loi ; pourquoi empêcher les parties de faire une subrogation si elles veulent ?

Une autre explication plus plausible est indiquée par le rapport du tribun Jaubert. D'après celui-ci le tiers non intéressé peut bien forcer le créancier à recevoir le paiement pourvu qu'il n'exige pas la subrogation, car autrement un ennemi du débiteur pourrait se procurer facilement le moyen d'exercer des vexations contre lui. Il peut donc payer, mais sans exiger du créancier une quittance subrogative. Il aura contre le débiteur une action de gestion d'affaires, mais non pas l'action primitive avec ses garanties et accessoires. Ainsi le tiers non intéressé peut faire des offres réelles. Il a été jugé qu'un tiers n'ayant aucun intérêt personnel à l'acquittement de la dette

peut obliger le créancier à recevoir le paiement qu'il lui offre au nom du débiteur, et que les offres réelles faites par ce tiers sont valables et constituent le créancier en demeure ; et que si, malgré les offres, celui-ci passe outre à la vente des meubles du débiteur, il est passible de dommages et intérêts (1). Mais le créancier pourrait refuser d'être payé par un tiers, si le paiement offert pouvait nuire à quelques-uns de ses droits. A ce sujet il a été décidé que, pour qu'une obligation puisse être acquittée par un tiers qui n'y est point partie, il faut que le paiement éteigne simplement la créance et ne prive point le créancier d'une action qui lui appartient. Notamment lorsqu'un individu a été condamné par défaut à une reconnaissance et aux dépens, si la poursuite à raison de ces dépens est le seul moyen d'empêcher la péremption du jugement, le créancier peut en refuser le paiement qui lui est offert par un tiers, et s'opposer même à ce que son avoué, au profit duquel distraction a été ordonnée, le reçoive (2). On admet même traditionnellement que le tiers peut payer malgré le débiteur ; en tout cas, un recours peut être paralysé par les exceptions que celui-ci pouvait avoir contre l'action primitive éteinte par le paiement.

1. Paris, 11 août 1806. Dalloz. *J. Génér. Obl.*, n° 1656.

2. Paris, 13 mai 1813. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 1658.

Dans l'ancien droit, d'après la jurisprudence et les auteurs, les offres faites par une personne quelconque devaient être acceptées et constituaient le créancier en demeure, s'il en résultait un avantage pour le débiteur ; au contraire elles pouvaient être refusées si elles ne lui en procuraient aucun et n'avaient pour effet que de lui faire changer de créancier ; il n'y avait, dans ce dernier cas, qu'un transport, et le créancier n'était point tenu de l'accepter. Une telle distinction n'est plus possible actuellement étant donnés les termes formels de l'article 1236.

Un tiers saisi peut avoir intérêt à faire des offres réelles au saisissant. Est-il fondé à procéder ainsi ? L'affirmative paraît certaine. Mais il ne faut pas oublier que ces offres seront à ses risques et périls, car elles auront peut-être pour effet d'éteindre une dette que le saisi aurait contestée, ou pour laquelle il aurait fait valoir des exceptions, et par suite le paiement fait par le tiers saisi ne le libérerait pas vis-à-vis du saisi. C'est ainsi qu'un sous-locataire dont le loyer a été frappé d'opposition à la requête du bailleur primitif peut lui faire des offres réelles, car l'article 1753 du Code civil, tel qu'il est généralement interprété par la jurisprudence (1), accorde au bailleur

1. Cour de cassation, 8 nov. 1882. D. 1883. 1, 365.

jusqu'à concurrence du prix de la sous-location une action directe contre le sous-locataire qui n'est en quelque sorte, vis-à-vis du bailleur, qu'un coobligé du locataire.

CHAPITRE IV

DU LIEU OU DOIVENT ÊTRE FAITES LES OFFRES RÉELLES

L'article 1258-6° du Code civil dispose que les offres réelles doivent être faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, ou, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, à la personne du créancier ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. En matière de dettes d'argent et, à défaut de clause spéciale, le paiement doit être fait au domicile du débiteur (art. 1247). Il est bien évident que lorsque l'exécution d'une obligation nécessite des offres de la part du débiteur, l'article 1247 est inapplicable puisque les offres exigent une interpellation adressée au créancier, acte qui normalement ne peut s'accomplir au domicile du débiteur.

L'article 1258 envisage deux hypothèses : 1° Un lieu a été convenu pour le paiement ; 2° Aucune convention n'a été faite à cet égard. Dans le premier cas il n'y a pas de difficulté si le créancier a élu domicile au lieu convenu, c'est à ce lieu que les offres doivent

être signifiées. Mais comment doit procéder le débiteur lorsque la désignation du lieu de paiement n'a pas été accompagnée d'une élection de domicile ? Cette difficulté a donné naissance à quatre interprétations différentes de l'article 1258. Dans une première opinion que nous croyons la plus exacte, on soutient que les offres doivent être faites au lieu convenu pour le paiement et que, si le créancier ne s'y trouve pas, l'officier ministériel devra se borner à constater son absence qui équivaldra à un refus de paiement, puisque le créancier savait en quel lieu il devait se rendre pour accepter. En effet l'article 1258 vise le cas où un lieu a été convenu pour le paiement et ne distingue pas suivant qu'il y a eu ou non élection de domicile (1).

Un second système considère que le défaut d'élection de domicile au lieu convenu pour le paiement dénote l'intention de revenir au domicile ordinaire et que c'est à celui-ci que devront être faites les offres (2). Cette interprétation de la volonté des parties paraît inexacte. Elles ont désigné un lieu où le paiement devra se faire, et c'est à ce lieu que devront être accomplies toutes les formalités qu'il nécessitera. Selon certains auteurs (3), le débiteur devrait dans le cas qui nous occupe, assigner le créancier à personne

1. Aubry et Rau, p. 194. — Demolombe, t. V, n° 88.

2. Larombière, art. 1258, n° 12.

3. Pothier. *Obl.*, n° 542. — Toullier, t. VII, n° 197.

ou à domicile pour faire juger qu'il devra élire domicile au lieu convenu pour le paiement, un domicile où il puisse payer, faute de quoi il sera en droit de consigner. Il est évident qu'une telle procédure est possible et licite, mais elle nécessitera des délais tellement incompatibles avec le but de la procédure des offres réelles, qu'en l'absence d'un texte la prescrivant formellement, le débiteur ne semble pas tenu d'y recourir.

Enfin, d'après le quatrième système (1), le défaut de domicile réel ou de domicile d'élection au lieu convenu pour le paiement équivaut à l'absence de domicile connu en France, et il y a lieu d'appliquer l'article 69 8° du Code de procédure civile, en vertu duquel les significations doivent être faites au parquet. Cette solution ne nous paraît pas pouvoir être adoptée ; elle présente un grand inconvénient pratique, car, dans la majeure partie des cas, elle aura pour conséquence que le créancier ignorera en fait les offres qui auront été ainsi signifiées. Elle est d'ailleurs théoriquement fausse, car elle résulte de l'application d'un texte à une hypothèse pour lequel il n'a pas été fait.

Mais l'élection de domicile ne nécessite pas l'emploi de termes formels ; elle peut résulter implicitement d'une stipulation relative au paiement. Il a été

1. Delvincourt, t. II, p. 757.

jugé que la stipulation dans un acte que le paiement aura lieu chez telle personne, en telle ville, par exemple en l'étude du notaire rédacteur de l'acte, emporte de la part du débiteur élection de domicile en ce lieu pour le paiement, et par suite les offres réelles faites à ce domicile sont valables (1).

Lorsque les offres réelles doivent être faites au domicile du créancier, il convient d'appliquer à la procédure l'article 68 du Code de procédure civile, c'est-à-dire qu'en l'absence du créancier, l'exploit peut être remis à un parent, un serviteur ou un voisin. Il a été jugé notamment que les offres réelles faites au domicile du créancier en parlant à sa servante étaient valables (2). Si le créancier habite à l'étranger, ou hors de la France continentale, les offres doivent être signifiées au parquet conformément à l'article 69-8° et 9° du Code de procédure civile. Il est vrai que le procès-verbal d'offres dressé dans ces conditions ne contiendra pas mention de la réponse du créancier, mention prescrite par l'article 813 du Code de procédure civile. Mais la procédure des offres est établie dans l'intérêt du débiteur, et, pour lui permettre d'arriver à sa libération ; elle ne doit

1. Cour de Bourges, 6 décembre 1842. Dalloz. *Jur. gén.* Obl., n° 2119. — Tribunal de Mortain, 2 juillet 1899. D. P., 1900, I. 519.

2. Cour de Poitiers, 14 juillet 1819. Dalloz. *Jur. génér.* Obl., n° 2114.

donc pas comporter les formalités longues et compliquées que nécessitent les significations à faire à l'étranger.

Lorsque le créancier a élu domicile pour l'exécution de la convention, les offres doivent être faites au domicile élu. Ce principe s'applique-t-il seulement, ainsi que le laissent supposer les termes de l'article 1258-6° du Code civil, au domicile d'élection conventionnel, ou s'applique-t-il également au cas de domicile d'élection légal ?

A cet égard l'article 584 du Code de procédure civile dispose que le commandement afin de saisie-exécution doit contenir élection de domicile dans la commune où doit se faire l'exécution, le débiteur pouvant faire à ce domicile toutes significations même d'offres réelles et d'appel.

La question se trouve donc résolue en ce qui concerne la saisie-exécution par un texte formel. Le débiteur menacé d'une saisie-exécution peut faire à son créancier des offres au domicile élu dans le commandement. Il en est de même en matière de saisie-brandon qui n'est qu'une variété de la saisie exécution. Mais doit-on considérer que l'article 584 du Code de procédure civile ne fait qu'appliquer le principe posé dans l'article 1258 du Code civil, de telle sorte que les offres réelles puissent également, en matière de saisie immobilière, être signifiées au domicile élu

dans le commandement prescrit par l'article 673 du Code de procédure civile, bien que cet article ne reproduise pas la disposition de l'article 584 relative aux offres réelles ? Cette question a fait l'objet de nombreuses controverses. La jurisprudence récente paraît s'être fixée dans le sens de la négative (1) et elle a été critiquée avec beaucoup de vigueur par M. César Bru dans une note commentant l'arrêt de la Cour de Pau du 16 décembre 1897. M. César Bru reconnaît qu'en 1806 le Tribunat fit observer que l'article 673 du Code de procédure civile ne donnait pas le droit de signifier les offres réelles au domicile élu dans le commandement, comme le fait l'article 584, et que, si le projet de réforme élaboré en 1841 adoptait la solution de l'article 584, cette nouvelle disposition fut supprimée sur les observations des Cours d'appel. Il estime néanmoins que, en l'absence d'un texte formel, la loi doit être interprétée, non pas d'après l'intention de ses auteurs, mais selon les besoins du moment. La décision de l'article 584 est seule logique, et elle contient l'esprit de la loi qui cherche à accorder au débiteur toutes les facilités possibles en vue d'éviter

1. Pau, 16 déc. 1897. D.P. 1899. 2. 185. — Trib. d'Albi, 17 juin 1902. D.P. 1904. 2. 361. — Voir également dans ce sens : Civ., 5 mars 1849. D.P. 1849. 1. 159. — Garsonnet. *Traité de Procédure*. — Travaux préparatoires du Code de Pr. civ., rapportés par Locré. — Travaux préparatoires de la loi de 1841, rapportés par Chauveau.

une vente forcée. Il est vrai que l'article 584 s'applique à la saisie-exécution qui comporte une procédure plus rapide que la saisie immobilière, celle-ci ne pouvant être effectuée qu'un mois après le commandement tandis qu'un délai d'un jour suffit pour la saisie-exécution. Cependant il peut arriver que le débiteur poursuivi immobilièrement n'ait de fonds à sa disposition qu'au dernier moment et ne puisse éviter la saisie s'il est obligé de signifier les offres dans un lieu peut-être très éloigné de celui de l'exécution ; au surplus, pourquoi l'avoué, en l'étude de qui le poursuivant a élu domicile dans le commandement, ne pourrait-il être considéré comme un mandataire tacite ayant qualité pour recevoir le paiement de même que l'huissier qui a exercé les poursuites ? Enfin la solution qui permet en matière de saisie immobilière de signifier les offres au domicile élu dans le commandement, est équitable et pratique en évitant des frais au débiteur. Qu'importe au créancier de recevoir son paiement chez lui ou dans l'étude de son avoué. Et s'il fait un procès en se basant sur le texte de l'article 673, ne donne t-il pas une preuve indéniable de sa mauvaise foi ? Telles sont les raisons puissantes que fournit M. César Bru en faveur de l'extension à la saisie immobilière de la règle posée par l'article 584 du Code de procédure civile. Il est juste de dire que si la solution préconisée par M. César Bru

méconnaît l'intention des auteurs de la loi, elle est plus équitable que la solution contraire (1).

Les offres réelles faites à un créancier hypothécaire ne peuvent être signifiées au domicile élu dans l'inscription, car cette élection de domicile a un but nettement déterminé par l'article 2156 du Code civil et qui est de faciliter l'exercice des actions auxquelles peuvent donner lieu, entre les créanciers, les inscriptions de leurs droits hypothécaires et qui sont relatives à la priorité de rang, à la réduction ou à la radiation des inscriptions (2).

L'article 1258-6° du Code civil s'applique encore : 1° au tiers qui désintéresse le créancier aux lieu et place du débiteur. Le tiers devra payer au domicile convenu de telle sorte que le créancier ne soit gêné en aucune façon par l'intervention du tiers. Celui-ci doit exécuter l'obligation comme le débiteur lui-même (3) ; 2° au débiteur dont le créancier a été désintéressé par un tiers, et qui fait des offres à celui-ci en vue de le rembourser, le tiers étant subrogé dans les

1. On peut citer dans le même sens que M. César Bru : Tr. civ. de Lespère, 9 janv. 1868 et Cour de Bordeaux, 29 mai 1868. D. 1868. 2. 19.— En sens contraire: Aubry et Rau, t. IV, p. 194. Laurent, t. XVIII, n° 173.— Demolombe, t. V, n° 193.— Tr. civ. de Périgueux, 12 mai 1887. Jour. *Le Droit*, 18 mai 1887.

2. Grenoble, 20 août 1853. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2123.

3. Cass., 24 mars 1884. S. 1886. I. 458.

droits du créancier primitif, alors que le lieu du paiement n'avait pas été convenu dans l'intérêt personnel et exclusif de ce dernier (1).

1. Douai, 23 février 1905. D. P., 1905. 2. 444.

CHAPITRE V

OBJET DES OFFRES RÉELLES

D'après l'article 1258-3° du Code civil il faut que les offres soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés sauf à la parfaire. Nous allons examiner successivement ces trois éléments.

§ 1. — *Totalité de la somme due*

Le débiteur doit offrir à son créancier la totalité de la somme due. Les offres doivent être faites au moyen des espèces indiquées au contrat car celui-ci fait la loi des parties. A défaut de convention sur ce point on doit se référer au régime monétaire du pays dans lequel se fait le paiement. La somme offerte devra se composer d'or, d'argent et de billon dans la proportion indiquée par les lois. En France un créancier ne peut être contraint de recevoir la monnaie de billon autrement que pour l'appoint de la pièce de 5 francs et la monnaie d'argent que jusqu'à concurrence de 50 francs. Les

offres peuvent aussi être faites en billets lorsque ceux-ci ont cours forcé (1). La loi du 12 août 1870 a prescrit dans son article 1 que les billets de la Banque de France seraient reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers ; dans son article 2 elle a relevé la Banque jusqu'à nouvel ordre de l'obligation de rembourser les billets avec des espèces. Cet article 2 de la loi du 12 août 1870 a été abrogé par la loi du 3 août 1875. La question s'est posée de savoir si le débiteur pouvait offrir des billets de la Banque de France et la Cour de cassation s'est prononcée dans le sens de l'affirmative, par un arrêt du 18 décembre 1887 (2) déclarant que la loi de 1875 n'avait pas enlevé aux billets de la Banque de France le cours légal qu'ils avaient auparavant. Les autres titres de circulation fiduciaire tels que : chèques, billets à ordre, lettres de change, ne peuvent être valablement offerts quel que soit le crédit que l'on puisse accorder à leurs endosseurs, et, d'une manière générale, on ne peut faire d'offres portant sur une créance même constatée par un signe matériel. Il a été jugé que le débiteur ne peut offrir une délégation sur des sommes déposées entre les mains d'un séquestre judiciaire, même avec le consentement des autres créanciers (3). Il ne peut davantage

1. Laurent, t. XVIII, n° 167.

2. Civ. Cass., 28 déc. 1887. D. 1888. 1. 217.

3. Lyon, 11 décembre 1852. D. 1854. 5. 526.

offrir le récépissé d'une somme déposée pour son compte à la Caisse des Dépôts et Consignations (1). Mais si le créancier avait accepté sciemment des espèces n'ayant pas cours, il ne serait pas fondé, dans la suite, à en demander la nullité pour ce motif, car son acceptation n'aurait enfreint aucune disposition législative d'ordre public.

Aux termes de l'article 1244 du Code civil, le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir, en partie, le paiement d'une dette même divisible. L'offre ne peut donc être d'une somme inférieure à la somme due, la proposition de la parfaire en cas d'insuffisance ne pouvant y suppléer que pour les frais non liquidés (2). Le créancier pourrait valablement refuser des offres ainsi faites. Il a été jugé que l'offre d'une somme inférieure à celle qui est due, laquelle est certaine et liquide, n'est pas admissible, quoique sauf à parfaire où à distraire (3). Toutefois il en serait autrement si le créancier n'avait réclamé qu'une partie de sa dette et l'offre faite en réponse à la réclamation constituerait avec celle-ci une modification de l'obligation sur laquelle le créancier ne pourrait plus revenir par sa seule volonté. En outre, on ne saurait faire grief au débiteur d'offrir moins qu'il ne doit lorsqu'il ignore

1. Orléans, 8 février 1868. D. 1869. 2. 68.

2. Demolombe, t. V, n° 74-75. — Req., 28 janv. 1867. D. 1867. 1. 208. — Pau, 21 déc. 1885. D. 1887. 2. 16.

3. Bourges, 9 décembre 1830. Dalloz *J. G. Obl.*, n° 2085.

le chiffre exact de sa dette, et n'a signifié d'offres qu'après avoir fait sommation aux créanciers de fournir ce chiffre, et s'est engagé dans l'exploit à réparer toute erreur qu'il aurait pu commettre dans son évaluation (1).

Les juges du fait apprécient souverainement si les offres réelles sont suffisantes ou non et leur décision échappe sur ce point au contrôle de la Cour de cassation (2). Lorsque la dette est payable par terme, quel doit être l'objet des offres ? Il est bien certain que le débiteur n'est pas tenu d'offrir les termes non encore échus, ni même ceux des termes échus pour lesquels il n'est pas encore actionné, car, dans ce dernier cas, il y a de la part du créancier à l'égard des autres termes une renonciation tacite à l'exercice immédiat de ses droits. Mais en dehors de ces deux hypothèses est-il tenu d'offrir tous les termes échus ? Ou peut-il considérer ceux-ci comme autant de dettes distinctes ayant chacune son individualité propre, de telle sorte que des offres ne comprenant pas tous les termes échus seraient valables ?

La question présente un grand intérêt à raison des dettes de rente, de loyers ou de fermages. La jurisprudence a décidé que les offres devaient porter sur tous

1. Req., 28 février 49. D. 1849. 1. 158. — Civ. Cass., 6 février 1901. D. 1902. 1. 73.

2. Req., 16 déc. 1891. D. 1892. 1. 480.

les termes échus. Il a été jugé notamment que des offres, dont le montant est égal aux causes du commandement, doivent être annulées lorsqu'elles ne comportent pas la portion de la dette exigible avant la réalisation des offres par le saisi (1), et que les offres sont insuffisantes quand elles ne comprennent pas la totalité de la somme due, alors même qu'une partie de la dette n'est devenue exigible qu'après le commandement (2). Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une dette fractionnée, le débiteur doit offrir les fractions échues au moment où il fait les offres, mais celles-ci devront être déclarées valables lors même que de nouvelles échéances seraient survenues avant le jugement de validité. Il semble que les décisions sus-visées ont donné la seule interprétation qui soit exacte de l'article 1258 ; une dette payable par termes est une dette divisible et exigible par fractions à différentes époques et c'est méconnaître la nature des choses que de vouloir considérer autant de dettes distinctes qu'il y a de termes. A la première échéance, la dette devient exigible et s'accroît à chaque échéance suivante. L'objection tirée de ce qu'il existe pourtant une prescription spéciale à chaque terme ne paraît pas bien décisive, car la prescription extinctive est fondée sur l'inaction injustifiée du créancier, et cette inaction

1. Bourges, 28 août 1881. *Dalloz. J. Gén. Suppl. Obl.*, n° 890.

2. Alger, 24 juillet 1889. *Gazette des Tribunaux*, 12 oct. 1889.

ne se trouve injustifiée qu'après chaque échéance et en ce qui concerne le terme échu: M. Maurice Violette fait observer, il est vrai, (1) que le débiteur aurait un moyen bien simple de s'assurer le bénéfice du fractionnement de la dette, en ce qui concerne les offres réelles, et qui serait de faire autant de billets qu'il y a d'échéances. Il est évident que ce moyen est utilisable, mais son emploi ne paraît pas constituer d'avantage une objection à l'opinion que nous avons admise, car il révèle chez le créancier et le débiteur l'intention, non seulement de diviser la dette, mais encore d'individualiser chaque fraction et de l'objectiver en l'incorporant à l'écrit qui la constate. Enfin il convient de remarquer que, dans un cas particulier, en matière de loyers et de fermages, le locataire ou le fermier doit à la suite d'une saisie gagerie du propriétaire nécessitée par le déménagement des meubles garnissant l'immeuble, faire offre non seulement des termes échus, mais encore du montant des termes à échoir pour le reste de la durée du bail car, en déménageant ses meubles, le locataire a accompli un acte ayant pour effet de diminuer les sûretés promises au bailleur, acte qui d'après l'article 1188 du Code civil lui a fait perdre le bénéfice du terme.

Nous avons vu que les offres ne peuvent être inférieures à la somme due. Mais peuvent-elles être supé-

1. *Des offres réelles en Droit français.*

rieures ? Tout d'abord il est bien certain que le créancier qui a accepté plus qu'il ne lui était dû ne serait pas fondé, dans la suite, à poursuivre la nullité des offres qui lui ont été faites lorsque le débiteur ignorant le montant de sa dette avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour le connaître. En dehors de cette hypothèse, il semble que le montant des offres ne doit pas être supérieur à la dette, car, s'il en était autrement, les offres pourraient être suivies d'une action en répétition de l'indû de la part du débiteur contre le créancier et ici encore le but des offres ne serait pas rempli (1). Il est vrai, a-t-on fait remarquer, que l'article 1258 n'a pas prescrit la nullité des offres lorsqu'elles excèdent le montant de la dette (2), mais il exige qu'elles soient de la totalité de la dette, ce qui implique, nécessairement, un rapport d'égalité entre celle-ci et la somme offerte. Dans un système intermédiaire on distingue suivant que le créancier a refusé ou non les offres réelles. Dans le premier cas elles sont valables, mais, si, au contraire, il les a refusées comme étant excessives, elles sont nulles, le créancier ne pouvant avec raison critiquer les offres que si sa manière d'agir laisse supposer qu'il les aurait acceptées si leur montant avait été égal à sa

1. Merlin, *Répertoire*. Offres. — Duranton, t. XII, n° 205.

2. Toullier, t. VII, n° 193.

créance (1). Enfin, d'après une troisième opinion, il y a lieu de distinguer suivant que l'excédent est ou non une somme importante. Dans le premier cas seulement, les offres sont nulles, parce que l'écart entre la somme due et la somme offerte se trouve tel qu'il n'y a plus identité entre elles deux, dans le second cas elles sont valables. Cette distinction ne saurait se justifier rationnellement. Du moment où l'on admet qu'il doit y avoir identité entre la somme offerte et la somme due on pose un principe qui, par sa nature même, est absolu et ne peut comporter aucun tempérament, en sorte qu'il est impossible d'admettre la validité d'offres supérieures au montant de la dette quel que soit l'écart. Dans la pratique il est d'ailleurs fort peu probable qu'un débiteur fasse des offres de beaucoup supérieures au montant de la dette, car son recours en paiement de l'indû pourrait, dans la suite, se trouver paralysé par l'insolvabilité du créancier et, dès lors, la distinction faite apparaît sans grand intérêt. La jurisprudence est divisée sur ce point. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 14 janvier 1815 (2) a décidé que des offres réelles ont pu être rejetées parce que comprenant une somme plus forte que celle qui était due, il avait été reconnu

1. Demolombe, t. V, n° 80. — Colmet de Santerre, t. V, n° 203-1°.

2. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, 2106.

que le débiteur avait l'intention d'éterniser le procès. D'autres arrêts ont jugé qu'un léger excédent dans les offres n'entraînait point leur nullité ou que le créancier ne pouvait refuser des offres pour la totalité, sous prétexte qu'elles comprenaient des dépens dont la distraction avait été prononcée au profit d'un avoué (1). Il convient du reste de préciser la portée de la question qui vient d'être traitée. Dans la pensée même de ceux qui admettent la validité des offres supérieures au montant de la dette, le créancier est toujours fondé à refuser les offres ainsi faites, mais leur nullité ne peut être poursuivie, lorsqu'elles ont été acceptées, pour le seul motif qu'elles étaient supérieures à la dette.

§ 2. — *Intérêts ou arrérages échus*

Les offres doivent comprendre les intérêts ou arrérages échus. Ce sont des accessoires de la dette dont le débiteur doit s'acquitter lors même que le créancier n'aurait pas pris de titre exécutoire pour en poursuivre le recouvrement (2). Nous verrons plus loin qu'en ce qui concerne les frais non liquidés, il est possible d'offrir une certaine somme sauf à la

1. Poitiers, 14 juillet 1819. — Nancy, 26 déc. 1837. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, 2107.

2. Req., 23 oct. 1895. D. 1896. 1. 64.

parfaire. Cette disposition est de droit étroit, et une telle régularisation n'est pas possible lorsqu'il s'agit d'intérêts ou arrérages échus et la jurisprudence s'est plusieurs fois prononcée dans ce sens. Un arrêt de la Cour de Paris du 25 août 1818 (1) a consacré ce principe à propos d'une lettre de change contestée pour laquelle des offres avaient été faites comprenant à titre d'intérêts une certaine somme, sauf à parfaire, augmenter ou diminuer.

Les offres réelles ne comprenant pas les intérêts ou les arrérages échus sont nulles. L'article 1912 du Code civil stipule que le débiteur d'une rente constituée peut être contraint au rachat s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années. Il a été jugé que le débi rentier, lorsqu'il se trouvait en retard d'au moins deux années d'arrérages, devait faire offre de l'intégralité des arrérages échus, pour empêcher le crédi-rentier d'exercer son droit de rachat et il ne saurait atteindre le même but, par des offres ultérieures (2). Il en serait autrement si le crédi-rentier n'usant pas de tous ses droits n'avait exercé de poursuites que pour une partie des arrérages échus car

1. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, 2090. — V. également dans le même sens : Cass., 28 déc. 1887. D. 1888. I. 217. — Cass., 1^{er} mai 1897. D. 1897. I. 516. — V. également Req., 17 février 1908. *Gaz. des trib.*, 20 août 1908.

2. Cass., 25 nov. 1839. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, 2092. — V. en sens contraire : Duranton, t. XII, n° 206.

des poursuites ainsi faites impliqueraient, chez le créancier, l'intention de temporiser avec le débiteur et de ne pas réclamer immédiatement la totalité de sa créance.

Les offres réelles du montant d'une indemnité allouée par la justice, faites par la partie condamnée en présence du refus de l'autre d'acquiescer au jugement, si elles ne comprennent que le capital, n'ont pas pour effet d'empêcher les intérêts de courir (1).

Le principe qu'on doit offrir les intérêts ou arrérages échus semble devoir être écarté par raison d'équité lorsque, par suite d'une erreur dans le montant des intérêts ou des arrérages, la somme offerte est inférieure au montant de la dette. Il en est ainsi, tout au moins, lorsque le débiteur fait par la suite des offres supplétives. Les juges du fait ont à apprécier les circonstances dans lesquelles l'erreur a été commise, l'importance de cette erreur, la bonne foi du débiteur, pour décider si les offres doivent être ou non validées. Il suffit que les offres supplétives soient faites en temps opportun, voire même à l'audience lors de l'instance en validité, et que le créancier n'ait pas subi de préjudice. Celui-ci ne devrait donc pas supporter les dépens occasionnés par son refus. La Cour de cassation, dans un arrêt du 18 novembre 1829 (2) a validé

1. Conseil d'Etat, 20 juillet 1854. *J. Gén. Obl.*, 2090.

2. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2603.

des offres faites dans les conditions suivantes : le débiteur avait offert les intérêts courus à partir du 1^{er} juillet, alors qu'ils étaient dus à partir du 7 juin, mais il avait reconnu son erreur dès qu'elle lui avait été signalée. Par contre, elle a décidé que les offres renfermant une erreur de calcul étaient nulles, lorsqu'elles n'avaient pas été rectifiées avant la consignation et les conclusions de l'adversaire tendant à la nullité desdites offres (1).

L'erreur dans le calcul des intérêts peut avoir été commise en plus ; il semble que les mêmes raisons d'équité s'imposent ici et que les tribunaux puissent également, en s'inspirant des circonstances de fait, valider des offres dont le montant serait supérieur à la dette.

§ 3. — *Frais liquidés ou non liquidés*

Les offres doivent comprendre la totalité des frais liquidés, et pour les frais non liquidés, une somme quelconque, si modique soit-elle, le débiteur s'engageant à la parfaire. De même que les intérêts, les frais sont les accessoires de la dette, dont le paiement incombe au débiteur, sauf stipulation contraire, de telle sorte que leur paiement est nécessaire pour mettre fin au différend qui existe entre les parties.

1. Cass., 19 août 1884. D. 1885. I. 205. — Cass., 9 nov. 1908. *Gazette des Tribunaux*, 18 mars 1909.

On doit entendre par frais les dépenses faites pour la souscription du contrat ainsi que la liquidation de l'obligation et qui, ayant été faites en vertu de la loi, sont susceptibles de figurer sur les états des officiers ministériels pour être soumises à la taxe des juges. Ainsi le débiteur n'est pas tenu d'offrir les honoraires payés par le créancier à un officier ministériel ou à un avocat ; il ne doit pas, non plus, les frais qui ont été inutilement exposés. Il a été jugé que l'affichage d'un jugement ayant été accordé à l'une des parties à titre de réparation civile et n'étant passible que d'un droit de timbre de 0 fr. 10 avec dispense de constatations par procès-verbaux, les offres faites par le débiteur étaient valables bien que ne contenant ni les frais de timbres supérieurs à 0 fr. 10, qui avaient été payés, ni les frais de procès-verbaux dressés sans nécessité (1).

Le débiteur doit donc offrir tous les frais de procédure liquidés antérieurement et, notamment, les offres faites en Cour d'appel seraient insuffisantes si elles ne comprenaient pas les frais de première instance (2) ; il doit offrir le coût de la levée et de la signification du jugement qui lui a accordé des délais, alors surtout que, d'après les circonstances, le créancier avait de justes raisons de craindre qu'il

1. Poitiers, 14 juillet 1819. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2097.

2. Rennes, 7 mai 1816. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, 2096.

ne fût pas en mesure de s'acquitter à l'échéance (1), mais la Cour de cassation a décidé qu'une Cour d'appel ne pouvait déclarer des offres insuffisantes sous prétexte que les frais d'enregistrement n'avaient pas été expressément et spécialement offerts, surtout si la demande du créancier et le jugement de première instance n'en font pas une mention spéciale et si ce moyen de nullité n'avait pas été présenté devant les premiers juges (2).

On ne peut, pour les frais liquidés, faire l'offre d'une somme quelconque avec engagement de la parfaire en cas d'insuffisance (3). Les différents éléments de la somme offerte doivent être soigneusement distingués sur le procès-verbal, chaque élément de l'offre devant être équivalent à l'élément correspondant de la dette. Un arrêt de la Cour de Bordeaux a annulé des offres ne comprenant aucune somme pour les dépens liquidés, encore bien qu'elles contenaient plus qu'il ne fallait pour les dépens non liquidés, une compensation ne pouvant s'établir entre les différentes parties de la dette (4).

En ce qui concerne les frais non liquidés, il suffit d'offrir une somme quelconque en prenant l'engage-

1. Tribunal civil de la Seine, 14 nov. 1882. Dalloz. *J. Gén. Suppl. Obl.*, n° 893.

2. Cass., 19 décembre 1827. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2097.

3. Req., 28 janvier 1867. D. 1867. 1. 208. — 16 avril 1883. D. 1884. 1. 256. — Pau, 21 déc. 1815. D. 1887. 2. 16.

4. Bordeaux, 3 avril 1835. Dalloz. *J. Gén.* n° 2096.

ment de la parfaire en cas d'insuffisance et le défaut de somme offerte à ce titre entraîne la nullité des offres, nullité qui peut être invoquée d'office par le juge (1). Par frais non liquidés on doit comprendre les frais qui n'ont pas encore été soumis à la taxe du juge. Il a été décidé, à cet égard, que le débiteur peut comprendre dans les frais non liquidés les droits d'enregistrement du jugement bien que ces droits soient certains et que le débiteur puisse les connaître, soit par la signification, soit au greffe (2). Les offres ainsi faites sont donc valables et le créancier doit donner mainlevée de la saisie sans être en droit d'attendre que ces frais soient liquidés et payés (3) et il ne pourrait reprendre les poursuites avant que la liquidation n'en ait été faite (4). En vertu du même principe, le débiteur peut comprendre dans les frais non liquidés les dépens d'une instance en matière sommaire lorsque les offres sont antérieures à la signification du jugement car les dépens devant, en matière sommaire, être liquidés par le jugement lui-même, le débiteur se trouve en ignorer encore le montant (5).

La somme offerte pour frais non liquidés peut être

1. Req., 26 déc. 1899. D. 1900. 1. 126.

2. Trib. Civil de la Seine, 7 août 1886. *La Loi*, 4 et 5 octobre 1886.

3. Req., 26 février 1867. D. 67. 1. 366.

4. Paris, 10 février 1807. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2099.

5. Paris, 19 décembre 1825. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2093.

modique (1). Cependant, la bonne foi qui s'impose pour l'exécution des obligations exige que cette somme ne soit pas dérisoire et les offres seraient nulles si, au moment où elles étaient faites, le débiteur n'ignorait pas que les frais non liquidés étaient de beaucoup supérieurs à la somme offerte à ce titre (2).

Ce sont de véritables offres réelles qu'il faut faire pour les frais non liquidés et le débiteur ne pourrait pas se contenter de prendre l'engagement de les payer ultérieurement (3). Mais cette obligation ne lui incombe qu'autant qu'il existe des frais réellement dus et il ne saurait être contraint de faire l'offre de frais qui n'existent plus ou dont il conteste la légitimité (4).

Pour que l'offre des frais non liquidés produise tous ses effets il faut qu'après leur liquidation le débiteur se libère du reliquat.

Par faveur pour la liberté des personnes, les offres faites pour obtenir l'élargissement du débiteur sont valables même si elles ne contiennent aucune somme pour frais non liquidés.

Signalons enfin que le débiteur ne peut déduire du

1. Demolombe, t. V, n° 78. — Laurent, t. XVIII, n° 164.

2. Civ. req., 5 avril 1870. D. 71. 321.

3. Civ. cas., 16 nov. 1864. D. 65. 1. 266.

4. Trib. civil de la Seine, 13 nov. 1885. Dalloz. *J. G. Suppl. Obl.*, n° 897. — Tulle, 15 février 1898. 2. 167.

montant de la somme à offrir les frais qui lui sont occasionnés par les offres et la consignation ; il ne pourra en exiger le remboursement que dans la suite, si les offres sont jugées ou reconnues suffisantes (1).

1. Rouen, 15 nov. 1888. *Recueil de Caen et de Rouen*, 88.1.262.

CHAPITRE VI

OFFRES CONDITIONNELLES

En principe les offres doivent être pures et simples et le créancier n'est pas tenu d'accepter les modalités dont le débiteur veut affecter le paiement. On admet cependant que le débiteur peut subordonner ses offres à l'acceptation, par le créancier, de certaines conditions. Mais il ne peut stipuler que des conditions ayant pour effet de réserver ou de garantir l'exercice de droits légitimes ; il ne serait pas fondé à faire la loi au créancier, c'est-à-dire à lui imposer des conditions contraires à ses droits. Tels sont, en résumé, les principes posés par la doctrine et la jurisprudence relatives à cette matière et que nous allons examiner.

Le débiteur peut faire des offres sous réserve de former appel du jugement qui l'a condamné et en exécution duquel elles ont lieu. Il en est ainsi même lorsque le jugement n'est pas exécutoire par provision, l'appel ayant, par suite, un effet suspensif car, dans ce dernier cas, la réserve a pour effet d'enlever

l'apparence d'un acquiescement à des offres qui sont nécessaires pour arrêter le cours des intérêts et empêcher l'exécution du jugement jusqu'à ce que le débiteur ait décidé s'il doit interjeter appel ou non (1).

A plus forte raison, le pourvoi en Cassation n'étant pas suspensif d'exécution, les offres sont libératoires quoique faites sous réserve du pourvoi formé contre l'arrêt en exécution duquel elles ont lieu (2).

Le débiteur dont les biens ont été saisis a un intérêt légitime à faire constater les détériorations qu'ils ont pu subir après la saisie. Aussi lui reconnaît-on le droit de faire des offres sous les réserves expresses qu'il soit procédé à la vérification des effets saisis, afin de savoir s'ils ont été soignés comme ils devaient l'être et de pouvoir rendre responsable le saisissant et qui de droit dans le cas où ils seraient endommagés en tout ou en partie (3).

Le débiteur peut subordonner ses offres à la condition qu'il lui soit donné une quittance authentique à dresser dans l'étude du notaire qu'il désigne dans la commune habitée par son créancier et celui-ci ne saurait valablement soutenir que, par cette double

1. Bourges, 13 déc. 1899. D. 1900. 2. 167. — Paris, 12 avril 1905. D. 1905. 5. 28.

2. Cass., 11 juillet 1849. D. 1850. 1. 27 et sur renvoi : Nancy, 27 décembre 1849. D. 1850. 2. 90.

3. Cass., 31 janvier 1820. D. *Jurisp. gén.*, n° 2061.

exigence, le débiteur a contrevenu à l'obligation de se libérer au domicile du créancier (1).

Les offres réelles peuvent être faites sous condition que le créancier donne mainlevée des sûretés qui lui appartiennent ou des actes d'exécution auxquels il a procédé. Ainsi les offres sont valablement faites à charge de fournir mainlevée d'une hypothèque et de consentir à la radiation de l'inscription grevant l'immeuble du débiteur (2) ou d'une saisie-arrêt pratiquée par le créancier (3).

Les offres sont valablement faites, bien que contenant des réserves qui, sans détruire les droits du créancier, impliquent chez le débiteur l'intention de maintenir ses droits intacts. C'est ainsi qu'en matière de contrat de transport, le destinataire qui n'ayant pris que sous réserves livraison de marchandises avariées peut faire offres réelles du coût du transport en y insérant les réserves préalablement formulées sur la lettre de voiture (4).

Le débiteur est fondé à exiger la remise du titre de créance (5) et le créancier, à qui son débiteur fait des

1. Req., 20 juin 1899. D. 99. 1. 591.

2. Cass., 11 juillet 1849. D. 50. 1. 27 et sur renvoi : Nancy, 27 décembre 1849. D. 50. 2. 90. — Trib. civ. de Nice, 23 janvier 1888. *Gazette des tribunaux*, 22 mars 1888.

3. Paris, 12 avril 1905. D. 05. 5. 28.

4. Trib. civ. de Châteauroux, 18 janv. 1899. D. 1900. 2. 172.

5. La Flèche, 2 août 1904. D. 05. 2. 179.

offres réelles à charge de remettre la grosse du jugement, n'est pas fondé à les refuser, à moins qu'il ne justifie d'un intérêt sérieux et légitime à la conservation de cette grosse et il n'en est pas ainsi lorsque le créancier n'a qu'un intérêt moral à conserver la grosse du jugement qui a condamné le défendeur pour injures et peut facilement y suppléer par une expédition ou une simple copie (1).

On peut valablement faire des offres réelles sous la réserve de répétitions que l'on prétend être en droit d'exercer contre son créancier. Cette réserve est inutile et n'ajoute rien aux droits du débiteur mais comme elle ne nuit pas au créancier celui-ci ne peut, pour ce motif, refuser les offres. Il est également possible de formuler des réserves concernant le droit de réclamer ultérieurement les frais de l'acte et de son enregistrement; ces réserves sont de droit, les frais étant normalement à la charge de celui qui les a occasionnés (2). Signalons enfin un arrêt de la Chambre des Requêtes du 27 juillet 1870 qui a reconnu au preneur d'un immeuble en contestation avec son bailleur au sujet du bail, le droit de subordonner les offres qu'il fait au cessionnaire des loyers à condition que celui-ci restitue les sommes payées au cas

1. Angers, 12 avril 1866. D. 66. 2. 111.

2. Bordeaux, 12 juin 1870. D. 71. 2. 124.

où il serait déclaré créancier du cédant à la suite de l'instance (1).

Mais le débiteur ne doit pas méconnaître les intérêts légitimes de son créancier ; ce principe a été consacré par de nombreuses décisions. Le jugement du tribunal de La Flèche précité, après avoir reconnu au débiteur le droit d'exiger la remise des titres constatant la créance, dispose ensuite que, par contre, il ne peut réclamer la remise des pièces de la procédure ayant abouti au jugement en vertu duquel il fait les offres et que, notamment, en matière de saisie immobilière, le créancier poursuivant a intérêt à conserver entre les mains l'état des inscriptions levé lors de la transcription de la saisie pour le cas où le jugement d'adjudication serait argué de nullité par un créancier hypothécaire (2).

Les offres réelles faites à une personne sourde-muette et aveugle, à la condition qu'elle délivre une quittance authentique, sont nulles lorsque cette personne est en état de rédiger et signer une quittance sous seing privé, qui, d'après l'usage et sauf convention contraire, est un titre suffisant de libération (3).

Sont nulles, comme n'impliquant pas chez le débiteur l'intention véritable de se libérer, des offres faites

1. Req., 27 juillet 1870. D. 71. 1. 142.

2. Voir dans le même sens : Req., 12 juin 1876. D. 77. 1. 159.

3. Riom, 18 juin 1879. D. 80. 2. 58.

avec défense à l'huissier d'opérer la consignation dans le cas où le créancier ne consentirait pas à donner mainlevée d'une saisie-arrêt précédemment déclarée nulle par un jugement frappé d'appel, si elles n'ont pas été renouvelées depuis l'arrêt confirmatif (1).

De même une caution dont les immeubles sont saisis ne peut interrompre la saisie en faisant des offres à la charge par le créancier de fournir mainlevée de l'inscription prise par suite du cautionnement, lorsque l'inscription a été prise dans l'intérêt de tous les créanciers ; le créancier à qui les offres sont faites n'aurait qualité pour donner la mainlevée que si l'inscription avait été prise en son nom particulier (2).

Un locataire ne peut faire valablement au bailleur qui a pratiqué une saisie-gagerie sur les meubles enlevés sans son consentement de la maison louée, des offres de loyers qu'il pourrait devoir jusqu'à la fin de la durée du bail, ainsi que de la libre disposition de la maison, sous réserve de demander la restitution d'une part proportionnelle des loyers payés par anticipation pour le cas où la maison serait relouée par le propriétaire avant une certaine époque (3).

Lorsque le débiteur d'un prix de vente n'est pas garant de son emploi, il n'est pas fondé à subor-

1. Req., 3 février 1825. Dalloz. *J. Génér.* Obl., n° 2062.

2. Paris, 22 août 1839. Dalloz. *J. Génér.* Obl., n° 2062.

3. Douai, 8 février 1854. D. 55. 2. 3.

donner son offre à la condition que le créancier en justifie (1).

Un débiteur ne peut, en faisant des offres réelles, imposer à son créancier des conditions contraires aux obligations de celui-ci et, notamment, il ne peut, si le créancier est un expert, exiger de lui qu'il rectifie ses opérations d'expertise, conformément à un jugement étranger à l'instance au cours de laquelle il a été chargé de l'expertise (2). Les offres réelles d'un prix de vente doivent être annulées lorsqu'elles sont subordonnées à des conditions contraires à l'obligation du vendeur et aux dispositions d'un arrêt rendu, notamment en ce que l'acquéreur prétend retenir sur le prix le montant d'une indemnité qu'il réclame à son vendeur (3).

Les offres faites sous une condition impossible ou illusoire sont nulles (4). Toutefois pour que le créancier puisse refuser les offres à cause des réserves qui y sont insérées, il faut que celles-ci puissent lui causer un préjudice quelconque et la Chambre des Requêtes a déclaré des offres valables comme pures et simples, quoiqu'elles fussent accompagnées de réserves, celles-ci étant en opposition directe avec l'arrêt en vertu duquel

1. Rouen, 17 avril 1837. — 7 juin 1842. D. 43. 2. 20.

2. Req., 16 mars 1880. D. 80. 1. 368.

3. Req., 25 avril 1881. D. 82. 1. 78.

4. Rennes, 10 mars 1821. D. J. Gén. Obl., 2062.

le défendeur était poursuivi, et n'étant, par suite, pas susceptibles de produire aucun effet légal et se trouvant contredites par l'offre de paiement. Il s'agissait, en l'espèce, d'un syndic de faillite qui avait été remplacé et condamné à une restitution. Il prétendait ne faire d'offres qu'afin d'éviter des frais vexatoires et demandait que le nouveau syndic convînt qu'il n'avait pas le droit de le poursuivre; mais ces réserves étant en contradiction complète avec les offres elles-mêmes et les décisions judiciaires en vertu desquelles elles étaient faites, le nouveau syndic ne pouvait se baser sur ces réserves pour refuser les offres (1).

Il est difficile, évidemment, d'indiquer un critérium permettant de discerner d'une manière absolue quelles réserves sont permises et quelles sont, au contraire, celles susceptibles d'entraîner l'annulation des offres. A cet égard, les juges doivent, tout en s'inspirant des principes ci-dessus exposés, prendre en considération les circonstances de chaque affaire. Le créancier à qui des offres sont faites peut, comme le débiteur, formuler lui aussi des réserves. Un assuré, en acceptant l'offre d'une indemnité d'assurance arbitrée par experts, peut se réserver de poursuivre ultérieurement le remboursement des frais qu'il a avancés, notamment pour la nourriture des pompiers

1. Req., 24 janv. 1872. D. 72. 1. 88.

et des gendarmes qui ont concouru au sauvetage (1). A plus forte raison, le créancier peut-il dans son acceptation formuler des réserves n'ayant aucun rapport direct avec l'offre et viser des difficultés éventuelles entre lui et des tiers créanciers colloqués dont il conteste les droits et auxquelles le débiteur doit rester étranger (2).

Les offres faites avec des conditions forment, lorsqu'elles ont été acceptées, un lien de droit entre le débiteur et le créancier si toutefois les conditions ne sont ni immorales, ni illicites, ni impossibles.

Dans le cas contraire, il y a lieu de remarquer que les faits s'opposent à l'application de l'article 1172 du Code civil qui annule les conventions affectées de conditions impossibles, illicites ou immorales. En effet le paiement, la libération matérielle du débiteur, a été réellement effectué et ce fait n'en subsiste pas moins si la convention de paiement est annulée, de sorte que si le créancier est toujours créancier, il est devenu débiteur de son débiteur pour le montant de la somme offerte et dont il se trouve enrichi sans cause. Or les deux créances se compensant par application de l'article 1291 du Code civil, l'annulation n'aurait aucun effet pratique.

1. Cass., 2 août 1876. D. 77. 1. 306.

2. Civ. Cass., 23 janv. 1899. D. 1900. 1. 519.

CHAPITRE VII

PAR L'INTERMÉDIAIRE DE QUI PEUT-ON FAIRE DES OFFRES RÉELLES

Aux termes de l'article 1258-7° du Code civil les offres doivent être faites par un officier ministériel « ayant caractère pour ces sortes d'actes ». Ce texte est assez vague et nous allons voir qu'il a soulevé une controverse.

Quels sont donc les officiers ministériels ayant compétence pour signifier des offres ? Tout d'abord il est bien certain que les huissiers sont compétents, mais non pas les avoués sauf lorsqu'il s'agit d'offres faites en cours d'instance. Elles peuvent, dans ce dernier cas, se faire à l'audience par acte d'avoué à avoué, par acte du palais, à la condition et sous peine de désaveu que chacun des deux avoués soit muni d'un pouvoir spécial, conformément à l'article 352 du Code de procédure civile. Doit-on également reconnaître compétence aux notaires ? La question est très controversée. Dans l'ancien droit les notaires étaient compétents, concurremment avec les huissiers, pour faire des offres

réelles (1). Sous le régime du Code civil plusieurs auteurs ont dénié la compétence des notaires (2). Dans ce sens on a fait remarquer qu'ils ne pouvaient être visés par le Code civil puisque la qualification d'officiers ministériels ne leur avait été donnée que par la loi du 28 avril 1816 et qu'auparavant ils étaient qualifiés par la loi du 25 ventôse an XI de fonctionnaires publics. Cet argument ne semble pas décisif car, antérieurement à la loi de 1816, les notaires étaient déjà des officiers ministériels et la loi de ventôse an XI, en les désignant sous la qualification de fonctionnaires publics, n'avait fait qu'employer un terme plus général.

On a objecté également que d'après la loi de ventôse les notaires étaient établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou peuvent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique et pour en assurer la date, en conserver le dépôt et en déduire les grosses et expéditions. Il n'y a d'exception à ces règles qu'en matière d'actes respectueux pour la confection desquels la loi a cru devoir exiger de nombreuses précautions et, en matière de protêt parce que, surtout dans les campagnes, l'huissier peut être absent et

1. Denizart. *Offres*.

2. Delvincourt. *Notes*. — Chauveau sur Carré, n° 2783. — Rolland, n° 25. — Billaud. *Journal des Huissiers*. S. 14, p. 353.

qu'il peut y avoir urgence. Or les offres ne rentrent dans aucun de ces cas ; elles constituent à l'égard du créancier une sommation de recevoir, un véritable exploit ; le notaire est donc incompetent. A ces arguments il est facile de répondre que les offres constituent non pas un acte de poursuites, mais au contraire la constatation authentique d'un fait, à savoir le refus du créancier afin d'opposer à celui-ci une fin de non-recevoir dans le cas où il voudrait poursuivre le débiteur judiciairement.

L'acte authentique est donc nécessaire pour prouver, avec la plus grande force possible, que le débiteur a fait tout ce qui était en son pouvoir, pour parvenir à sa libération. La compétence des notaires en matière de protêts est d'ailleurs un argument *a fortiori* en faveur de leur compétence en matière d'offres puisque le protêt est un véritable acte de poursuites, et les raisons d'urgence qui peuvent exister en matière de protêt se retrouvent également en matière d'offres, puisque celles-ci peuvent être faites en vue d'éviter une saisie.

Quoi qu'il en soit la grande majorité des auteurs et la jurisprudence se sont prononcées pour la compétence des notaires (1).

1. Toullier, t. VII, n° 201. — Aubry et Rau, t. IV, p. 193, n° 4. — Larombière, art. 1258, n° 7. — Demolombe, t. V, n° 96. — Agen, 17 mai 1836, D. 37. 2. 123. — Bordeaux, 30 juin 1836. D. 37. 2. 79.

Mais un notaire ne pourrait pas dresser un procès-verbal d'offres contenant assignation en validité ou sommation d'assister à la consignation. De telles offres rentreraient incontestablement dans la compétence des huissiers (1), car il s'agirait alors d'actes de poursuites et l'article 24 du décret du 14 juin 1813 s'exprime ainsi à cet égard : « Toutes citations, notifications et significations, requises pour l'instruction des procès, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugements et arrêts seront faits par les huissiers. »

L'huissier, pour signifier des offres réelles, n'a pas besoin d'être assisté de deux témoins. C'est d'ailleurs là une solution traditionnelle pour les actes d'huissier. L'article 173 du Code de commerce y avait dérogé en matière de protêts, mais il a été abrogé par le décret du 23 mars 1848 lequel, bien que provisoire, est toujours en vigueur. Le notaire peut, conformément au droit commun (art. 9 de la loi du 25 ventôse an XI), dresser l'acte en présence de deux témoins ou avec l'assistance d'un second notaire.

Signalons enfin un arrêt de la Cour de cassation (2) qui a prononcé la validité d'offres réelles qui n'avaient pas été faites par un officier ministériel et décidé que les poursuites ultérieures exercées par le créancier pouvaient être déclarées

1. Toullier, t. VII, n° 201. — Larombière, art. 1258, n° 7.

2. Cass., 8 avril 1870. D. 72. 1. 84.

nulles avec dommages et intérêts, lorsqu'il est reconnu que, en refusant cette offre, qui était faite avec la manière et par un intermédiaire déjà agréés pour un précédent paiement, le créancier a agi avec mauvaise foi et dans un but de vexation. Il s'agissait d'une dette de 10 francs ; le créancier avait, une première fois, consenti à recevoir l'offre d'un acompte de 8 francs qui lui avait été faite par l'intermédiaire d'un parent du débiteur. La même personne apporta ensuite la somme de 2 francs qui restait due ; le créancier refusa sous prétexte que l'offre était irrégulière comme n'étant pas faite par un officier ministériel puis leva le jugement et pratiqua à l'encontre du débiteur une saisie mobilière. La Cour de cassation estima que le fait par le créancier d'avoir accepté une première fois les offres faites par le parent du débiteur constituait l'engagement d'accepter dans la suite des offres faites de la même manière afin d'éviter des frais pour une somme aussi minime. Mais si équitable qu'elle soit, la décision de la Cour de cassation n'est qu'une décision d'espèce et ne détruit nullement le principe que les offres doivent, pour être valables, être faites par un officier ministériel.

CHAPITRE VIII

DU PROCÈS-VERBAL D'OFFRES ACCEPTATION OU REFUS DU CRÉANCIER

Les offres doivent être constatées par un procès-verbal qui est dressé par l'officier ministériel chargé de les faire et qui est signifié au créancier.

Les règles relatives à la rédaction du procès-verbal d'offres sont contenues dans les articles 812 et 813 du Code de procédure civile. Le procès-verbal d'offres doit désigner l'objet offert de manière qu'on n'en puisse substituer un autre ; il doit décrire les espèces offertes, indiquer si elles sont d'or, d'argent ou de billon, et cela à peine de nullité (1). Il a été jugé que, pour des offres faites en assignats, on devait spécifier leurs valeur, série et numéro (2). Mais cette exigence ne s'étend pas aux billets de la Banque de France parce qu'ils jouent, dans la pratique, le même rôle que la monnaie et que l'on ne saurait, pour celle-ci, imposer à l'officier ministériel l'obliga-

1. Besançon, 5 mai 1813. Dalloz. *Jurisp. gén. Obl.*, n° 2134.

2. Colmar, 9 mai 1807. Dalloz. *Jurisp. gén. Obl.*, n° 2134.

tion de décrire l'effigie et le millésime des pièces offertes (1).

Bien que les articles 812 et 813 du Code de procédure civile n'y fassent pas allusion, le procès-verbal doit indiquer pour quelle dette les offres sont faites. De cette façon le créancier ne peut alléguer son ignorance. Un arrêt de la Cour de Nîmes en date du 21 mai 1806 a jugé qu'il y avait là une formalité substantielle et que les offres seraient nulles si l'obligation au sujet de laquelle elles sont faites était énoncée sous une fausse date.

L'omission des indications relatives à l'objet offert est une cause de nullité qui ne saurait être couverte par des défenses au fond (2).

Lorsque l'officier ministériel signifie les offres, trois cas peuvent se présenter: il peut arriver que le créancier accepte ou refuse, ou enfin qu'il soit hors de chez lui.

D'après l'article 813 du Code de procédure civile, le procès-verbal doit faire mention de la réponse, du refus ou de l'acceptation du créancier, et indiquer s'il a signé, refusé de signer ou déclaré ne pouvoir.

Lorsque le créancier accepte les offres, l'officier ministériel lui remet les deniers et constate cette

1. Trib. de Saint-Calais, 13 février 1895. — Leroux. *Rec. de proc.*, 1891, p. 311.

2. Trib. civ. Seine 14 nov. 1901 D., 1903.2.39.

remise dans le procès-verbal. Le créancier lui remet le titre de créance, sauf si la créance est payable par termes et s'il en reste un certain nombre à échoir. Dans ce dernier cas, l'officier ministériel indique sur le titre le montant des termes versés. Le créancier doit donner quittance mais, s'il ne le fait pas, sa signature sur le procès-verbal en tiendra lieu. De même s'il déclare ne savoir signer, la mention qui en sera faite sur le procès-verbal vaudra également quittance. Dans cette hypothèse et si les offres sont faites par un huissier, il ne faut pas perdre de vue que, lorsqu'une partie ne sait pas signer pour un acte passé devant un officier ministériel autre que le notaire, il faut, par application de l'article 1341 du Code civil, un pouvoir notarié. C'est pourquoi un huissier serait incompétent pour constater authentiquement dans le procès-verbal d'offres que le créancier ne sait pas signer. Il devra lui donner sommation de se rendre chez un notaire qui constatera la remise des fonds.

Si le créancier refuse, le refus doit être mentionné ainsi que ses motifs, dans le procès-verbal et l'officier ministériel peut, par le même acte, faire sommation au créancier de se trouver au jour, à l'heure et au lieu indiqués pour voir procéder à la consignation (art. 814 du C. proc. civ. et 1259 du C. civ.).

Il a été jugé que, si les procès-verbaux d'offres dressés par les huissiers font foi, jusqu'à inscription

de faux, de l'acceptation ou du refus desdites offres, par contre les autres reconnaissances ou déclarations insérées dans ces procès-verbaux ne peuvent préjudicier au créancier qui refuse de les signer (1).

Si le créancier ne se trouve pas à son domicile lorsque les offres lui sont signifiées, il n'est pas douteux que celles-ci soient néanmoins valables. Il est vrai que l'article 813 du Code de procédure civile exige que le procès-verbal fasse mention de la réponse du créancier.

Cette prescription ne pourra pas évidemment être suivie dans le cas qui nous occupe ; cependant, si l'on admettait la solution contraire, le créancier pourrait ainsi par sa seule volonté empêcher les offres. D'ailleurs le principe posé par l'article 68 du Code de procédure civile, d'après lequel les exploits sont régulièrement signifiés à personne ou à domicile se trouve répété à propos des offres par l'article 1258 § 6, du Code civil. Mais on doit décider que les offres sont nulles lorsque le débiteur, par mauvaise foi, les fait signifier à une heure où le créancier est forcément absent de chez lui pour les besoins de sa profession (2).

Il n'est pas nécessaire que les offres réelles soient précédées d'une sommation au créancier d'y être

1. Douai, 31 janv. 1839. Dalloz. *J. Gén.* Obl., n° 2138.

2. Cass., 6 avril 1830. *P. Chr.*

présent, bien qu'elles soient faites à un domicile autre que le domicile réel, et par exemple, en l'étude d'un notaire où le paiement devait avoir lieu et qu'un jour fixé ne fût pas assigné pour le paiement.

C'est également à ce domicile d'élection que la sommation indicative du jour, de l'heure et du lieu de la consignation peut être faite et cette sommation est valablement faite par le même exploit que les offres (1).

Le créancier qui ne s'est pas trouvé à son domicile au moment de la signification des offres, ou qui les a refusées et veut définitivement les accepter pour empêcher la consignation, peut se présenter chez le débiteur ou chez l'officier ministériel pour faire connaître sa volonté. Il peut aussi notifier son acceptation par l'intermédiaire d'un officier ministériel ayant pouvoir pour donner quittance. Si le débiteur était absent de son domicile il lui serait fait sommation de réaliser à jour et à heure fixes la somme offerte dont le créancier se déclarerait prêt à donner quittance et celui-ci serait fondé à se retirer si le débiteur n'était pas venu à l'heure précise (2).

Que le créancier accepte ou qu'il refuse, l'officier ministériel doit, dans les deux cas, lui laisser une

1. Caen, 6 mars 1848. D. 49. 2. 32. — Req., 18 mars 1879. D. 79. 1. 308.

2. Cass, 7 déc. 1840. D. 41. 1. 31.

copie du procès-verbal. C'est le droit commun en matière de signification d'exploits. C'est surtout en cas de refus du créancier que cette pièce lui sera utile pour lui permettre, s'il persiste dans son attitude, de bien connaître les conditions du conflit qui va s'élever entre lui et le débiteur. Lorsqu'il y a plusieurs créanciers, chacun pour une part divise, il y aura autant d'offres que de créanciers. Il y aura donc par suite et à peine de nullité autant d'originaux et autant de copies du procès-verbal qu'il y aura de parties ayant un intérêt distinct, cette nullité pouvant d'ailleurs être couverte par l'acceptation postérieure des offres, avec réserves seulement du droit de les critiquer comme insuffisantes (1).

Mais si les créanciers avaient demandé, par un même commandement, le paiement de la dette commune, le débiteur pourrait faire des offres par un seul exploit à condition qu'il soit signifié séparément à chacun d'eux.

Si les créanciers sont dans l'indivision, leurs droits n'étant pas distincts ni liquides, le débiteur peut leur faire offre de l'ensemble des condamnations et on ne peut considérer comme irrégulier le fait de ne pas avoir déterminé les parts et offert à chacun ce qui lui appartenait (2). C'est ainsi que le prix d'une vente faite

1. Besançon, 23 déc. 1825. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2137.

2. Cass., 10 juin 1885. D. 86. I. 310.

conjointement et solidairement par des époux en instance de séparation de biens a pu être valablement offert une fois la séparation prononcée bien que l'huissier n'ait laissé qu'une seule copie parce que les époux s'étaient mariés sous le régime de la communauté et qu'ils avaient omis de notifier leur séparation de biens (1).

Lorsque les créanciers ayant des droits non distincts ont élu un domicile commun, il suffira de faire un seul original et une seule copie. S'ils n'ont pas élu le même domicile et s'ils habitent la même ville, un seul procès-verbal suffira et il en sera laissé une copie à chaque créancier. De même, s'ils habitent des localités différentes à la condition que le même officier ministériel puisse instrumenter dans toutes les localités, il devra, s'il est obligé d'employer plusieurs journées, noter à la fin de chaque jour sur son procès-verbal, qu'il en renvoie la continuation au jour suivant. Mais si l'on est forcé de recourir à plusieurs huissiers, ou si le même ne peut disposer de plusieurs journées consécutives, on devra dresser plusieurs originaux.

La constatation des offres peut encore résulter d'un procès-verbal du juge de paix mentionnant que l'une des parties venue devant lui a offert à l'autre : la

1. Paris, 15 mai 1816. P. Chr.

rédaction de ce procès-verbal devra être conforme aux règles sus-énoncées.

L'acceptation du créancier peut intervenir tant qu'il n'y a pas eu rétractation formelle des offres. Mais l'acceptation du créancier ne pourrait se manifester par une saisie arrêt pratiquée entre les mains de l'huissier qui a fait les offres car l'article 559 ne permet la saisie qu'entre les mains des tiers. Or l'huissier n'est pas un tiers vis-à-vis du créancier, il a sa personnalité confondue avec celle du débiteur, il représente le débiteur lui-même (1). Il n'en serait autrement que s'il s'était écoulé un délai assez long pour permettre au créancier de croire que les fonds ne sont plus spécialement affectés à son paiement et ont reçu une autre destination. L'huissier n'est plus alors qu'un mandataire ordinaire, sa personnalité s'étant dégagée de celle du débiteur; il est devenu un tiers ordinaire et l'on peut saisir-arrêter entre ses mains (2).

Les offres réelles qui ont été refusées ne peuvent être opposées au débiteur. En effet aucun contrat ne s'est formé entre le créancier et le débiteur et celui-ci n'a pas assumé d'obligation. Par suite le débiteur d'une rente constituée qui a fait des offres réelles de remboursement du capital ne peut pas être con-

1. Seine, 8 mai 1845. *J. pr.*, art. 3142.

2. Chauveau et Carré, 1928 *bis*. — Tribunal civil de la Seine, 26 juillet 1850.

traint au remboursement lorsque ces offres ont été refusées (1).

En vertu du même principe le débiteur peut rétracter les offres refusées tant que le créancier n'est pas revenu sur son refus (2) ou faire un acte contraire à l'intention que ces offres manifestaient. Ainsi lorsque le débiteur a été condamné par un jugement en dernier ressort, il peut se pourvoir en Cassation contre ce jugement, bien qu'ayant fait sur la première poursuite dirigée contre lui des offres qui ont été refusées. Le débiteur peut également après le refus des offres poursuivre la nullité de l'obligation en vertu de laquelle il les avait faites (3). Il peut enfin rétracter en appel les offres qui ont servi de base au jugement de première instance lorsqu'elles ont été refusées par celui qui demande la réformation du jugement (4).

Ce que nous venons de dire du refus des offres réelles s'applique également au cas où le débiteur n'a pas adhéré aux conditions ou réserves auxquelles le créancier subordonnait son acceptation.

1. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2142.

2. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2845.

3. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2144.

4. Nîmes 19 juillet 1807. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2145.

CHAPITRE IX

OFFRES FAITES A L'AUDIENCE

Il y a un cas dans lequel le débiteur se trouve dispensé de recourir à un officier ministériel pour dresser le procès-verbal d'offres. Nous voulons parler des offres faites en cours d'instance à la barre du tribunal (1).

Dans ce cas, en effet, les offres sont constatées authentiquement par le jugement et le but que la loi s'est proposé est encore atteint.

Cependant la jurisprudence ne s'est pas prononcée sur la validité de ces offres d'une manière unanime. Il a été jugé notamment que des offres faites à la barre du tribunal ne peuvent avoir l'effet de celles faites à la personne et au domicile du créancier (2).

Un autre arrêt dispose également que des offres faites à l'audience ou par acte d'avoué ne sont pas libératoires. Cet effet est réservé aux offres faites dans les formes prescrites par les articles 1258 du

1. Req., 2 juillet 1835. D. 35. 1. 398.

2. Paris, 24 juin 1815. D. J. G. Obl., n° 2131.

Code civil et 812 et suivants du Code de procédure civile (1).

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'on ne saurait reconnaître à tous les débiteurs la faculté de faire des offres à l'audience. Dans le cas de saisie immobilière le débiteur ne peut arrêter la procédure en faisant des offres à la barre. L'article 687 du Code de procédure civile exige, en effet, que le saisi signifie au saisissant et aux créanciers inscrits un acte de consignation de somme suffisante pour les désintéresser tous en principal, intérêts et frais (2).

Les offres faites à la barre ne peuvent l'être que par le débiteur lui-même ou par son mandataire muni d'un pouvoir spécial et au créancier présent ou à son mandataire. L'article 352 du Code de procédure civile exige pour le mandataire de l'offrant ou du créancier ce pouvoir spécial à peine de désaveu. En aucun cas les offres ne peuvent être faites par les avocats qui ne sont et ne peuvent être les mandataires des parties.

Les offres faites à la barre doivent être réelles, c'est-à-dire avec exhibition matérielle des deniers et, lorsqu'un défendeur fait des offres paraissant suffisantes, les juges ne doivent pas se contenter de le renvoyer

1. Pau, 5 avril 1865. D. 65. 2. 175.

2. Cass., 18 février 1840. D. 40. 1. 357.

de la demande sous le mérite de ces offres, ils doivent encore le condamner à les réaliser (1).

Le tribunal donne acte des offres et peut immédiatement statuer sur leur validité.

Il semble que l'on puisse faire des offres réelles en appel pour la première fois car, d'après l'article 464 du Code de procédure civile, les demandes nouvelles sont recevables en appel lorsqu'elles servent de défense à l'action principale. Il a été jugé également que l'on pouvait, en appel, rétracter des offres qui ont servi de base au jugement de première instance lorsque ces mêmes offres ont été refusées par celui qui demande la réformation du jugement (2).

On estime en général que les offres faites à la barre produisent effet sans qu'elles soient suivies de consignation. Il est difficile pourtant d'admettre sans texte une telle différence entre les offres faites à la barre et les offres faites en dehors de l'audience. Le Code civil est formel sur ce point ; les offres proprement dites ne constituent qu'une phase de la procédure d'offres et la consignation est indispensable pour que cette procédure produise tous ses effets.

1. Colmar, 11 janv. 1821. P. Chr.— Lyon, 25 mars 1873. D. 73. 2. 68.

2. Cass., 27 juin 1849. D. 49. 1. 694.

CHAPITRE X

OFFRES PAR CORRESPONDANCE

On a cherché si les moyens mis par l'administration des postes à la disposition du public ne pourraient pas, avec autant d'authenticité que la procédure d'offres, prouver que le débiteur a fait tout ce qui lui était possible pour se libérer. Dans l'affirmative, il en résulterait pour les parties une économie considérable, les frais de port et d'accusé de réception étant notablement inférieurs à ceux qu'entraîne le procès-verbal d'offres dressé par un officier ministériel.

Il semble bien que les règles édictées par le Code civil et le Code de procédure civile sont trop formelles et trop impératives pour laisser place à d'autres procédés. D'ailleurs, il est bien certain que, dans un grand nombre de cas, ces procédés seraient insuffisants pour remplacer les formalités légales.

En effet, s'il est vrai que l'envoi d'une lettre chargée peut être prouvé au moyen du récépissé délivré par l'administration des postes au moment de la remise de la lettre, s'il est également vrai

que l'avis de réception peut prouver l'acceptation de la lettre, l'administration des postes n'offre aucun moyen de constater, en cas de refus, la réponse faite ni les conditions ou réserves que le créancier entendrait apporter à l'acceptation des offres. Il est donc actuellement impossible de remplacer d'une manière pratique et économique le procès-verbal d'offres et il est peu probable que l'administration des postes apporte à cet égard une innovation qui, d'ailleurs, rencontrerait une certaine résistance de la part des officiers ministériels.

CHAPITRE XI

DE LA CONSIGNATION

Dans un premier paragraphe nous étudierons dans ses grandes lignes la réglementation à laquelle sont soumises les consignations ainsi que l'organisation de la Caisse des dépôts et consignations ; nous verrons dans un second paragraphe les conditions de validité des consignations d'offres réelles.

§ 1. — *La Caisse des dépôts et consignations* *Réglementation des consignations*

L'article 1915 du Code civil définit le dépôt l'acte par lequel on reçoit la chose d'autrui à la charge de la garder et de la restituer. Cette définition nous est nécessaire, la consignation n'étant qu'une variété de dépôt. La consignation, en effet, est un dépôt de sommes ou de valeurs sur lesquelles existent des intérêts contradictoires (1). Les consignations sont versées à la Caisse des dépôts et consignations créée par loi du 28 avril 1816. L'article 3 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 constitue seul dépositaire légal la Caisse des

1. Huet et Varnier. *Manuel du service des consignations*, §§ 3 et 4.

dépôts, en interdisant aux cours, tribunaux et administrations d'ordonner ou d'autoriser le versement des consignations dans d'autres caisses, dépôts publics ou particuliers, ainsi que la conservation entre les mains des débiteurs, dépositaires ou tiers saisis, des sommes devant faire l'objet de consignations.

Cette prohibition s'explique par les garanties que présente la Caisse des dépôts et consignations, étant données son organisation et la sécurité du placement des fonds qui lui sont confiés.

Il est bien évident que la garde des fonds litigieux doit faire l'objet d'un monopole à la condition que l'établissement qui en est investi soit soumis à une réglementation assez sévère pour procurer aux intéressés toute la sécurité désirable.

A la tête de la Caisse des dépôts et consignations est placé un directeur général, nommé par le chef de l'Etat. Il est assisté dans ses fonctions par deux sous-directeurs nommés dans les mêmes conditions que lui.

La surveillance des pouvoirs publics sur la Caisse des dépôts et consignations s'exerce par l'intermédiaire d'une commission composée de dix membres, savoir : deux sénateurs élus par le Sénat, deux membres de la Chambre des Députés élus par elle, deux membres du Conseil d'Etat nommés par le gouvernement, un des présidents de la Cour des Comptes

désigné par cette cour, le gouverneur ou l'un des sous-gouverneurs de la Banque de France désigné par le conseil de la Banque, le président ou l'un des membres de la Chambre de commerce de Paris, choisi par cette Chambre, le directeur du mouvement général des fonds au ministère des Finances.

La commission de surveillance doit se faire rendre compte de la situation de la Caisse des dépôts et consignations au moins tous les trois mois et vérifier au moins une fois par mois l'état du numéraire et du portefeuille ainsi que la tenue des écritures (loi du 28 avril 1816, art. 112). Elle fait annuellement aux Chambres un rapport sur la direction morale et la situation matérielle de la Caisse.

La commission de surveillance siège à sa convenance et donne son avis sur les questions que lui soumet le directeur général. Enfin, elle doit, aux termes de l'ordonnance du 24 décembre 1839, être appelée à donner au Ministre des Finances son avis sur les projets d'ordonnances dont l'exécution exigera le concours de la Caisse des dépôts. Cette règle a pour but d'empêcher les pouvoirs publics de confier à la Caisse des fonctions dont l'accomplissement aurait pour effet de la faire sortir de son véritable rôle.

Le maniement des deniers versés à la Caisse des dépôts est confié à Paris au caissier général et dans les départements, aux trésoriers payeurs généraux

et receveurs particuliers des finances ayant leur résidence dans les villes où siège un tribunal de première instance, dans les colonies aux trésoriers payeurs et payeurs particuliers, dans l'armée en cas de mobilisation aux payeurs généraux. Ces différents fonctionnaires sont justiciables de la Cour des Comptes.

Les consignations peuvent consister en numéraire ou en valeurs mobilières. Il n'en a pas toujours été ainsi. Les premiers textes régissant la Caisse des dépôts et consignations ne prévoyaient que les consignations en numéraire ; ce n'est que depuis une loi du 28 juillet 1875 que l'on peut consigner des valeurs mobilières et encore cette faculté n'existait-elle que pour la métropole et l'Algérie (D. du 18 mai 1890).

La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à percevoir sur les valeurs consignées un droit de garde qui est fixé par arrêté du directeur général pris sur l'avis de la commission de surveillance et approuvé par le ministre des Finances.

Le droit ne peut, en aucun cas, s'élever au delà de 0 fr. 25 0/0 de la valeur de chaque titre déposé en France (D. du 15 déc. 1875, art. 11 §§ 1 et 2), et au delà de 0 fr. 50 0/0 de la valeur de chaque titre déposé en Algérie (D. du 17 mai 1896, art. 11).

Les consignations sont volontaires ou obligatoires.

L'ordonnance du 3 juillet 1816 contient diverses dispositions ayant pour but d'assurer le versement à la Caisse des dépôts des sommes et valeurs dont la consignation est ordonnée par la loi, une décision judiciaire ou un contrat. L'article 6 de cette ordonnance prescrit aux huissiers et gardes de commerce de déclarer au pied de leurs exploits, et avant de les présenter aux receveurs de l'enregistrement, s'ils ont versé aux créanciers les sommes par eux touchées et l'article 7 stipule que tout officier ministériel ayant procédé à une vente de meubles doit déclarer au pied de la minute du procès-verbal s'il existe ou non des oppositions. L'officier ministériel en effet, dans l'hypothèse de l'article 6, est tenu de consigner si le créancier a refusé la somme offerte ou n'a pu toucher le montant de sa créance par suite d'oppositions et il en est de même dans l'hypothèse prévue par l'article 7 pour les oppositions grevant le prix de vente. Or, les receveurs de l'enregistrement devaient, conformément aux instructions de leur administration, notifier mensuellement à la Caisse des dépôts les jugements ou actes enregistrés pouvant donner lieu à consignation et d'autre part les greffiers des cours et tribunaux devaient également faire à la Caisse des dépôts une notification mensuelle des jugements et arrêts prescrivant des consignations. Ces renseignements devaient permettre à la Caisse des dépôts de

décerner, conformément à l'article 9 de l'ordonnance du 3 juillet 1816, des contraintes contre toute personne en retard de lui verser les sommes dont elle était tenue d'effectuer la consignation. Ces contraintes pouvaient donner lieu sur opposition des parties poursuivies à des instances devant les tribunaux civils, instances jugées¹ comme en matière d'enregistrement conformément à la loi du 22 frimaire an VII.

Les envois mensuels des greffiers et receveurs d'enregistrement ayant été supprimés (Déc. Dir. gén. de la Caisse des dépôts, 19 déc. 1818 et Déc. min. Fin., 7 février 1825), le droit de contrainte de la direction générale est tombé presque complètement en désuétude puisqu'elle ignore presque toujours les actes devant donner lieu à consignation.

En réalité, l'obligation de consigner est très souvent rendue effective d'une manière indirecte par les articles 656 et 657 du Code de procédure civile, desquels il résulte qu'aucune distribution par contribution de deniers arrêtés ou de prix de vente ne peut être judiciairement ouverte qu'après consignation et que le juge commissaire ne saurait procéder à la répartition de fonds restés entre les mains de particuliers (1). L'article 4 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 prescrit en conséquence que l'acte de réquisition d'ouverture

1 Huet et Varnier, § 317.

de la contribution doit contenir la date et le numéro de la consignation; à défaut de quoi le président ne doit pas commettre de juge, le juge ne doit pas opérer et le greffier ne doit pas délivrer de bordereaux de collocation.

Les sommes consignées sont productives d'intérêts à 2 o/o l'an à partir du soixante et unième jour du dépôt jusques et non compris celui du remboursement (L. du 26 juillet 1893).

Une loi du 8 juillet 1837 a étendu à la Caisse des dépôts les dispositions de la loi du 9 juillet 1836, relatives aux oppositions et saisies-arrêts signifiées au Trésor et en vertu desquelles ces actes n'ont d'effet que pendant cinq années à compter de leur date si elles n'ont pas été renouvelées dans ce délai. En ce qui concerne la Caisse des dépôts, le délai de péremption court du jour du dépôt lorsque les oppositions et les significations auront été faites ailleurs qu'à la Caisse ou à celle de ses préposés. En outre, à la différence du régime établi par la loi de 1836 au profit du Trésor, les transports signifiés à la Caisse des dépôts ne sont pas atteints par la péremption quinquennale. Les lois de 1836 et de 1837 ont pour but d'éviter au Trésor et à la Caisse des dépôts et consignations une responsabilité qui serait trop onéreuse en raison de l'importance des deniers qu'ils détiennent, du grand nombre d'ayants droit envers lesquels ils sont engagés et de la multiplicité des dossiers qu'ils ont à manipuler.

Le préposé de la Caisse des dépôts doit, en recevant une consignation, vérifier si elle rentre dans un des cas prévus et si les conditions destinées à la régir, les charges qui la grèveront, et les parties dans l'intérêt desquelles elle est opérée, sont exactement indiquées et désignées ; il faut, en un mot, qu'il se préoccupe de tout ce qui constituera la loi du dépôt dont il aura à surveiller et à exiger l'observation (1). Mais il ne saurait refuser la consignation que « dans le cas où les charges imposées seraient contraires aux lois, à l'ordre public, ou aux bonnes mœurs » ou constitueraient pour la Caisse, en dehors de l'intervention du déposant, des obligations dont l'appréciation serait impossible ou présenterait pour elle de graves difficultés (2).

Il n'y a pas lieu ici d'entrer dans le détail des règles relatives aux conditions de remboursement des consignations. Ces questions sortiraient du cadre de notre étude. Nous nous bornerons donc à exposer quelques principes directeurs.

En règle générale, le retrait des consignations doit être effectué au lieu même où elles ont été versées. Mais pour éviter des frais aux intéressés, les règles de comptabilité de la Caisse des dépôts permettent

1. Huet et Varnier, § 334.

2. Huet et Varnier, § 334.

d'opérer le retrait à la caisse d'un préposé autre que celui qui a reçu le versement. Dans ce cas la demande est adressée à ce dernier qui examine les pièces justificatives, se fait donner quittance sans remise de fonds et adresse à son collègue un récépissé indiquant la somme à payer ainsi qu'une lettre contenant des renseignements sur la nature de la consignation avec les noms et les qualités des parties prenantes.

La demande de remboursement doit être adressée sur papier timbré, contenir élection de domicile dans le lieu où le remboursement doit être opéré, et offre de remettre les pièces justificatives.

Dans les dix jours qui suivent cette demande, il doit y être répondu soit par un paiement, soit par la notification des motifs qui ne permettent pas de l'effectuer; ces motifs se présentent dans deux cas : 1^o lorsqu'il existe des oppositions sur la généralité de la consignation, sur la portion réclamée ou sur la personne requérante ; 2^o lorsque les pièces produites sont insuffisantes ou irrégulières.

Lorsque la consignation a été effectuée dans l'intérêt contradictoire de plusieurs parties, soit en vertu d'un contrat, soit en vertu d'un jugement, la Caisse intervient comme séquestre ; au contraire, lorsque le consignateur agit en son nom seul et sans y être obligé, la Caisse n'est plus que dépositaire. Cette distinction est utile pour permettre de poser un principe général au sujet des justifications à fournir en

matière de remboursement de consignations ; lorsqu'elle est dépositaire, la Caisse des dépôts doit remettre au déposant, sur sa seule réclamation les sommes qu'elle détient (art. 1944 du C. civ.) ; tandis que la Caisse des dépôts agissant comme séquestre ne peut être déchargée avant la contestation terminée ou que du consentement de toutes les parties intéressées (art. 1960 du C. civ.). La Caisse des dépôts doit donc, dans ce dernier cas, lorsqu'elle est saisie d'une demande de remboursement, exiger l'accord de toutes les parties intéressées ou la production d'une décision judiciaire statuant sur la consignation et passée en force de chose jugée. Ajoutons à cet égard que si la Caisse ne doit pas être nécessairement appelée au jugement ordonnant la remise d'une consignation, elle doit, par contre, rechercher si toutes les parties dont la consignation conservait les droits ont figuré au procès. Dans la négative, elle ne serait pas tenue d'effectuer le remboursement demandé, la décision judiciaire produite demeurant à son égard *res inter alios acta* (1).

Il peut arriver que des prétendants droit à une consignation considèrent comme suffisantes, malgré les prétentions contraires de la Caisse des dépôts, les justifications qu'ils ont fournies. Dans ce cas, ils doivent assigner la Caisse des dépôts devant les

1. Cass., 19 déc. 1876. S. 78. I. 17 ; P. 78. 25 ; D. 77. I. 169.

tribunaux civils et celle-ci, lorsqu'elle a succombé dans son refus de payer, effectue le remboursement comme contrainte et forcée. Elle se trouve ainsi protégée contre toute revendication ultérieure, car elle a payé de bonne foi en vertu d'un ordre régulier de justice (art. 1240 du C. civ.). Il en est ainsi tout au moins lorsque la décision condamnant la Caisse est un jugement, mais des difficultés se sont élevées sur le point de savoir dans quelles conditions la Caisse des dépôts se trouverait couverte par une ordonnance de référé rendue contre elle. La jurisprudence fait à cet égard la distinction suivante : si les droits des parties ne résultent pas d'un titre exécutoire, l'ordonnance de référé ne couvre pas la responsabilité de l'administration qui n'est pas obligée de se conformer à ses dispositions lorsqu'elle éprouve quelques craintes et n'a même pas à en faire appel ; les parties n'ont alors qu'à se pourvoir au principal en l'assignant devant le tribunal. Lorsque, au contraire, les intéressés sont en mesure d'invoquer un titre exécutoire, la Caisse paye contrainte et forcée en vertu de l'ordonnance de référé (1). Cette distinction s'explique par le fait que le juge des référés ne peut, en cas d'urgence, prescrire que des mesures conservatoires tandis qu'il peut faciliter aux parties l'exer-

1. Cass., 27 janvier 1862, S. 62. 1. 588 ; D. 62. 1. 225. — Cass. Ch. réunies. 23 déc. 1867. S. 68. 1. 57 ; P. 68. 1. 126 ; D. 68. 1. 9.

cice d'un droit contesté lorsqu'elles sont munies d'un titre exécutoire (1).

Enfin, la Caisse des dépôts doit, pour se libérer, s'enquérir de la capacité et des pouvoirs des personnes entre les mains desquelles elle effectue le paiement. Notamment, lorsque l'ayant droit est une femme mariée, la caisse doit se préoccuper de savoir s'il existe un contrat et, dans l'affirmative, se conformer, le cas échéant, aux clauses d'emploi qu'il pourrait contenir.

En ce qui concerne la forme des quittances constatant les remboursements, il y a lieu de distinguer entre ceux qui sont effectués à Paris et ceux qui sont effectués dans les départements. A Paris la règle est de faire donner quittance au bas du mandat et l'intervention du notaire n'est requise que pour le paiement de sommes excédant 150 francs à faire à des personnes ne sachant ou ne pouvant signer et lorsqu'il est nécessaire d'insérer dans la quittance une mainlevée d'inscription, de consentir une subrogation, de constater un emploi dotal en la forme authentique soit à raison du mode de cet emploi, soit par suite de prescriptions formelles du contrat de mariage. Quant aux retraits opérés dans les départements, les quittances de sommes excédant 150 francs doivent, en

1. Huet et Vanier, § 770.

principe, être reçues par notaire sauf exceptions d'ailleurs très nombreuses. Cette différence s'explique par le fait que les proposés n'ont pas à leur disposition un personnel suffisamment éclairé dans les matières de droit civil et de procédure et ne pourraient, par suite, en maintes circonstances, se passer sans inconvénient de l'intervention des notaires.

Les frais de timbre des quittances sous seing privé sont à la charge de la Caisse. C'est ce qui résulte d'un arrêt très important de la Cour de cassation du 22 février 1893⁽¹⁾. Cet arrêt dispose que l'article 29 de la loi du 13 brumaire an VII mettant le timbre des quittances fournies à l'Etat ou délivrées en son nom à la charge des particuliers qui les donnent ou les reçoivent est inapplicable aux administrations qui ont, comme la Caisse des dépôts, une personnalité distincte de celle de l'Etat et sont soumises à un ensemble de règles déterminant leur organisation, leurs attributions, leur mode d'administration et les conditions dans lesquelles elles devront se libérer vis-à-vis de leurs créanciers.

La Caisse prend également à sa charge les frais des quittances notariées lorsque celles-ci ont été établies pour sa seule garantie. Les frais sont au contraire à la charge des ayants droit lorsque la nécessité de l'acte notarié résulte de la loi ou de ce

1. Cass., 22 février 1893. S. 93. 1.529.

que la partie ne sait ou ne peut signer la quittance lorsqu'il s'agit d'une somme excédant 150 francs.

Aux termes de l'article 2236 du Code civil, le dépositaire ne peut prescrire car il n'est détenteur que pour le compte d'autrui. L'application de ce principe aurait été singulièrement dangereuse pour la Caisse des dépôts, en l'obligeant à conserver indéfiniment les pièces relatives aux consignations bien que les ayants droit n'aient pas adressé de réclamation. Ce n'est cependant qu'en 1895 qu'une mesure générale a été prise à ce sujet. L'article 43 de la loi du 16 avril 1895 a établi au profit du Trésor une déchéance à l'égard des sommes versées à la Caisse des dépôts, lorsqu'un délai de trente ans s'est écoulé sans que le compte auquel les sommes ont été portées ait donné lieu à une opération de versement ou de remboursement ou sans qu'il ait été signifié une réquisition de paiement ou un acte interruptif de prescription. Cette déchéance est d'ailleurs précédée de mesures de publicité destinées à prévenir les ayants droit. Ceux-ci sont avisés de la prescription encourue six mois avant l'expiration du délai par lettre recommandée et, deux mois après cet avis, par une note publiée au *Journal officiel*. L'article 43 de la loi de 1895 ne s'applique pas aux titres et valeurs mobilières consignés conformément à la loi du 28 juillet 1875.

§ 2. — *Des conditions requises pour la validité
de la consignation des offres réelles.*

La consignation ne produit son effet libératoire qu'autant qu'elle a été précédée d'offres réelles et le débiteur ne serait pas fondé à opposer que le créancier n'ayant pas voulu accepter la consignation, son refus suppléait à la nécessité d'offres (1).

Tel est du moins le principe général. Nous verrons qu'il comporte des exceptions.

Mais il est inutile que les offres soient réitérées.

D'après l'article 1259 du Code civil, il n'est pas nécessaire que la consignation ait été autorisée par un jugement.

Le Code n'indique aucun délai entre les offres et la consignation. Celle-ci doit être effectuée à la caisse du préposé de la Caisse des dépôts dans l'arrondissement duquel les offres ont été faites et, dans le cas où le débiteur était dispensé d'offres préalables, à la caisse du préposé dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué.

L'article 1259 du Code civil exige quatre conditions pour la validité de la consignation :

1. Req., 26 novembre 1818. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2194.

1° Une sommation au créancier d'assister à la consignation ;

2° Le versement de la chose offerte avec les intérêts échus au jour du dépôt ;

3° L'établissement préalable d'un procès-verbal d'offres ;

4° En cas de non comparution du créancier, la signification du procès-verbal de dépôt.

Examinons successivement ces quatre conditions :

1° *Sommation d'assister à la consignation.* — Cette sommation peut être contenue dans le procès-verbal d'offres ou être faite par acte séparé. Il n'est pas douteux que la consignation serait nulle si elle n'avait pas été précédée de cette sommation (1). Un arrêt a même décidé à cet égard que les offres réelles peuvent être déclarées nulles, bien que l'acte contienne toutes les mentions prescrites si elles ont été faites dans un esprit de fraude ou de dol et que, notamment, les offres faites à un avoué ou un avocat pour ses honoraires peuvent être déclarées nulles, alors que la sommation d'être présent à la consignation est indiquée à dessein pour un jour et une heure où le créancier était occupé à l'audience (2).

De même les offres sont irrégulières lorsque le

1. Colmar, 9 mai 1807. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2201.

2. Req., 6 avril 1830. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2202.

créancier a été sommé de se trouver chez un notaire à jour et heure indiqués afin d'y recevoir offres réelles du montant des sommes destinées au paiement (1).

2° *Versement de la somme offerte avec les intérêts échus au jour du dépôt.*— Le débiteur doit verser le montant de ses offres à la Caisse des dépôts et consignations avec les intérêts échus au jour du dépôt et si la consignation était effectuée dans un autre lieu elle ne serait point libératoire (art. 3, de l'ordonnance du 3 juillet 1816).

La consignation doit donc contenir tout ce que renferment les offres et, si elle est inférieure, elle devra être déclarée nulle.

Un arrêt de la Cour de Rennes a jugé qu'une consignation inférieure à la somme offerte ne pouvait être déclarée valable encore que la partie de la dette non consignée ne fût pas exigible (2).

Le débiteur ne peut même pas prélever sur la somme offerte les frais d'offres et de consignation.

3° *Procès-verbal d'offres.* — Nous avons vu dans un précédent chapitre les règles relatives à la rédaction du procès-verbal d'offres.

4° *Signification du procès-verbal de dépôt au créan-*

1. Req., 7 déc. 1840. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2203.

2. Rennes, 28 avril 1813. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2208.

cier non comparant. — La nécessité de cette formalité a été contestée par la jurisprudence. Différentes décisions ont jugé qu'elle n'était pas prescrite à peine de nullité (1). Cette jurisprudence a été critiquée par M. Laurent qui estime, avec raison selon nous, que les formalités de la consignation étant prescrites dans l'intérêt du créancier, on ne saurait dispenser le débiteur de celle-ci car l'acte que le créancier a le plus intérêt à connaître est justement la consignation, acte qui a libéré le débiteur. Selon M. Demolombe (t. V, n° 127) la signification dont il s'agit est obligatoire comme les autres formalités prescrites par l'article 1259; mais la loi ne fixant aucun délai dans lequel cette signification doit être faite, le débiteur peut toujours y procéder et elle produit un effet rétroactif au jour de la consignation.

Mais la présence de l'avoué du créancier, lors de la consignation, et ses protestations insérées dans le procès-verbal dispensent légalement le débiteur de la signification du procès-verbal de dépôt et de la sommation d'avoir à le retirer (2).

1. Bordeaux, 22 mai 1868. D. 68. 2. 219. — Chalon-sur-Saône, 11 décembre 1875. D. 1878. 2. 17. — V. *Contra* : Rennes, 3 juillet 1821. Dalloz, *J. Gén.*, Oblig., n° 2215.

2. Caen, 1^{er} février 1888. *Recueil de Caen et Rouen*, 1889. 2. 228.

CHAPITRE XII

EFFETS DES OFFRES RÉELLES

Nous diviserons ce chapitre en deux paragraphes ; nous étudierons d'abord les effets des offres lorsqu'elles ont été suivies de consignation et nous examinerons ensuite les effets des offres non suivies de consignation.

Nous n'avons pas à nous occuper des offres qui ont été acceptées par le créancier, par ses héritiers ou enfin par ses créanciers en vertu de l'article 1166 du Code civil. Dans ce cas, la contestation qui existait entre le créancier et le débiteur se trouve terminée puisqu'il y a eu paiement, c'est-à-dire extinction de l'obligation. En même temps que le débiteur, les cautions et les coobligés sont libérés, les sûretés garantissant l'exécution de l'obligation sont éteintes. Le débiteur ne pourrait plus se rétracter et prétendre que dans son idée les offres étaient conditionnelles. Il ne pourrait non plus, d'accord avec le créancier, faire revivre l'ancienne obligation au préjudice des cautions et des coobligés. Il pourrait seulement faire naître une nouvelle obligation qui ne comporterait

les mêmes garanties que la précédente qu'autant que les tiers intéressés y consentiraient (art. 1263 du C. civ.) (1).

§ 1. — *Offres réelles suivies de consignation.*

L'article 1257-2° du Code civil est ainsi conçu : « Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur ; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier. »

La consignation est donc nécessaire pour produire la libération du débiteur. On ne peut, en effet, concevoir que celui-ci puisse être libéré tout en gardant en sa possession le montant de la dette.

Il ne faut pas perdre de vue cependant que la libération résultant de la consignation ne se produit qu'entre celui qui a fait les offres et son créancier. Ainsi les offres faites par le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué porteur d'un bordereau de collocation ne libèrent pas le vendeur de l'obligation personnelle dont il était tenu envers ce créancier et par suite, si celui-ci n'a pu toucher la somme consignée en raison d'oppositions signifiées à la

1. Demolombe, t. V, n° 157. — Colmet de Santerre, t. V, 207 bis, II et III.

Caisse des dépôts et consignations, le tiers qui le désintéresse avec d'autres fonds peut, comme subrogé dans ses droits, agir personnellement contre le débiteur (1). De même la consignation ne libère pas le créancier à l'égard des tiers intéressés. Il a été jugé que la consignation opérée par l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué ne libère le vendeur envers les créanciers hypothécaires qu'après la délivrance qui leur est faite du bordereau de collocation et que, en conséquence, les deniers consignés demeuraient à ses risques tant que les créanciers n'avaient pas été mis en demeure de recevoir (2).

Le débiteur reste tenu envers son créancier, malgré la consignation des offres, dans le cas où le créancier ne peut les retirer qu'à la charge de remplir certaines conditions, telles que celles de faire emploi, de discuter et juger la validité de l'emploi proposé (3).

Enfin un arrêt de la Chambre des requêtes a décidé qu'un créancier à qui des offres suivies de consignation ont été notifiées n'était pas tenu de suspendre ses poursuites jusqu'à ce qu'il ait fait déclarer les offres insuffisantes. La Chambre des requêtes estimait que, s'il les croyait insuffisantes, il pouvait poursuivre le

1. Civil cass., 29 février 1864. Dalloz. *J. G. Suppl. Obl.*, n° 935.

2. Req., 20 janv., 1820. Dalloz. *J. G. Obl.*, n° 2240.

3. Bordeaux, 4 février 1830. Dalloz. *J. Gén. Obl.*, n° 2226.

débiteur, mais à ses risques et périls, et qu'il n'était pas contraint par l'article 815 du Code de procédure civile d'intenter l'instance en nullité d'offres.

L'interprétation de l'article 1257 a soulevé une importante controverse sur la question des intérêts. La phrase « les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur » a fait penser que la consignation produisait un effet rétroactif au jour des offres et que, par suite, les intérêts cessaient de courir à dater de ce jour et non pas à partir de la consignation. Telle était l'opinion de Toullier (1) qui estimait que cette doctrine était seule conforme à la règle de droit d'après laquelle on est réputé avoir fait ce que l'adversaire nous a empêchés de faire. Cependant l'article 1259-2° dispose que la consignation a pour objet la somme offerte avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt, ce qui indique d'une manière péremptoire que l'acte d'offres n'arrête pas le cours des intérêts. Mais, selon Toullier, ce n'est là « qu'une de ces contradictions qui échappent trop souvent à la fragilité de l'esprit humain » et la solution de cette difficulté est tranchée par l'article 816 du Code de procédure civile d'après lequel le jugement prononçant la validité des offres ordonnera la cessation du cours des intérêts au jour de la réalisation, c'est-à-dire au jour des offres et non

1. Toullier, t. VII, n° 221 à 230.

pas au jour de la consignation. Une seconde opinion distingue suivant que la consignation est antérieure ou postérieure au jugement validant les offres. Dans le premier cas, l'article 1259 est applicable ; dans le second cas, au contraire, c'est la règle de l'article 816 du Code de procédure civile qu'il convient de suivre et l'on décidera que les intérêts cessent du jour où les offres ont été réitérées à l'audience. L'hypothèse prévue par l'article 816 du Code de procédure civile est la suivante : le débiteur a fait des offres, l'instance en validité est pendante devant le tribunal alors que la consignation n'est pas effectuée et, à l'audience, le débiteur réitère ses offres, il les réalise, suivant l'expression employée par le Code. Or, dans l'ancien droit auquel cette expression paraît empruntée, la consignation devait être autorisée par un jugement et les offres étaient réitérées à l'audience. Cette réitération avait reçu le nom de réalisation. « L'usage du Châtelet, dit Denisart, est de réaliser, c'est-à-dire de réitérer les offres à l'audience, et ce n'est que du jour de cette réalisation qu'on prononce la décharge des intérêts dans ce tribunal. » Il semble que les auteurs du Code de procédure civile aient entendu conserver cette ancienne pratique de réitération des offres à l'audience et l'expression de réalisation n'a pu être employée dans le sens de consignation puisque ce dernier terme se trouve dans les arti-

cles 815, 817, 818 (1). La plupart des auteurs se rangent avec raison, selon nous, à une troisième opinion d'après laquelle les intérêts ne cessent jamais de courir qu'à partir du jour de la consignation. Il ne semble pas, en effet, que les auteurs du Code civil aient voulu donner à la consignation un effet rétroactif mais qu'au contraire ils aient eu l'intention de dire que la libération du débiteur résulterait de deux actes : 1° les offres, 2° la consignation. Il est vrai que la phrase « les offres suivies d'une consignation libèrent le débiteur », est un peu ambiguë, mais la suite « la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier » supprime toute incertitude en montrant que la libération ne résulte que de la consignation. L'article 1259 renforce encore cette opinion en prescrivant que la somme offerte doit être versée à la Caisse des dépôts avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt. Enfin l'article 816 du Code de procédure civile est lui-même un argument favorable à cette interprétation. Sans doute, le mot réalisation qu'il emploie signifiait dans l'ancien droit : réitération des offres, et les auteurs du Code de procédure civile ont eu tort de s'en servir pour désigner la consignation.

Mais la déclaration faite par le tribun Terrible dans l'exposé des motifs ne permet pas de douter

1. Merlin. *Répertoire*. Intérêts, § VII, n° 41. — Moulon, *Répétitions écrites*, t. II, p. 325.

qu'ils aient voulu donner au mot réalisation ce dernier sens : « Il est aisé de comprendre, disait l'orateur du Tribunat, que la réalisation dont parle cet article est celle du dépôt. L'article 1259 du Code civil qu'il ne s'agit nullement de réformer, dit textuellement que les intérêts sont dus jusqu'au jour du dépôt. D'un autre côté, les offres, quoique déclarées valables, ne pouvant éteindre la dette, ne peuvent non plus arrêter le cours des intérêts jusqu'à la consignation qui, seule, consomme la libération (1) ». D'ailleurs, il est inexact de prétendre que l'article 816 ne vise que le cas d'une instance en validité d'offres se plaidant avant que la consignation ne soit effectuée : la portée de cet article est générale et ce n'est qu'incidemment qu'il prévoit le cas où l'instance a été intentée avant que la consignation ne soit effectuée. Or, dans le cas où la consignation est antérieure, le mot réalisation ne peut signifier que le fait de la consignation et dans le cas contraire il en est de même car il est inadmissible que ce terme ait dans le même article deux sens différents. Il y a, d'ailleurs, un autre texte du Code où il est employé dans le sens de consignation, c'est l'article 777 dont le dernier alinéa est ainsi conçu « ... A cet effet, l'acquéreur somme le

1. Loqué. *Législation civile*, t. XXIII, p. 166, 167.

vendeur de lui rapporter dans la quinzaine mainlevée des inscriptions existantes et lui fait connaître le montant des sommes en capital et intérêts qu'il se propose de consigner. Ce délai expiré, la consignation est réalisée. » Enfin cette opinion est conforme aux principes régissant cette matière. La libération ne peut résulter que de la dépossession du débiteur, c'est-à-dire de la consignation des deniers. Si celle-ci devait avoir un effet rétroactif, le législateur l'aurait dit et aurait imparti un délai pour l'effectuer (1).

L'acceptation de la consignation par le créancier peut être expresse ou tacite. Elle peut résulter de toute espèce d'acte qui la présupposerait nécessairement.

Il a été jugé que le créancier n'est plus recevable à critiquer à aucun point de vue la consignation, lorsqu'il l'a approuvée et ratifiée en provoquant lui-même par un dire consigné sur le procès-verbal d'ouverture la distribution par contribution entre ses créanciers de la somme déposée comme lui appartenant exclusivement (2).

1. Dans le sens de cette opinion Duranton, t. XII, n° 225. — Aubry et Rau, t. IV, § 138. — Demolombe, t. V, § 145. — Laurent, t. XVIII, 198 à 200. — Demante et Colmet de Santerre, t. V, § 202 bis III. — Req., 1^{er} mars 1827. — Colmar, 10 nov. 1815. — Dalloz. *J. G. Obl.*, n°s 2232.

2. Alger, 15 sept. 1865 et Civ. rej., 17 août 1870. D. 1870 1. 332.

D'après l'article 1261 du Code civil, le débiteur peut retirer la consignation tant qu'elle n'a point été acceptée par le créancier et, s'il la retire, les codébiteurs ou cautions ne sont point libérés. En effet, la consignation ne peut être considérée comme un véritable paiement puisque le créancier n'a pas été mis en possession des deniers ; tant que son acceptation n'est pas intervenue il n'y a eu qu'un acte unilatéral, une simple pollicitation sur laquelle il peut revenir car il ne se trouve pas lié. Il n'y a là qu'une libération toute relative, révocable. C'est bien ce que signifie l'article 1257 en disant que les offres réelles suivies de consignation libèrent le débiteur et tiennent lieu à son égard de paiement. Jusqu'à l'acceptation ou jusqu'à la validation de la consignation par une décision passée en force de chose jugée le débiteur reste propriétaire de la chose consignée ou plus exactement créancier envers la Caisse des dépôts et consignations et peut opérer le retrait de la consignation sur la seule production du récépissé constatant le versement effectué.

Mais la question de savoir si les créanciers du déposant peuvent, eux aussi, retirer la consignation en vertu de l'article 1166 du Code civil est controversée. Certains auteurs (1) ont soutenu la négative. Selon eux

1. Aubry et Rau, t. IV, § 199. — Larombière, t. III, art. 1261, n° 2. — Laurent, t. XVIII, n° 207.

la consignation en vertu de l'article 1257 du Code civil libère le débiteur indépendamment de l'acceptation par le créancier et il est impossible que les créanciers du déposant puissent, contre son gré, faire revivre à sa charge une dette dont il se trouve libéré ; par suite les oppositions du créancier de l'offrant ne peuvent devenir efficaces qu'à la condition que le débiteur consente au retrait. Le droit conféré au débiteur offrant par l'article 1261 est une faculté exclusivement attachée à sa personne. Cette doctrine ne nous paraît pas exacte. L'article 557 du Code de procédure civile déclare que tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur ou s'opposer à leur remise. Les textes qui régissent les offres ne contenant pas de dérogation à cet article, il paraît impossible de ne pas en faire l'application et de ne pas décider que les créanciers de l'offrant ont, autant que celui-ci, le droit de faire renaître l'engagement des coobligés et des cautions (1). La jurisprudence est également incertaine. Il a été jugé qu'en cas de faillite du déposant, la consignation qui n'aurait été ni validée ni acceptée devient partie de l'actif de la faillite et que le syndic peut en opérer

1. Colmet de Santerre, n° 206 *bis*, I. — Demolombe, t. V, n° 149.

le retrait (1). Par contre, un arrêt de la Cour de Paris a décidé qu'un créancier de l'offrant vient en concours sur la somme consignée avec celui à qui les offres étaient signifiées et qui ne les a acceptées que postérieurement à l'opposition (2). Un autre arrêt de la même Cour du 7 mai 1902 décide que la faculté de retrait est personnelle à l'offrant et ne peut être exercée par ses créanciers (3).

La validation des offres par le tribunal soit dans une instance en validité, soit dans une instance en nullité, produit les mêmes effets que l'acceptation. Le jugement intervenant oblige en quelque sorte le créancier à se déclarer satisfait des offres faites. L'article 1262 du Code civil s'exprime ainsi : « Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions. » Il en résulte par argument *a contrario* que, jusqu'au jugement de validité, le débiteur peut retirer ses offres. Il aura encore cette faculté lorsque le

1. Trib. civil de la Seine, 23 déc. 1886. *Journal des faillites*, 1887, p. 436. — V. dans le même sens Dijon, 4 août 1876. D. 1878. 2. 17.

2. Paris, 18 juin 1872. D. 1873. 5. 340.

3. Paris, 7 mai 1902. D. 1904. 2. 329 et note de M. César Bru critiquant cet arrêt.

jugement aura été frappé d'opposition ou d'appel par le créancier car alors le jugement n'aura plus force de chose jugée, ou bien, indépendamment de cette hypothèse, avec l'autorisation du créancier. Dans ce cas les coobligés ou les cautions dont la dette renaîtrait ne seraient pas fondés à se prévaloir du jugement puisque le créancier aurait pu le faire tomber par l'opposition ou l'appel et donner ainsi indirectement au débiteur le concours qu'il a donné directement (1).

Le débiteur qui a fait des offres peut donc en opérer le retrait. Mais nous avons vu dans le chapitre précédent que le retrait des consignations ne se fait pas à vue et que la Caisse des dépôts a un délai de dix jours pour répondre aux demandes de remboursement qui lui sont adressées. Par suite il peut arriver que, postérieurement à une demande de retrait formulée par un offrant et antérieurement au remboursement, la Caisse des dépôts reçoive la notification de l'acceptation du créancier ou la signification du jugement de validité. Dans ce cas le débiteur doit-il se voir opposer une fin de non-recevoir ? L'affirmative a été jugée par un arrêt du 29 juin 1825 ainsi conçu : « Attendu que si l'article 1261 du Code civil dispose

1. Demolombe, t. V, n° 153. — Laurent, t. XVIII, n° 207. — Colmet de Santerre, t. V, n° 207 *bis*, V.

que si la consignation d'une somme offerte réellement n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer, il ne s'ensuit pas que, quand ce retrait n'est pas effectué, le créancier qui, après avoir refusé, change de détermination et accepte d'une manière formelle, ne peut plus profiter du bénéfice des offres pour obtenir le paiement de sa créance (1). »

Cette doctrine ne nous paraît pas fondée. Il est vrai que d'après l'article 1261 le débiteur ne peut retirer la consignation après qu'elle a été acceptée et que, dans notre hypothèse, l'opération matérielle du retrait n'est pas accomplie. Mais il s'agit de savoir si la demande adressée par le débiteur à la Caisse des dépôts n'est pas suffisante pour parfaire le retrait et le rendre opposable au créancier. A notre avis la réquisition du débiteur a bien cet effet. Nous nous trouvons en présence d'un cas de consignation volontaire : le débiteur a consigné sans y être tenu, c'est pour son compte exclusif que la Caisse des dépôts détient le montant des offres et si l'acte de consignation autorisait cet établissement à le verser au créancier, il n'en est pas moins vrai que le débiteur, en demandant le retrait de la somme versée,

1. Dalloz. *Jurispr. gén.* Obl., n° 2147.

révoquait implicitement cette autorisation. Au surplus, on ne conçoit pas que les formalités administratives empêchant d'effectuer un remboursement immédiat puissent préjudicier au débiteur et que sa simple réquisition ne suffise pas à lui conférer, du jour où elle est notifiée, un droit sur la somme consignée à l'encontre même du créancier.

On s'est demandé si les offres pouvaient être invoquées par le créancier qui ne les a pas acceptées. Il est bien évident qu'elles ne constituent qu'un acte unilatéral et que le débiteur ne se trouve pas engagé lorsqu'il les révoque. Mais ne peuvent-elles être considérées comme un aveu ou une reconnaissance de dette, acte de nature à interrompre la prescription (art. 2248 du C. civ). Il semble qu'à cet égard il y ait lieu de faire une distinction. Lorsque le débiteur a fait ses offres spontanément, lorsqu'il a agi dans toute la plénitude de sa volonté, il est bien évident que l'offrant était véritablement débiteur. Il y a donc bien là un aveu ou une reconnaissance de dette existant indépendamment de l'acceptation du créancier et même du retrait de la consignation par l'offrant. Il n'en est pas de même, croyons-nous, lorsque les offres ont été faites sur des poursuites, pour gagner du temps et éviter une saisie. En procédant ainsi, l'offrant n'agit pas en toute liberté et son acte ne peut être interprété comme une reconnaissance de dette susceptible de

produire des effets juridiques indépendamment de l'acceptation (1).

Les offres réelles faites par le débiteur condamné avant la levée et la signification du jugement ont-elles pour effet, lorsqu'elles ont été suivies de consignation, d'empêcher la partie qui a obtenu le jugement de faire cette levée et cette signification ? M. Chauveau admet la négative (2) ; il estime que le débiteur est toujours, malgré les offres, tenu de payer les frais de la signification. Plusieurs arrêts s'inspirent de la doctrine contraire (3). En faveur de ces arrêts on peut faire remarquer que, si ces offres sont valablement faites et si le créancier n'a aucun intérêt sérieux à les refuser, on ne voit pas de quelle utilité seraient la levée et la signification. Il en serait cependant autrement pour un jugement statuant sur une question d'état ou en matière réelle car, dans ces deux cas, la grosse de la décision est indispensable pour établir authentiquement une filiation ou l'existence contestée d'un droit de propriété ou de servitude. De même, la partie condamnée ne pourrait par des offres empêcher la levée et la signification d'un

1. Cass., 22 floréal an IX. P. Chr. — Cass., 20 prairial an IX. P. Chr. — Cass., 4 brumaire an XI. P. Chr.

2. Chauveau sur Carré, n° 278-5° *ter*.

3. Paris, 18 janv. 1847. D. 47. 4. 279. — Nancy, 25 mai 1848. D. 50. 2. 48. — Orléans, 18 mai 1850. D. 50. 2. 156. — Riom, 10 août 1853. D. 55. 2. 47. — Paris, 3 février 1854. D. 54. 2. 63.

jugement rendu dans une affaire de diffamation ou de contrefaçon qui porterait condamnation à des dommages-intérêts et à l'insertion du jugement.

Aux termes de l'article 817 du Code de procédure civile, la consignation volontaire ou ordonnée est toujours à la charge des oppositions s'il en existe et en les dénonçant au créancier. Il y a lieu de remarquer que les oppositions peuvent émaner soit des créanciers de l'offrant, soit des créanciers du créancier, soit à la fois des créanciers de l'offrant et de ceux du créancier. Dans ce dernier cas, si les oppositions des créanciers du créancier sont les premières, elles doivent être acquittées de préférence aux autres car elles valent acceptation jusqu'à concurrence de leur montant en vertu de l'article 1166 du Code civil. Si, au contraire, elles sont postérieures aux oppositions des créanciers du débiteur, elles ne viennent qu'en concours. Enfin, si parmi les oppositions des créanciers du créancier, les unes étaient antérieures, les autres postérieures aux oppositions des créanciers du débiteur, le montant des premières serait prélevé tout d'abord sur celui de la consignation et les oppositions postérieures viendraient en concours avec celles des créanciers de l'offrant.

L'article 817 ne fixe aucun délai pour la dénonciation des oppositions. Cependant si l'offrant tardait trop longtemps à y procéder il devrait, semble-t-il,

payer aux créanciers à titre de dommages-intérêts les intérêts de la somme consignée.

§ 2. — *Offres réelles non suivies de consignation.*

Malgré les termes formels de l'article 1257 il ne faut pas croire que les offres non suivies de consignation soient entièrement dénuées d'effets juridiques. Nous allons voir au contraire qu'elles produisent des résultats assez importants.

En ce qui concerne les risques, il ne semble pas cependant que les offres suffisent à les déplacer et à les transférer du débiteur au créancier. Pourtant l'article 1138 du Code civil paraît assez favorable au débiteur. L'alinéa 2 de cet article est ainsi conçu : « Elle (l'obligation de livrer la chose) rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer ; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier. » Or, lorsqu'un débiteur a fait des offres réelles, il se trouve dans une situation encore meilleure que celle qui est prévue par l'article 1138 puisque la tradition a été sinon faite, du moins offerte, et non seulement le débiteur n'est plus en demeure de payer, mais encore le créancier

est en demeure de recevoir. Cependant l'article 1257 déroge à l'article 1138 et il est trop formel pour laisser aucune place à la controverse. Mais il peut arriver que, d'une manière indirecte, les offres réelles produisent un effet libératoire à l'égard du débiteur. Demolombe⁽¹⁾ imagine à ce sujet une hypothèse assez frappante : un débiteur après avoir en vain offert amiablement à son créancier la somme de 10.000 francs, montant de sa dette, lui fait faire des offres réelles par huissier ; celles-ci étant de nouveau refusées, l'huissier rapporte les deniers pour les rendre à l'offrant ou les consigner, lorsqu'il est arrêté par des voleurs et dévalisé. Qui doit supporter la perte ? Est-ce le créancier ? est-ce le débiteur ? Selon M. Larombière⁽²⁾ la perte est pour le débiteur. C'est l'application pure et simple du principe : *Res perit domino*. Et d'ailleurs le refus plus ou moins injuste du créancier ne saurait être considéré comme la cause immédiate de la perte de la chose. Nous croyons pourtant que, dans l'espèce, la perte doit être supportée par le créancier lorsque c'est injustement qu'il a refusé les offres car c'est par suite du refus que la somme a été perdue ; elle n'aurait certainement pas été volée si le créancier l'avait acceptée comme il devait le faire. La libération

1. Demolombe, t. V, § 140.

2. Larombière, art. 1257, n° 11.

du débiteur ne s'opérera pas directement ; il est toujours débiteur de 10.000 francs, mais lorsque le créancier l'actionnera, il pourra *exceptionis ope* réclamer la réparation du préjudice causé par le refus et le montant de cette réparation est évidemment égal à la somme volée. Mais pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire qu'il y ait faute de la part du créancier et que le débiteur n'ait pas à se reprocher la moindre négligence (1).

Nous avons vu que les offres réelles ne suffisaient pas pour arrêter le cours des intérêts. Il en est ainsi tout au moins pour les intérêts conventionnels. Quelques auteurs estiment qu'il ne doit pas en être de même pour les intérêts moratoires (2). Ces auteurs estiment que si le débiteur a été négligent en n'opérant pas la consignation qui aurait indubitablement arrêté le cours des intérêts, le créancier a commis une faute plus grave en refusant les offres injustement. Son acceptation aurait mis fin à toutes les difficultés et il serait extraordinaire qu'il tirât profit de sa faute en conservant des droits sur les intérêts courus postérieurement aux offres. Cependant, on peut répondre à cela que le Code ne fait aucune distinction entre les intérêts moratoires et les intérêts conventionnels et

1. Cass., 3 août 1870. S. 72. 1. 84.

2. Bioche, n° 179. — Toullier, t. VII, n° 220.

que, d'ailleurs, le débiteur a commis une faute en ne procédant pas à la consignation. En agissant ainsi, il n'a accompli que la moitié des formalités requises par le Code pour sa libération, alors qu'il lui était bien facile, en consignait, de satisfaire entièrement au vœu de la loi.

Au moyen des offres mêmes non suivies de consignation le débiteur peut purger la demeure dans laquelle il se trouverait constitué par la seule échéance du terme dans le cas où elle résulte de cette échéance en vertu d'une convention ou de la loi. Il en est ainsi dans l'hypothèse prévue par l'article 1662 du Code civil relative à la vente avec faculté de rachat. « Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable » et dans celle prévue par l'article 1912 : « Le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat — 1° s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années... » Il s'agit dans ces deux cas d'une sorte d'interruption de prescription plutôt que d'une offre à fin de libération. Ce que veut le débiteur de la rente, c'est ne pas être contraint au rachat ; ce que veut le vendeur à réméré, c'est racheter. Ils ont jusqu'au dernier moment pour exercer la faculté que la loi leur reconnaît. Ils pourraient donc se trouver empêchés matériellement de consigner avant l'échéance du

terme étant donné surtout que la Caisse des dépôts n'a qu'un préposé par arrondissement. Il est donc équitable de reconnaître que les offres faites par le débiteur d'une rente perpétuelle ou par le vendeur à réméré suffisent pour purger la demeure et que la consignation peut être opérée après l'échéance du terme (1).

Les offres réelles peuvent avoir pour effet de mettre le débiteur à l'abri d'une clause pénale ou d'une condition résolutoire et d'empêcher que des dommages-intérêts puissent être mis à sa charge. Pour encourir une peine ou l'effet d'une condition résolutoire, il faut que le débiteur soit en demeure (art. 1146 et 1230 du Code civil). Il pourra faire des offres au créancier après l'échéance du terme, mais avant la sommation, à moins que, légalement ou conventionnellement (art. 1139), la demeure ne résulte de la seule échéance du terme, auquel cas les offres devront être faites avant l'échéance (2).

Les offres réelles suffisent-elles pour empêcher que le débiteur puisse, à son tour, être constitué en demeure ? D'après certains auteurs (3) le créancier ne peut mettre le débiteur en demeure après avoir

1. Demolombe, t. V, n° 137. — Larombière, art. 1257, n° 5.

2. Larombière, art. 1257, n° 8. — Aubry et Rau, t. IV, § 197.

3. Larombière, art. 1257, n° 6. — Demolombe, t. V, n° 139.
— Toullier, t. VII, n° 220.

refusé les offres parce que le débiteur n'est pas en retard et que le créancier est en faute d'avoir refusé. M. Demolombe fait remarquer qu'il s'agit de savoir non pas si le débiteur est libéré, la libération nécessitant forcément la consignation, mais s'il peut être mis en demeure. A notre avis cette mise en demeure est possible car si le créancier est en faute d'avoir refusé les offres, le débiteur l'est également de n'avoir pas consigné. Le Code civil en organisant la procédure des offres a voulu donner un moyen de libération au débiteur. Celui-ci prouve, par le fait même qu'il consigne, qu'il avait bien l'intention de se libérer.

Mais ce résultat n'est réalisé que par le concours de deux actes : offres et consignation. Si, exceptionnellement, on peut attribuer des effets aux offres non suivies de consignation c'est lorsque le débiteur n'a pu effectuer celle-ci par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

CHAPITRE XIII

DEMANDE EN VALIDITÉ OU EN NULLITÉ D'OFFRES RÉELLES

Les offres acceptées par le créancier ou reconnues valables en justice libèrent le débiteur. Nous avons donc à examiner les règles qui s'appliquent à la procédure de validité d'offres.

La question de validité d'offres peut être posée devant le tribunal par le débiteur dans une instance en validité d'offres ou par le créancier dans une instance en nullité d'offres. Ces deux sortes d'instances sont dispensées du préliminaire de conciliation (art. 49, § 7 du Code de procédure civile). La demande peut être principale, c'est-à-dire qu'il n'y a pas entre les parties d'autre contestation à laquelle se rattachent les offres, ou incidente, c'est-à-dire se rattachant à une instance actuellement pendante.

La demande principale se forme par exploit d'assignation signifié à personne ou à domicile soit au

domicile réel. soit au domicile élu. Elle peut être contenue dans le procès-verbal d'offres.

Devant quel tribunal doit-elle être portée ? La question est assez controversée.

D'après une opinion, le Tribunal compétent serait celui du domicile du défendeur. L'article 815 du Code de procédure civile dispose, en effet, que la demande doit être formée d'après les règles établies pour les demandes principales, ce qui paraît indiquer que l'article 59 du même Code relatif aux actions personnelles est applicable (1).

D'après une seconde opinion, la demande doit être portée devant le Tribunal de l'arrondissement où les offres ont été faites. Selon les partisans de cette opinion les offres sont attributives de juridiction car le créancier est toujours le véritable défendeur qu'il soit assigné en validité ou agisse en nullité : dans les deux cas il ne fait que s'opposer à un acte dirigé contre lui (2). Dans ce sens il a été jugé que la faculté accordée au débiteur de faire des offres au domicile élu pour le paiement emporte celle de

1. Tr. civ. Tournay, 4 avril 1859. D. 59. 3. 79. — Caen, 8 juillet 1884. D. J. Gén. Obl. Suppl., n° 906.

2. Chauveau sur Carré. *Lois de la procédure*, n° 2790. — Bioche. *Dictionnaire de procédure*. Offres réelles n° 157. — Rousseau et Laisney. *Dictionnaire de procédure*. Offres réelles.

signifier au même lieu la demande en validité de ces offres (1).

Enfin, d'après un troisième système, la demande en validité formée par le débiteur peut être portée devant le Tribunal du lieu où les offres ont été régulièrement faites quand celles-ci tendent à empêcher des mesures d'exécution imminente. Si au contraire, elles sont faites avant toute menace d'exécution, on doit suivre les règles ordinaires de compétence également applicables à la demande en nullité qui, par suite, doit être portée devant le Tribunal du domicile du débiteur (2).

Des trois opinions la première nous paraît préférable. Elle est basée sur un argument décisif : le renvoi fait par l'article 815 du Code de procédure civile aux règles établies pour les demandes principales et l'on ne voit pas bien les raisons qu'il y aurait à déroger à ce principe. L'opinion de M. Rodière n'est, à vrai dire, qu'une variante de celle-ci mais il ne semble pas que l'exception apportée par cet auteur en cas d'exécution imminente soit permise par les textes.

Sila demande est incidente, le Tribunal compétent

1. Nîmes, 9 déc. 1872. D. 73. 2. 340.

2. Rodière. *Cours de compétence et de procédure en matière civile*, 4^e éd., p. III.

est celui de l'instance principale. La demande est formée par requête d'avoué à avoué (art. 815 du Code de procédure civile). Ainsi le Tribunal compétent pour statuer sur une demande en validité d'offres réelles faites par un débiteur sur lequel on a pratiqué des saisies-arrêts est non pas celui du domicile du créancier, mais celui qui doit statuer sur le mérite de ces saisies-arrêts (1). Lorsque après un commandement tendant à expropriation forcée, le débiteur fait des offres à un domicile élu pour un court délai et sans attribution de juridiction dans une ville autre que celle où siège le Tribunal devant lequel se poursuivra l'expropriation et qu'il y a contestation sur ces offres, c'est ce Tribunal qui est compétent et non celui du domicile élu (2). Il a été jugé également que lorsqu'un individu condamné à payer une somme fait des offres réelles au domicile élu dans un commandement à fin de saisie-exécution, c'est non devant le Tribunal de ce domicile, mais devant celui qui a rendu le jugement, que doit être portée la demande en validité d'offres (3).

La demande doit être dirigée contre le créancier ou

1. Paris, 9 floréal an XI. P. chr.

2. Req. 12 déc. 1807. — Req. 13 juillet 1849. Dalloz, *J. Gén. Obl.*, n° 2124.

3. Paris, 13 juin 1814 — Douai, 14 janv. 1842. Dalloz, *J. Gén. Obl.*, n° 2124.

le débiteur lui-même, ou leur mandataire conventionnel ou légal. On ne pourrait pas assigner le tiers désigné pour recevoir le paiement ; c'est l'*adjectus solutionis gratia*, du droit romain, n'ayant pas qualité pour représenter, au sens juridique du mot, le créancier. Il n'en serait autrement que si, par une novation, le tiers se trouvait véritablement substitué au créancier.

Ce sont les tribunaux civils qui sont compétents en matière de validité d'offres : tribunaux de première instance ou juges de paix selon le taux de la demande, à moins qu'il ne s'agisse de créances commerciales auquel cas la compétence appartiendrait à la juridiction commerciale. Le doute qui pouvait exister sous l'empire de la loi du 25 mai 1838 à l'égard de la compétence des juges de paix est entièrement levé par la loi du 12 juillet 1905. L'article 12 de cette loi dispose que les juges de paix connaissent des actions en validité ou en nullité d'offres réelles autres que celles concernant les administrations de l'enregistrement ou des contributions indirectes lorsque l'objet du litige n'excède pas les limites de leur compétence, c'est-à-dire 300 francs en dernier ressort et 600 francs à charge d'appel. Mais si les offres sont faites sauf à parfaire, le juge de paix ne pourrait être saisi (1).

1. Bordeaux, 19 juin 1852. S. 1852. 2.660.

Il est également incompétent lorsque le créancier prétendra qu'elles sont insuffisantes, alors que la somme réclamée est d'un taux excédant sa compétence.

Quoi qu'il en soit, si la demande est incidente, c'est le tribunal saisi de la demande principale, tribunal civil, juge de paix ou tribunal de commerce qui restera saisi de l'incident. Le juge de l'action est juge de l'exception ; c'est là une règle absolue (1).

Il ne faut pas perdre de vue cependant que certaines juridictions ne peuvent pas connaître de l'exécution des jugements qu'elles ont prononcés. Il en est ainsi des justices de paix et des tribunaux de commerce. Seuls les tribunaux civils et les cours peuvent se prononcer sur la validité des offres faites en exécution de leurs décisions (art. 472 du Code de procédure civile) (2). D'après cet article, le tribunal est compétent pour connaître de l'exécution d'un jugement confirmé en appel mais il a été jugé que lorsque une Cour d'appel en confirmant un jugement de première instance statuait en même temps sur une demande nouvelle recevable en appel conformément à

1. Pau, 7 juin 1862. S. 63. 2. 139. — Nîmes, 17 déc. 1868. S. 69. 2. 109. — Boitard et Colmet-Daage, t. II n° 1077.

2. Paris, 15 juin 1814. — Nîmes, 31 janv. 1828. P. Chr. — Cass., 10 juin 1885. S. 1886. 1. 310. — T. C. Seine, 4 déc. 1890. *Le Droit*, 27 déc. 1898.

l'article 464 — alinéa 2 du Code de procédure civile, elle devait connaître des difficultés de son arrêt et que, par suite, le tribunal était incompétent pour connaître de l'opposition à une saisie exécution pratiquée en vertu de cet arrêt ainsi que de la validité d'offres faites pour son exécution (1).

La Chambre du Conseil étant une juridiction d'exception ne peut statuer sur la validité d'offres réelles. Un arrêt s'est prononcé à cet égard à propos d'offres discutées dans une instance d'opposition à taxe portée devant la Chambre du Conseil (2).

Le tribunal correctionnel ne peut non plus apprécier la validité d'offres faites par le prévenu à la partie civile, car il s'agit là d'un litige purement civil pour lequel le tribunal correctionnel est incompétent d'une manière absolue. D'ailleurs les offres réelles supposent, au moment où elles sont faites, l'existence d'une dette liquide et exigible ce qui ne peut être le cas dans une instance criminelle (3).

Les demandes en validité ou en nullité peuvent être formées avant ou après la consignation. Dans ce dernier cas le jugement qui prononce la validité des offres doit ordonner la consignation et la cessation des intérêts à partir du jour où celle-ci sera

1. Luxembourg, 25 juin 1904. D. 1904. 2. 70.

2. Chambéry, 13 mai 1896. D. 1896. 2. 413.

3. Cass., 25 février 1893. S. 1894. 1. 206.

effectuée (1). Il peut aussi, en vertu de l'article 1382 du Code civil, condamner le créancier qui a refusé les offres à payer au débiteur des dommages-intérêts pour le préjudice qu'il lui a causé par sa résistance injustifiée (2). Par contre, la décision qui déclare non valables les offres réelles faites par une partie saisie permet, lors même qu'elle ne porte pas condamnation, de recourir aux voies d'exécution forcée en levant l'obstacle qui s'opposerait à cette exécution (3). Enfin, si le tribunal juge les offres insuffisantes, il peut néanmoins attribuer la consignation au créancier pour le préserver, tout au moins dans une certaine mesure, contre l'insolvabilité éventuelle du débiteur.

Les juges du fait apprécient souverainement si les offres sont insuffisantes ou non car ils ont à s'inspirer de circonstances de pur fait. Leurs décisions sur ce point échappent donc au contrôle de la Cour de cassation (4).

1. T. C. Châtelleraut, 27 décembre 1897. D. 1899. 2. 61.

2. Cass., 13 juillet 1852. P. 1853. 2. 177. — Cass., 15 janvier 1873. S. 1873. 1. 70. — Cass., 13 juillet 1881. S. 1883. 1. 272.

3. Orléans, 12 août 1905. D. 1906. 2. 221.

4. Cass., 15 décembre 1829. P. Chr. — Cass., 4 juillet 1838. P. 38. 2. 39.

CHAPITRE XIV

FRAIS DES OFFRES RÉELLES

L'article 1248 du Code civil met les frais du paiement à la charge du débiteur. Il est évident que ce principe ne pouvait s'appliquer équitablement lorsque le créancier a refusé les offres sans justes motifs. Aussi l'article 1260 a-t-il posé en matière d'offres un principe tout différent. Ce texte est ainsi conçu : « Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier si elles sont valables ». Nous verrons que, malgré ces termes absolus, son application comporte quelques tempéraments. Il a cependant une portée très générale car il exprime l'intention très ferme que le législateur a eue de mettre à la charge du créancier qui a refusé des offres reconnues valables, une présomption de faute. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une application de l'article 1382 du Code civil. Il est conforme à l'esprit de cet article que les conséquences d'un refus injuste doivent être supportées par le créancier. Mais la règle de l'article 1260 est fondée sur une présomption qui peut se trouver en

désaccord avec les faits et, dans ce dernier cas, il sera inapplicable. Ici encore on devra s'en tenir au principe de l'article 1382 de telle sorte que la question des frais d'offres est entièrement dominée par cette idée qu'ils doivent être supportés par celle des deux parties dont la faute aura nécessité les offres.

L'article 1260 s'applique évidemment au cas où les offres ont été suivies de consignation. Il y a, en dehors de ce cas, deux hypothèses qu'il ne prévoit pas formellement, mais il nous permettra d'en trouver la solution en ne perdant pas de vue le principe dont il s'inspire. Il peut arriver : 1^o que le créancier refuse d'abord les offres réelles puis les accepte antérieurement à la consignation ; 2^o que le créancier accepte les offres lors de leur signification. Pour résoudre ces deux hypothèses, il convient tout d'abord de remarquer que les offres réelles ne sont pas un mode normal de paiement.

C'est, au contraire, un procédé qui implique ou bien l'existence d'un conflit entre le créancier et le débiteur, conflit qui a empêché l'exécution amiable de l'obligation, ou bien la mauvaise volonté de l'une des parties qui refuse de procéder à cette exécution amiable.

La question se pose donc de savoir si la faute incombe au créancier ou au débiteur. Dans la première hypothèse, cette preuve est fournie par le procès-

verbal d'offres mentionnant le refus et l'acceptation postérieure et l'avou que ce refus était injustifié. Le créancier devra donc supporter les frais des offres et du commencement de la procédure de consignation.

La seconde hypothèse est plus délicate : ici, les offres ont été acceptées dès leur signification et l'on peut se demander si elles ne procèdent pas d'une intention vexatoire de la part du débiteur. Certains auteurs (1) distinguent suivant que le paiement est quérable ou portable. Dans le premier cas, le créancier devra supporter les frais car il aurait dû aller chercher son paiement au domicile du débiteur (art. 1247 du Code civil). Il pourra cependant échapper à cette obligation en fournissant la preuve qu'il s'est d'abord présenté au domicile du débiteur et qu'il n'a pas obtenu satisfaction. C'est lui qui doit fournir cette preuve car on peut présumer que les offres ont été faites parce que le créancier ne s'était pas présenté et cette présomption est contraire au fait affirmé. Si, au contraire, la dette est portable, il est à présumer que le débiteur n'a pas fait de tentative de règlement amiable et il doit supporter les frais des offres à moins de prouver que cette tentative a été faite mais qu'il s'est heurté à un refus ou qu'il n'a pas rencontré le créancier à son domicile.

1. Colmet de Santerre, t. V, n° 205 bis, III. — Demolombe, t. V, n° 134.

Il ne paraît pas possible, en présence des termes de l'article 1260, d'admettre une distinction aussi importante. D'ailleurs, avant que l'on fit des effets de commerce un usage courant, les paiements portables étaient aussi fréquents que les paiements quérables, de telle sorte que si les rédacteurs du Code avaient voulu établir une différence entre ces deux sortes de paiement, en ce qui concerne l'obligation de supporter les frais des offres, ils n'auraient pas manqué de le faire en termes exprès.

Selon M. Laurent (1), on devrait, dans cette matière, appliquer la règle de droit commun : *Probatio incumbit ei qui agit* d'après laquelle la preuve incombe toujours au demandeur, qu'il soit le créancier ou le débiteur. A notre avis, l'article 1260 ne permet pas l'application de cette règle. Il met une présomption à la charge du créancier : c'est à lui qu'il appartient de prouver la faute du débiteur pour renverser cette présomption et, s'il ne peut le faire, il doit supporter les frais des offres reconnues valables. Cette preuve peut être faite par tous moyens car il s'agit d'un fait dont il n'a pas été possible de se procurer la preuve par écrit (art. 1348 du C. civ.).

L'article 1260 s'applique également dans le cas où le créancier après avoir refusé les offres lors de leur

1. Laurent, t. XVIII, n° 213.

signification les accepte antérieurement à la consignation. Son acceptation, aussi tardive qu'elle soit, est un aveu implicite de la faute commise en refusant précédemment. Quelques auteurs (1) ont cependant prétendu que l'article 1260 était inapplicable à ce cas puisqu'il ne se référait qu'aux offres suivies de consignation. Ces auteurs estiment que l'article 1260 est une exception à l'article 1248 et que l'on doit l'interpréter restrictivement. Par suite, dans l'hypothèse qui nous occupe, l'article 1248 reprenant son empire, les frais sont à la charge du débiteur. Cette opinion ne nous paraît pas pouvoir être admise. Tout d'abord, il est inexact de dire que l'article 1260 est inapplicable au cas d'offres non suivies de consignation ; ce texte parle, en réalité, des frais d'offres réelles et de consignation. D'ailleurs, le principe est le même dans les deux cas, celui de l'article 1382 qui domine toute cette matière, et il serait entièrement méconnu si l'on mettait les frais à la charge de l'offrant lorsque les offres ont été acceptées avant la consignation car le créancier ne peut raisonnablement imposer au débiteur des frais autres que ceux qui découlent naturellement de l'obligation et s'il en était autrement, le débiteur subirait un préjudice par la faute du créancier (2).

1. Toullier, t. VII, n° 219. — Dumesnil, n° 214. — Bioche, n° 197.

2. Cass., 28 juin 1892. — D. 92. 1. 382.

Le refus du créancier peut avoir une cause légitime et, dans ce cas, il ne devra pas supporter les frais des offres. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation par un arrêt du 22 novembre 1869 rendu dans une espèce où le créancier se trouvait momentanément dans l'impossibilité de prendre une détermination au sujet des offres parce qu'il était engagé à la fois dans une instance en liquidation de sa dot et dans une instance en validité des offres (1).[•]

Il peut arriver, et cela se produira fréquemment dans les cas où le créancier est empêché matériellement de prendre parti, qu'il n'y ait faute ni du créancier ni du débiteur. La procédure d'offres a été nécessitée uniquement par les événements. On ne peut évidemment mettre la totalité des frais à la charge d'aucun d'eux. Deux solutions sont possibles. La première consiste à laisser à chacun les frais qu'il a exposés lui-même. Elle nous paraît préférable à la seconde d'après laquelle on fait masse des dépens pour les mettre par moitié à la charge de chacun, ce qui a pour résultat assez arbitraire de condamner une personne qui est dans son droit à des dépens qu'elle n'a pas exposés.

C'est aux tribunaux seuls, et aux tribunaux juges du fait, qu'il appartient de décider à qui incombe la

1. Cass., 22 nov. 1869. S. 1870. I. 164.

faute ayant rendu les offres nécessaires. L'huissier qui a signifié les offres ne peut, sous prétexte que le bon droit de son client est indéniable, exiger que le créancier déduise de la somme offerte le coût du procès-verbal d'offres, pas plus qu'il ne peut le prélever avant d'effectuer la consignation. Il peut seulement, lorsque le créancier a refusé d'opérer la déduction des frais, insérer dans le procès-verbal des réserves au nom de son client. De même l'avoué de l'offrant qui, par le jugement validant les offres et ordonnant la consignation, aurait obtenu la distraction des dépens à son profit, ne pourrait les prélever qu'après la consignation effectuée.

Les frais dont parle l'article 1260 sont ceux des offres et de la consignation proprement dites, c'est-à-dire le coût des offres, de la consignation, de l'instance en validité d'offres et de l'enregistrement des différents actes nécessités par la procédure. Mais les frais du paiement, ceux de la quittance, du timbre et de l'enregistrement, restent toujours à la charge du débiteur conformément à l'article 1248 du Code civil car il en aurait été ainsi même s'il n'avait pas dû recourir à des offres réelles (1).

Les frais exposés dans une demande en validité

1. Larombière, article 1260, n° 2. — Colmet de Santerre, t. V, n° 205 bis, I.

ou en nullité d'offres sont taxés comme en matière ordinaire ou en matière sommaire selon que la somme offerte excède ou non 1.500 francs. C'est là encore l'application du droit commun. Mais généralement, en fait, ces instances se jugent en matière sommaire car on se trouve dans un des cas prévus par l'article 404 du Code de procédure civile. En effet, ou bien l'offre a été spontanée et il y a un titre non contesté, la discussion ne portant que sur la quotité de la somme ou les conditions du paiement, ou bien les offres ont été faites sur poursuites, et il y a titre contesté, mais l'urgence du procès doit le faire juger comme matière sommaire. Lorsque la procédure est incidente elle prend le caractère de l'instance principale quel que soit le chiffre de la somme offerte.

La partie condamnée aux frais, doit en payer également les intérêts. Il a été jugé à cet égard que les frais d'un procès-verbal d'offres faites en vue du paiement d'une dette commerciale ayant eux-mêmes un caractère commercial la partie devait être condamnée à payer l'intérêt des frais à 6 o/o l'an (1).

1. Cass., 28 juin 1892. D. 92. 1. 383.

CHAPITRE XV

DÉBITEURS DISPENSÉS D'OFFRES

Dans certains cas, le débiteur peut parvenir à se libérer en effectuant immédiatement la consignation du montant de sa dette sans en avoir fait offre au créancier. Nous allons examiner les différentes hypothèses où il en est ainsi et nous verrons que l'on peut dire, en généralisant, que le débiteur est dispensé d'offres toutes les fois qu'il est dans l'impossibilité de s'acquitter directement et immédiatement entre les mains du créancier, soit parce qu'il ne le connaît pas, soit parce que le créancier ne peut recevoir.

En effet, les offres réelles ne sont possibles que si le créancier est présent et capable ou représenté par un mandataire et s'il peut véritablement recevoir la somme offerte, c'est-à-dire si celle-ci n'est pas grevée de droits au profit de tierces personnes. Nous avons vu ce qu'il y avait lieu de faire lorsque le créancier est absent ou incapable au sens légal du mot, mais lorsque c'est une personne inconnue ou indéterminée ou ne pouvant

donner une quittance libératoire, le débiteur ne peut procéder à des offres réelles ; cependant, il a intérêt à se libérer et il peut le faire en versant à la Caisse des dépôts et consignations la somme due car on se trouve bien en présence de cas donnant lieu à consignation. Examinons donc les différentes hypothèses dans lesquelles le débiteur peut consigner sans avoir fait d'offres réelles.

Aux termes de l'article 1242 du Code civil le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie ou d'une opposition n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants. On estime en général que le débiteur peut se libérer valablement en consignant (1). On a soutenu pourtant que le débiteur devait préalablement à la consignation faire des offres réelles afin de mettre le créancier à même de les accepter ou de faire connaître les motifs de son refus, de discuter le bien-fondé des oppositions ou d'en rapporter la mainlevée. D'après Toullier, les offres réelles ne seraient pas nécessaires dans l'espèce, mais la consignation devrait être autorisée par un jugement (2). Il nous paraît inutile de recourir

1. Larombière, art. 1259, no 16. Demolombe, t. V, no 103. — Aubry et Rau, t. IV. § 193, note 3. — Riom, 15 mai 1852. S. 1852.2.624. — Orléans, 17 janv. 1854. D. 1856.2.234.

2. Toullier, t. VII, n° 215.

au tribunal, les offres sont impossibles et cela suffit à justifier la consignation pure et simple.

En ce qui concerne les prix d'immeubles grevés d'inscriptions hypothécaires, les raisons de décider sont les mêmes que pour les créances frappées d'oppositions. La situation d'un acquéreur d'immeuble vis-à-vis d'un créancier inscrit est la même que celle du débiteur entre les mains duquel une opposition a été formée. Tous deux peuvent craindre également que leur paiement ne soit pas libératoire parce qu'il ne serait pas fait au véritable ayant droit ou parce qu'il serait fait à un seul ou à quelques-uns seulement des ayants droit. L'acquéreur d'immeuble ne peut donc pas procéder par voie d'offres, mais il peut consigner afin de se libérer. Le Code de procédure civile a, d'ailleurs, prévu plusieurs cas dans lesquels l'acquéreur d'immeuble peut consigner son prix sans offres réelles préalables.

L'article 777 autorise l'adjudicataire sur expropriation forcée qui veut faire prononcer la radiation des inscriptions avant la clôture de l'ordre à consigner son prix avec les intérêts échus, sans avoir fait d'offres réelles. Le législateur a supposé que, dans la plupart des cas, le débiteur ne pouvant désintéresser tous ses créanciers et rapporter la mainlevée de leurs inscriptions, ne serait pas à même de satisfaire aux conditions imposées par les offres. Celles-ci n'auraient

eu pour effet que d'augmenter les frais. Une fois la consignation effectuée l'acquéreur requiert l'ouverture de l'ordre en déposant à l'appui de sa réquisition le récépissé de la Caisse des dépôts, ou s'il est déjà ouvert, il demande au juge commissaire de prononcer, sans attendre le règlement définitif, la radiation des inscriptions dont l'effet se trouve reporté sur le prix consigné.

L'article 687 contient un autre exemple de libération par consignation sans offres réelles. L'article précédent interdit au détenteur d'un immeuble saisi de l'aliéner une fois la saisie transcrite et la vente qu'il consentirait serait frappée de nullité sans qu'il soit besoin de la faire prononcer. Cette disposition a pour unique but de sauvegarder les droits du saisissant et des autres créanciers. Aussi l'article 687 maintient la vente lorsque ces différents ayants droit sont désintéressés. Il dispose, en effet, que l'aliénation effectuée après la transcription de la saisie recevra son exécution si, avant le jour fixé pour l'adjudication, l'acquéreur consigne une somme suffisante pour acquitter en principal, intérêts et frais, ce qui est dû aux créanciers inscrits et au saisissant et s'il leur signifie l'acte de consignation. Il n'y a donc pas ici d'offres réelles, mais une consignation signifiée ensuite aux intéressés. Il semble que cette dispense d'offres ait pour but d'éviter des frais pour l'acquéreur et de favoriser ainsi les ventes d'immeubles.

L'article 2186 du Code civil permet également à l'acquéreur d'un immeuble qui a procédé aux formalités de la purge, de se libérer de son prix en consignat sans avoir fait d'offres, lorsque les créanciers n'ont pas requis la mise aux enchères dans le délai qui leur est imparti par la loi.

On peut dire d'ailleurs que, d'une manière générale, l'acquéreur d'un immeuble n'est pas tenu de faire rechercher les ayants droit au prix pour leur faire des offres réelles et qu'il peut, sans attendre le règlement de l'ordre, consigner ce prix. Un arrêt de la Cour de Bordeaux (1) décide à cet égard que l'adjudicataire ne peut faire d'offres ni au vendeur, ni aux créanciers inscrits : au vendeur parce que les inscriptions prises s'opposent à ce qu'un paiement soit fait entre ses mains et aux créanciers parce qu'on ne connaît pas encore ceux qui seront appelés à toucher (2). Mais il faudra que la consignation soit notifiée aux intéressés sans quoi l'acquéreur s'exposerait à payer les frais de la demande qui serait formée contre lui (3). Quelques auteurs (4) estiment que l'adjudicataire devrait faire des offres si l'acte d'alié-

1. Bordeaux, 22 juin 1836. S. 1837. 2. 12.

2. Voir dans ce sens : Toullier, t. VII, n° 213. — Riom, 19 janv. 1820. — Paris, 5 janv. 1824. — Bordeaux, 28 mars 1833. D. Jur. Gén. Obl., n° 2222. — Req., 2 juillet 1867. D. 68. 1. 22

3. Amiens, 20 février 1840. D. Jur. Gén., Obl., n° 2222.

4. Pigeau et Crivelli, t. II, p. 247. — Chauveau sur Carré, n° 2301. — Troplong. Des hypothèques, t. IV, n° 958.

nation contenait délégation du prix au profit de certains créanciers car les ayants droit seraient connus et, s'il s'en présentait d'autres dans la suite, l'acquéreur serait subrogé dans les droits des premiers (art. 1251-2° du Code civil). A notre avis, les offres réelles sont encore ici inutiles car autrement l'adjudicataire serait obligé d'apprécier si les transports consentis en faveur de certains créanciers ne l'ont pas été au préjudice des autres. Il a été jugé, en outre, que l'article 777 du Code de procédure civile ne privait pas l'adjudicataire de la faculté de recourir à la procédure des articles 1257 et suivants du Code civil lorsqu'il veut simplement se libérer de son prix sans purger les hypothèques inscrites, ou qu'il ne peut ou ne veut provoquer l'ouverture d'un ordre ; qu'il en est ainsi, spécialement, au cas où une saisie-arrêt a été formée contre le vendeur entre les mains de l'acquéreur (1).

On ne peut évidemment pas faire d'offres lorsque le créancier est inconnu ou lorsque son domicile est ignoré. Dans ces deux cas encore la consignation suffira. Ainsi le failli qui, pour obtenir sa réhabilitation, veut désintéresser ses créanciers, peut consigner les sommes revenant à des créanciers ayant disparu.

Une loi du 6 thermidor an III contient l'application du même principe. Cette loi décide que, lors-

1. Grenoble, 25 nov. 1881. D. 1882. 2. 184.

qu'une dette est constatée par des effets négociables et payables au porteur, le débiteur peut consigner, si dans les trois jours qui suivent l'échéance, le porteur ne s'est pas présenté car, le créancier étant inconnu, des offres réelles seraient impossibles.

Il convient aussi de signaler un arrêt de la Cour de cassation ayant admis la légalité de consignation sans offres réelles préalables dans l'espèce suivante : un legs avait été fait à un hospice ; celui-ci devait, pour accepter valablement, être autorisé par décret conformément à l'article 910 du Code civil. Mais la procédure d'autorisation étant assez longue, la loi du 7 août 1851 permet à la Commission administrative d'accepter à titre conservatoire et il est admis que cette faculté comporte celle de former la demande en délivrance de legs, demande qui fait courir les intérêts. La Commission administrative de l'hospice légataire forma cette demande, et comme le légataire universel requérait du tribunal l'autorisation de consigner le montant du legs, elle soutint que cette requête devait être rejetée car la consignation effectuée dans ces conditions n'aurait pas été précédée d'offres réelles, et, qu'au surplus, celles-ci auraient été impossibles puisque l'hospice n'avait pas été autorisé à accepter. Ces prétentions auraient eu pour conséquence tout au moins bizarre d'empêcher le légataire de se libérer pendant un temps indéterminé dont il ne pouvait abréger la durée tout en restant débiteur des intérêts moratoires

à 5 o/o l'an, ces faits étant antérieurs à la loi du 7 avril 1900. La Cour de cassation, par un arrêt du 5 mars 1900 (1), rejeta le pourvoi formé par la Commission administrative contre l'arrêt de la Cour de Douai qui avait autorisé la consignation : « Attendu, dit la Cour de cassation, que les hospices ne peuvent invoquer à la fois l'article 910 du Code civil et l'article 11 de la loi du 7 août 1851, pour imposer au débiteur du legs l'obligation de payer les intérêts au taux légal, depuis la demande en délivrance jusqu'au jour de l'autorisation. Attendu, en effet, que les intérêts alloués en vertu de l'article 1014-2° du Code civil participent de la nature des intérêts moratoires, qu'à ce titre le débiteur du legs ne peut en être grevé pendant un temps indéterminé dont il ne serait pas en son pouvoir d'abréger la durée, alors que loin d'être en retard de payer, il se déclare prêt à le faire et n'en est empêché que par l'incapacité de recevoir qui frappe l'établissement bénéficiaire du legs. Attendu qu'à raison du conflit créé par cette incapacité, d'une part, et de l'autre par le droit qui appartient au débiteur du legs de s'affranchir des effets de la demande en délivrance en se libérant, le juge peut ordonner que les sommes léguées soient versées à la Caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2-5° de l'ordon-

1. Cass., 5 mars 1900. D. 1900. 1.409.

nance du 3 juillet 1816 etc... » Cette solution est parfaitement équitable. M. Colin, dans une note commentant cet arrêt, fait remarquer cependant, qu'en dehors des considérations d'équité ci-dessus rappelées, il est basé sur une interprétation inexacte de l'ordonnance de 1816 qui, en réalité, ne *confère* pas aux tribunaux le pouvoir d'ordonner la consignation quand le débiteur ne possède pas ce droit en vertu de la loi, mais au contraire *organise* pour les tribunaux la faculté d'ordonner la consignation lorsque le débiteur puise ce droit dans la loi. M. Colin pense que la libération du débiteur aurait pu s'effectuer en suivant la procédure édictée par les articles 1257 et suivants du Code civil et il fonde cette opinion sur une remarque très intéressante relative à la capacité des établissements publics. Le défaut d'autorisation administrative, dit cet auteur, ne rend pas un établissement incapable dans le sens où l'entend la législation civile si le legs rentre bien dans la spécialité de l'établissement bénéficiaire et la nécessité de l'autorisation n'est motivée que par des considérations économiques et politiques évidemment appréciables, mais étrangères à l'idée de capacité, sans cela on ne saurait admettre, comme l'a fait la Cour de cassation (1), qu'en matière de dons manuels

1. Cass., 18 mars 1867. D. 1867. 1. 169.

l'autorisation peut intervenir à n'importe quelle époque, même après la donation. Quoi qu'il en soit, même si l'on estimait que les offres étaient impossibles dans l'espèce, on pouvait autoriser le légataire à consigner car les offres n'ont d'utilité que pour vaincre la résistance injustifiée du créancier et c'est ainsi que l'on autorise le tiers saisi à consigner sans avoir fait d'offres réelles en étendant aux particuliers les dispositions des lois du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'ordonnance du 16 septembre 1837 sur les sommes saisies entre les mains des comptables de l'Etat.

Les deux textes administratifs que nous venons de mentionner contiennent, en effet, des exemples de libération par consignation sans offres réelles préalables.

L'ordonnance du 16 septembre 1837 prescrit la consignation par les agents du Trésor de la portion saisissable des appointements ou traitements civils et militaires saisis entre leurs mains. Mais toutes autres sommes mandatées sur leurs caisses et grevées d'oppositions ne peuvent être consignées que si le versement à la Caisse des dépôts est spécialement prévu par une loi ou ordonné par un jugement ou par une ordonnance du président du tribunal ou consenti par un acte passé entre l'administration et ses créanciers.

Enfin, dans la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation

pour cause d'utilité publique, la procédure des offres se trouve tellement modifiée qu'elle équivaut à une dispense d'offres réelles. Aux termes de l'article 53 de cette loi, lorsque la partie expropriée refuse le paiement de l'indemnité, l'offre de paiement, au lieu d'être faite par exploit d'huissier, consiste en un mandat délivré par l'ordonnateur compétent et visé par le payeur pour être acquitté sur la caisse publique y désignée. C'est là le droit commun administratif, les fonctionnaires agissant dans l'exercice de leurs fonctions donnant à leurs actes la même authenticité que les officiers ministériels. Lorsque l'immeuble est grevé d'inscriptions ou s'il est dotal, ou encore si l'indemnité est grevée d'oppositions, l'administration expropriante doit consigner sans avoir à faire d'offres (art. 54). La consignation doit être faite dans les six mois qui suivent le jugement d'expropriation. Passé ce délai l'indemnité serait productive d'intérêts sans sommation, alors qu'en fait l'exproprié aurait gardé la jouissance de la chose (art. 55).

DEUXIÈME PARTIE

OFFRES DE CHOSES AUTRES QU'UNE SOMME D'ARGENT

Nous nous sommes occupés jusqu'à présent des offres faites pour les dettes d'argent. Nous avons maintenant à étudier les règles relatives aux offres portant sur des dettes ayant pour objet soit un corps certain, soit des choses indéterminées, soit enfin l'accomplissement d'un fait ou une abstention.

CHAPITRE PREMIER

DETTES AYANT POUR OBJET UN CORPS CERTAIN

§ 1. — *Hypothèse de l'article 1264*

L'article 1264 du Code civil s'exprime ainsi : « Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu. »

La procédure tracée par l'article 1264 comprend donc deux actes ; l'un qui est obligatoire, la sommation, et l'autre qui est facultatif, le dépôt.

La sommation remplit à l'égard du créancier le même rôle que le procès-verbal d'offres en matière

de dettes d'argent. Elle doit constituer le créancier en demeure et le forcer à prendre immédiatement parti. Au contraire des offres d'argent, elle ne doit pas être accompagnée de la livraison de la chose car si le créancier la refusait, elle devrait ensuite être remportée au lieu où elle était et où devait s'exécuter l'obligation. D'après Larombière et Demolombe, la sommation pourrait être remplacée par une citation en conciliation ou une demande en justice (1). Mais cette procédure n'étant pas conforme à celle qui est indiquée par la loi, le débiteur qui y aurait recours s'exposerait à supporter comme frustratoires les frais qu'il ferait au delà de ceux que la sommation aurait coûté et c'est ce qui arriverait si le créancier, aussitôt après la citation en justice, prenait livraison de la chose, alors qu'antérieurement à la citation il n'y aurait pas eu de difficulté entre le débiteur et le créancier.

Il semble qu'un commandement aurait la même valeur qu'une sommation.

La sommation étant nécessaire pour que le créancier puisse être considéré comme en demeure, le débiteur n'est pas fondé, tant qu'elle n'a pas été faite, à réclamer du créancier ni frais de magasi-

1. Larombière, article 1264, n° 2. — Demolombe, t. V, n° 162.

nage, ni indemnité pour déchet et détérioration de la chose qu'il devait livrer (1).

La sommation devra, conformément à l'article 812 du Code de procédure civile, contenir la désignation de l'objet offert de manière à l'identifier et à empêcher qu'on ne puisse pas lui en substituer un autre. Elle suffit à produire des effets qui, en matière de dettes d'argent, ne sont acquis que par la consignation. C'est ainsi que le débiteur est déchargé de la responsabilité des cas fortuits s'il les avait pris à sa charge ou s'il est en demeure puisqu'en dehors de ces deux hypothèses les risques sont à la charge du créancier (Art. 1245 et 1302 du Code civil).

L'offre d'un corps certain est soumise pour sa validité aux conditions requises par l'article 1258 en ce qui concerne la capacité du créancier et du débiteur, l'objet des offres, les effets du terme et de la condition, l'entremise d'un officier ministériel.

Le dépôt est un acte facultatif et exceptionnel tandis que la consignation est nécessaire en matière de dettes d'argent, les offres ne produisant à elles seules que des effets restreints. Cette différence s'explique par la difficulté qu'il y aurait eu à organiser le dépôt des choses autres que l'argent. Une telle organisation nécessitant des magasins immenses aurait occasionné des dépenses considérables et hors de

1. Cass., 26 février 1872. D. 1872. I. 214.

proportion avec les avantages que le public en eût retirés, étant donnée surtout l'élévation des frais qu'il eût fallu déboursier pour transporter la chose du lieu où elle se trouvait jusqu'au lieu du dépôt, frais qu'il aurait fallu refaire ensuite après l'acceptation ou la validation des offres afin de la retransporter à l'endroit où elle se trouvait primitivement. Il convient d'ailleurs de remarquer que les risques de détérioration ou de perte par cas fortuit sont à la charge du créancier avant même le dépôt et que, par suite, le dépôt à cet égard ne changerait pas la situation respective des parties. C'est pour ces motifs que l'on a laissé au débiteur le soin d'apprécier si son intérêt exigeait que le dépôt fut effectué. M. Larombière estime, avec raison selon nous, que l'expression *besoin* ne doit pas être prise dans son sens littéral et qu'elle signifie seulement que le débiteur doit avoir un intérêt juridique appréciable quel qu'il soit à se dessaisir de la chose (1). Il semble que le magistrat doive s'en tenir à l'affirmation du débiteur qu'il a besoin du lieu dans lequel est placée la chose et que d'ailleurs l'exactitude de cette affirmation serait fort difficile à vérifier.

Ce qui différencie encore la consignation de sommes d'argent et le dépôt de corps certain, c'est que celui-ci doit être autorisé par la justice. Mais cette autori-

1. Larombière, article 1264, n° 6. — V. également Demolombe, t. V, n° 163.

sation ne nécessite pas une instance. L'autorisation de déposer la chose est un acte de juridiction gracieuse rendu sur simple requête par le président du tribunal civil ou le président du tribunal de commerce ou le juge de paix, suivant que l'un ou l'autre de ces magistrats serait compétent quant à la demande en délivrance. A Paris, il est d'usage que le juge des référés est compétent (1). Si la permission était demandée incidemment à une instance, le débiteur devrait l'obtenir contradictoirement avec le créancier du juge saisi de la contestation. En outre, pour les dettes de corps certain contrairement à ce qui a lieu pour les dettes d'argent, les risques sont transférés du débiteur au créancier à partir de la mise en demeure et non pas seulement à partir du dépôt.

M. Demolombe pense que, dans le cas où le débiteur a un besoin urgent et immédiat du lieu où la chose est placée, il peut effectuer le dépôt dans un autre lieu sauf à demander ensuite au juge de ratifier son acte et à payer les frais du premier transport s'il n'obtient pas cette ratification (2). Nous ne croyons pas que l'on puisse approuver ce procédé qui, en présence des termes précis de l'article 1264,

1. Chauveau et Carré, n° 2787.

2. Demolombe, t. V, n° 165.

ne consiste rien moins qu'à se faire justice à soi-même. Au surplus il y a lieu de remarquer que le dépôt est un acte exceptionnel : la loi a voulu que le débiteur conserve la chose et y apporte tous ses soins, il lui faut donc pour s'en dessaisir entre les mains d'un tiers l'autorisation préalable de la justice.

Enfin, il semble que, par analogie avec ce qui est prescrit par l'article 1259-1° et 4° pour les consignations de sommes d'argent, le débiteur doit sommer le créancier d'assister au dépôt en indiquant les jour, heure et lieu où il sera fait, et, en cas de non comparution, notifier le dépôt avec sommation de retirer la chose.

§ 2. — *Hypothèses non prévues par l'article 1264*

Il y a plusieurs hypothèses qui n'ont pas été prévues par l'article 1264. Il convient cependant de les résoudre d'après ce texte dans la mesure où la différence de situation permet de l'appliquer.

Tout d'abord il peut arriver que le corps certain, objet de la dette, soit livrable dans un lieu autre que le domicile du créancier ou celui du débiteur, ou bien encore qu'il soit livrable au domicile du créancier.

Dans le premier cas, le débiteur devra transporter à ses frais la chose dans le lieu où elle doit être livrée. Il se trouvera donc alors exactement dans l'hypo-

thèse prévue par l'article 1264 auquel il devra se conformer pour la suite de la procédure (1).

Lorsque la chose est livrable au domicile du créancier, on rentre alors dans le domaine de la théorie générale des offres réelles, le débiteur doit faire des offres au créancier ; si celui-ci refusait la chose ou ne se trouvait pas à son domicile, le débiteur la reprendrait, sauf à demander ensuite l'autorisation de justice pour la déposer, conformément à l'article 1264, s'il avait besoin du lieu où elle est placée (2). D'après certains auteurs, le débiteur peut également, si les circonstances l'exigent, opérer le dépôt avant d'avoir reçu l'autorisation, sauf à l'obtenir ensuite en justifiant de l'impossibilité où il s'est trouvé de remettre la chose au créancier par suite du refus ou de l'absence de celui-ci (3). Nous croyons, au contraire, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à propos de l'article 1264, que le dépôt ne peut être effectué sans autorisation.

Lorsque la dette est alternative, il devra à l'égard de la chose dont il fait choix agir comme nous venons de le dire. Mais si le choix appartient au créancier, le débiteur devra d'abord, avant d'enta-

1. Laurent, t. XVIII, n° 190. — Demolombe, t. V, n° 169. — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 *bis*, I.

2. Demolombe, t. V, n° 170. — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 *bis*, 2.

3. Marcadé, art. 1264, n° 11, — Demolombe, t. V, n° 170.

mer la procédure d'offres, assigner le créancier en justice afin de faire ordonner que le choix, faute par lui de l'avoir fait dans un certain délai, sera fait en son lieu et place, soit par le juge, soit par un tiers qui en sera chargé (1).

L'article 1264 paraît ne s'appliquer qu'aux meubles. En effet, dans la pratique, l'hypothèse du paiement forcé ne se présente guère que pour les dettes mobilières. Il peut arriver cependant qu'un débiteur d'immeuble veuille se libérer malgré la volonté ou l'absence du créancier. Il semble que, dans ce cas, le débiteur devrait faire sommation au créancier, et, si cette sommation demeurerait sans résultat, demander à la justice de nommer un séquestre. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par l'article 1961 du Code civil qui permet aux tribunaux d'ordonner la mise sous séquestre des immeubles litigieux, comme des meubles saisis et, d'une façon générale, des choses qu'un débiteur offre pour sa libération (2).

1. Demolombe, t. V, n° 171. — Marcadé, art. 1264, n° 11. — Lacombière, art. 1264, n° 1.

2. Demolombe, t. V, n° 172.

CHAPITRE II

DETTES AYANT POUR OBJET DES CHOSES INDÉTERMINÉES

La dette peut avoir pour objet des choses considérées *in genere*, c'est-à-dire déterminées par leur nom générique et leur quantité sans être individualisées : tant de sacs de blé, tant d'hectolitres de vin. Ce cas n'a pas été prévu par le Code et l'on doit se demander s'il convient d'appliquer au débiteur qui veut se libérer l'article 1264 relatif aux corps certains ou, au contraire, les articles 1257 et suivants que nous avons étudiés à propos des dettes de sommes d'argent. Cette question est assez controversée.

En faveur de l'application de l'article 1257 (1), on fait valoir que le cas est nettement visé par ce texte, puisqu'il prévoit la possibilité de consigner la somme ou la *chose* offerte. En outre, l'article 812 du Code de

1. Laurent, t. XVII, n° 191. — Mourlon, t. II, n° 1388. — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 *bis*, III. — Demolombe, t. V, n° 176.

procédure civile dispose que « le procès-verbal d'offres désignera l'objet offert, de manière qu'on ne puisse en substituer un autre ; et, si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération et la qualité. » Le même article prévoit donc à deux reprises des offres de choses autres que de l'argent et la rédaction des articles 814 et 816 confirme encore cette idée. Quant à l'article 1264 du Code civil, il s'applique aux corps certains et y consacre une disposition spéciale et exceptionnelle qui ne se concevrait pas pour des choses prises *in genere*, disposition motivée parce que la chose qui fait l'objet de la dette se trouvant déterminée, il n'est pas nécessaire de faire d'offres réelles car on sait quelle est la chose que le débiteur veut payer et qui est en sa possession. Il est vrai que les partisans de l'application de l'article 1264 soutiennent que le débiteur peut facilement se placer dans le cas prévu par ce texte en changeant sa dette de choses indéterminées en dette de corps certains, ce qui se fera par une sommation adressée au créancier de venir enlever les choses qui y seront désignées et qui seront ainsi individualisées. Mais on répond à cela que l'individualisation ne peut s'opérer par la seule volonté du débiteur, que le consentement du créancier est nécessaire. Cette individualisation a de trop graves conséquences, puisqu'elle déplace les risques de perte ou de détério-

ration et on ne peut admettre que le débiteur puisse, par une simple sommation, reporter ces risques sur le créancier sans que celui-ci ait agréé ni même seulement vu ces prétendues choses que le débiteur aurait déclaré plus ou moins sincèrement mettre à sa disposition.

Il nous semble cependant que les arguments que nous venons de citer ne sont pas décisifs et que les offres de choses indéterminées ne doivent pas être soumises à la théorie générale des offres. S'il est exact de dire que l'article 1257 du Code civil paraît concerner les dettes d'argent et de choses indéterminées, les articles suivants qui font corps avec lui montrent que le législateur n'a eu véritablement en vue que les dettes d'argent. Ainsi, l'article 1258 dispose que les offres doivent être de la totalité de la somme et des arrérages ou intérêts et l'article 1259-2° prescrit la remise de la consignation dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations. Or il n'y a de dépôt légal que pour les sommes d'argent et de même, c'est seulement pour les dettes d'argent qu'il peut être question d'intérêts ou d'arrérages. L'article 812 du Code de procédure civile parle également d'objet offert. Il paraît inutile d'expliquer l'article 812 en supprimant cette expression, comme le proposait Marcadé, car elle peut très bien s'appliquer au cas où un corps certain est livrable au domicile du créancier

et où l'on fait un procès-verbal d'offres. Enfin la disposition de l'article 1264 du Code civil n'est pas fondée seulement sur le motif que les offres réelles ne sont pas nécessaires pour prouver que le débiteur est vraiment en mesure de se libérer, quand la dette a pour objet un corps certain. Elle est motivée aussi par les inconvénients considérables qui s'opposent au transport des choses dues dans le lieu très éloigné peut-être du domicile du créancier et ces inconvénients sont les mêmes qu'il s'agisse de corps certains ou de choses indéterminées. Le débiteur devra donc, dans la sommation qu'il adressera au créancier pour l'inviter à prendre livraison des choses qu'il lui offre, les décrire avec la plus grande précision possible de manière à les déterminer, à les individualiser, afin de mettre les risques à la charge du créancier. D'ailleurs, cette sommation ne peut intervenir qu'après l'échéance et, si une fois la sommation faite, le créancier reste inactif, il ne peut forcer le débiteur à garder indéfiniment la responsabilité des choses dues. Enfin l'application de la théorie générale des offres présente un grave inconvénient : elle peut obliger à transporter à des distances considérables des marchandises qu'il faudrait ensuite faire revenir si le créancier refusait de prendre livraison (1).

1. Aubry et Rau, t. IV, 196. — Lerombière, art. 1264, n° 1. — Duranton, t. XII, n° 221. — Demolombe, t. V, n° 176.

Les travaux préparatoires du Code montrent d'ailleurs que dans l'esprit de ses rédacteurs l'article 1264 est applicable dans tous les cas où l'obligation ne consiste pas à donner une somme d'argent (1).

1. Fenet, t. XIII, p. 274 et 354.

CHAPITRE III

DETTES AYANT POUR OBJET UN FAIT OU UNE ABSTENTION

Nous avons vu que la procédure instituée par les articles 1257 et suivants du Code civil avait pour objet les dettes de sommes d'argent ou de choses. Elle est inapplicable aux obligations qui ont pour objet l'accomplissement d'un fait ou une abstention. Pour cette catégorie d'obligations, le Code civil a prévu les conséquences de l'inexécution de la part du débiteur et décidé que, dans ce cas, l'obligation se résoudrait en dommages-intérêts (art. 1142). Mais le refus du créancier n'a pas été envisagé par les auteurs du Code.

Il est bien évident que des offres réelles ne sont pas possibles. Comment le débiteur devra-t-il donc procéder ?

Ecartons tout d'abord le cas où l'exécution de

l'obligation ne nécessite pas le concours du créancier. Il n'y a pas lieu ici de se poser la question de savoir comment on remplacera la procédure des offres puisque celle-ci a pour but de vaincre le mauvais vouloir du créancier.

Si, au contraire, l'exécution de l'obligation exige le concours du créancier, le débiteur doit lui adresser une sommation indiquant les jours, heure et lieu où il offre de l'exécuter. En cas de non comparution du créancier, le débiteur devra donc l'assigner en justice, afin de le faire condamner à recevoir l'exécution de l'obligation ou d'obtenir, s'il y a lieu, la résiliation du contrat, avec dommages-intérêts dans l'un et l'autre cas.

Lorsque l'obligation consiste dans une abstention, le débiteur n'a pas besoin pour l'exécuter de faire de sommation. L'obligation est exécutée par cela même que le débiteur ne fait pas ce qui lui est interdit

M. Demolombe⁽¹⁾ cite pourtant un cas dans lequel il y a lieu de protéger le débiteur contre le créancier. Il s'agit d'une personne qui concède à une autre un droit de passage sur son immeuble, à charge de faire les travaux nécessaires pour l'exercice de la servitude après détermination du chemin à suivre. Le propriétaire du fonds servant a intérêt à ne pas rester dans

1. Demolombe, t. V, n° 181.

l'attente et l'incertitude ; il peut, en effet, avoir à prendre des dispositions subordonnées aux travaux à exécuter par le propriétaire du fonds dominant, il pourra donc agir contre celui-ci de manière à obtenir l'exécution ou la résiliation du contrat.

TROISIÈME PARTIE

EXPOSÉ DU SYSTÈME ALLEMAND

Nous avons vu que, dans notre Code civil, la procédure à suivre par le débiteur en vue de vaincre la résistance injustifiée de son créancier se décompose en deux actes : 1^o les offres ; 2^o la consignation. Les offres ne sont que le préliminaire de la consignation. Par elles-mêmes, elles ne produisent que des effets beaucoup moins importants que les offres suivies de consignation. Le système allemand, que nous allons exposer, part d'une conception différente et beaucoup plus favorable au débiteur que la législation française. Le Code civil allemand, en effet, permet au débiteur de mettre le créancier en demeure par des offres réelles, et cette demeure produit à elle seule des effets importants. Dans certains cas même des offres verbales suffisent, dans d'autres enfin le créancier est mis en demeure par la seule échéance du terme. La consignation existe, il est vrai, dans cette législation,

mais ce n'est qu'un moyen subsidiaire. Nous verrons d'ailleurs que pour la consignation, le Code allemand présente encore de profondes différences avec le nôtre.

§ 1. — *Théorie de la demeure*

L'article 293 du Code civil allemand est ainsi conçu : « Le créancier est constitué en demeure dès qu'il n'accepte pas la prestation qui lui est offerte ». L'article suivant dispose que cette prestation doit être faite sous forme réelle. Ainsi, il suffit pour empêcher le débiteur de supporter le dommage qui pourrait résulter pour lui de la prolongation injustifiée de son obligation, d'offrir à son créancier la prestation due. Le créancier sera alors en demeure *lors même qu'il n'a commis aucune faute* et c'est là un des traits les plus originaux du système allemand ; tandis que la demeure du débiteur implique sa faute, l'idée de faute est entièrement étrangère à la théorie de la demeure du créancier. Par dérogation à ce principe on admet seulement (art. 299) que lorsque l'époque de la prestation n'est pas fixée ou si le débiteur est en droit de faire la prestation avant l'époque fixée, le créancier n'est pas en demeure s'il s'est trouvé momentanément dans l'impossibilité d'accepter la prestation offerte. Cette dérogation a pour but

d'empêcher le débiteur de profiter d'un moment où il sait que le créancier ne peut accepter. Elle s'applique dans tous les cas où le terme est stipulé dans l'intérêt du débiteur, ce qui doit se présumer lorsqu'il y a doute. Le débiteur peut écarter par avance la fin de non recevoir qu'on pourrait opposer à sa mise en demeure en fixant au créancier, à délai suffisant, une date d'exécution. Lorsque le créancier a déclaré par avance qu'il n'accepterait pas les offres, on ne peut contraindre le débiteur à faire d'offres réelles : dans ce cas, une offre verbale suffit. Il en est de même lorsque l'exécution de l'obligation nécessite de la part du créancier l'accomplissement d'un fait positif indépendamment de l'acceptation, notamment lorsque la dette est quérable, ce qui est le droit commun sauf en matière de dettes d'argent.

Si un délai à échéance fixe a été établi pour la démarche du créancier, ainsi pour venir prendre livraison ou pour toucher comme en matière de titres au porteur, le créancier est mis en demeure par la seule échéance du terme mais, lorsqu'il se présente il faut alors le mettre en demeure par des offres régulières. C'est là l'application de la règle : *Dies interpellat pro homine* inconnue en droit français.

Cependant, lorsque l'offre verbale ou l'échéance du terme sont suffisantes pour constituer la mise en demeure, celle-ci serait non avenue si le créancier

pouvait prouver que le débiteur n'était pas en état d'effectuer la prestation lorsqu'il a fait l'offre au moment de la survenance du terme.

Enfin, la demeure se produit encore lorsque dans l'exécution d'un contrat synallagmatique, le créancier tout en acceptant la prestation qui lui est offerte, n'offre pas la contre-prestation due.

Les effets de la demeure sont : 1° le déplacement des risques ; 2° la cessation du cours des intérêts ; 3° la justification du débiteur et 4° dans une certaine mesure, le droit pour le débiteur à une indemnité.

Le débiteur, en cas de perte ou de détérioration de la chose, ne répond que de son fait intentionnel ou de sa faute grossière. Il en est ainsi pour les dettes de corps certains et pour les dettes de genres. Mais à l'égard de ces dernières, il est nécessaire pour que les risques se déplacent que l'objet de l'obligation ait été individualisé. Il faudrait donc, même dans le cas où il y a dispense d'offres ou faculté d'offres verbales, que le débiteur fasse une offre avec indication que la chose a été mise à part et séparée des autres.

Les intérêts d'une dette d'argent cessent de courir à partir de la mise en demeure. S'il en était autrement, ces intérêts pèseraient non pas sur les revenus de la chose, mais sur les revenus des autres biens du débiteur, car il ne pourrait trouver un placement pour une somme qu'il doit remettre au créancier sur sa simple

réquisition. Si l'objet de la dette est une chose autre que de l'argent, le débiteur n'est tenu que des revenus produits par cette chose.

La demeure du créancier entraîne la justification du débiteur, c'est-à-dire que, si celui-ci était lui-même en demeure, sa demeure se trouve purgée. Il est, en outre, soustrait à toutes les déchéances qui devraient résulter de l'inexécution au jour dit, et à l'application de la clause pénale.

Le débiteur, après la mise en demeure du créancier, a droit à une indemnité. Mais il convient de remarquer que le débiteur ne saurait prétendre à une indemnité représentant l'intégralité du dommage qu'il a subi puisque le créancier n'est pas forcément en faute. L'indemnité ne doit comprendre que les frais occasionnés par la tentative d'exécution et les frais de conservation de la chose. S'il réclame une indemnité indépendamment des deux chefs précédents, il devra démontrer la responsabilité du créancier en prouvant, soit qu'il s'était engagé à lui procurer sa libération au jour dit, soit qu'il a agi avec malveillance. Mais c'est là un tout autre terrain que celui de la demeure.

§ 2. — *De la consignation*

Lorsque le créancier est en demeure, le débiteur peut consigner dans un établissement public désigné

à cet effet. Il en est de même lorsque le débiteur, sans qu'il y ait négligence de sa part, ne peut exécuter son engagement ou ne peut l'exécuter avec sécurité parce qu'il y a incertitude sur l'existence véritable du droit du créancier ou sur l'identité de celui-ci.

La consignation est possible pour l'argent, les titres et les objets précieux.

Elle doit se faire à la Caisse des consignations du lieu dans lequel la prestation devait être effectuée. Si elle était faite dans un autre lieu, le débiteur devrait au créancier la réparation du dommage qui pourrait en résulter. Le débiteur doit dénoncer à son créancier la consignation aussitôt qu'elle a été effectuée, à moins que cette dénonciation ne soit impraticable. La sanction de ces deux obligations ne semble d'ailleurs pas être la nullité de la consignation, étant donnés les termes employés par le Code.

La consignation ne produit pas par elle-même d'effets irrévocables. Le débiteur peut en effectuer le retrait à moins qu'il n'y ait renoncé formellement. Le retrait est également impossible lorsque le créancier a notifié son acceptation à la Caisse des consignations ou lorsque cette caisse a reçu la signification d'un jugement intervenu entre le créancier et le débiteur passé en force de chose jugée et déclarant la consignation régulière. Cependant, bien que la consignation soit révocable, on a considéré qu'il y avait au point de vue de son auteur comme un acte de disposi-

tion ayant pour objet le paiement du créancier, de telle sorte que, vis-à-vis des autres créanciers, la chose doit être réputée sortie de son patrimoine : elle ne fait plus partie de leur gage. Le débiteur peut, il est vrai, en décider autrement en exerçant son droit de retrait. Mais c'est là une faculté purement personnelle dont il use dans son intérêt exclusif et dont il peut seul apprécier l'opportunité. Par suite, les autres créanciers de l'offrant ne peuvent saisir-arrêter la somme consignée et, s'il tombe en faillite, la somme n'est pas comprise dans l'actif de la faillite. Mais dans ce cas, tant que dure la faillite, le débiteur ne peut non plus exercer le retrait ; s'il en était autrement, le créancier serait mis à sa merci.

Lorsque le débiteur a renoncé à exercer son droit de retrait, il est libéré par le fait de la consignation comme il l'aurait été si, au moment où il l'a effectuée, il eût fait prestation au créancier. Tout au moins la consignation est libératoire si elle a été effectuée régulièrement. La Caisse des consignations n'est pourtant pas tenue de vérifier si les conditions de validité sont remplies ; elle n'a pas à rechercher si le créancier était en demeure ou si l'on se trouve en présence d'un autre cas de consignation. C'est ainsi que si le débiteur a renoncé au droit de retrait, lors même que la consignation serait irrégulière, celle-ci serait néanmoins, par le fait de la renonciation, irrég-

vocable à l'égard de la Caisse des consignations qui ne pourrait plus rembourser au débiteur la somme consignée bien qu'il ne soit pas libéré vis-à-vis du créancier. D'ailleurs, à l'égard du créancier, l'irrégularité de la consignation disparaîtrait par une acceptation valant reconnaissance de la consignation ; cette acceptation tiendrait lieu de ratification vis-à-vis du débiteur même si elle n'était notifiée qu'à lui. Mais elle ne lierait la Caisse des consignations que si elle était notifiée à cet établissement lui-même.

La libération produite par une consignation irrévocable et régulièrement faite, entraîne l'extinction avec effet rétroactif des garanties et accessoires de la créance.

Dans le cas où la faculté de retrait n'a pas été exclue, le débiteur peut en cas de poursuites du créancier, renvoyer celui-ci à la consignation sur laquelle il devra faire valoir ses droits.

Le débiteur, après avoir effectué la consignation, n'est plus tenu de payer les intérêts ni de fournir réparation pour les profits qu'il n'aura pas perçus. Le Code civil allemand le déclare expressément dans son article 379, mais cette disposition ne produit d'effet qu'au cas où le créancier n'était pas déjà en demeure puisque la demeure suffit pour entraîner les résultats que l'on vient d'indiquer. Il en est de même de l'article 379-3°, d'après lequel le retrait de la con-

signation par le débiteur doit la faire considérer comme non avenue, ce qui oblige le débiteur au paiement des intérêts et à la réparation des profits même non perçus.

Le débiteur peut, en consignat, stipuler que le créancier ne pourra retirer la consignation sans avoir lui-même rempli les obligations qui lui incombaient. Aussi, très souvent, la Caisse des consignations ne peut remettre la consignation au créancier que sur la production d'une attestation du débiteur reconnaissant que la contre-protestation a bien été fournie. Le créancier a donc une action contre le débiteur pour l'obliger à fournir cette déclaration, action dont les conditions sont celles qui justifieraient son droit de poursuite s'il n'y avait pas eu consignation. Le procès se déroule entre les parties intéressées sans que la Caisse des consignations ait à intervenir. Celle-ci n'a qu'à attendre qu'on lui ait fourni une justification autorisant le retrait.

Des justifications analogues peuvent être produites à la Caisse des consignations dans le cas où la consignation a été nécessitée par suite d'incertitude sur la personne du créancier.

Lorsque le créancier est resté trente ans sans réclamer le paiement de la chose consignée, le débiteur doit se trouver dans la même situation que s'il n'avait pas consigné, c'est-à-dire qu'il doit bénéficier

de la prescription. A l'expiration du délai de trente ans non seulement le droit du créancier est éteint, mais encore le débiteur peut exercer le retrait alors même qu'il y aurait renoncé auparavant. Ce délai de trente ans est un maximum fixé par le Code civil et la législation spéciale de chaque Etat est autorisée à l'abréger pourvu que dans tous les cas il soit accordé au moins un an au débiteur pour l'exercice de son droit. Il court du jour de la dénonciation de la consignation ou du jour de la consignation dans le cas où la dénonciation serait impraticable.

Si l'objet de la dette est une chose mobilière non susceptible d'être consignée, le débiteur peut, après la demeure du créancier, la faire vendre aux enchères et consigner le produit de la vente. Il en est de même dans les cas où le débiteur d'une somme d'argent aurait pu consigner sans avoir préalablement mis le créancier en demeure, lorsque la perte de la chose est à craindre ou lorsque sa conservation aurait entraîné des frais excessifs. Le droit du créancier est alors reporté sur le prix.

Enfin lorsque la dette a pour objet la délivrance d'un immeuble, le débiteur peut, après avoir mis le créancier en demeure, abandonner la possession de l'immeuble. Cet abandon de possession ne doit pas être confondu avec l'abandon de propriété, la *derelictio* du droit romain. Il tient lieu pour les immeu-

bles de ce qu'est pour les meubles la consignation ou la vente suivie de consignation du prix. Il dégage le débiteur de toute responsabilité au sujet de l'immeuble, ne laissant plus à sa charge que les conséquences de son délit civil comme s'il s'agissait d'un tiers quelconque. Cette faculté d'abandon est subordonnée à l'envoi au créancier d'un avis comminatoire qui pourrait cependant être négligé s'il était impraticable

CONCLUSION

Après cet exposé du système du Code civil allemand, il nous reste à le comparer à celui du Code civil français et à nous demander quelle est leur valeur respective.

Le système allemand peut se résumer ainsi : le débiteur, par une interpellation adressée au créancier et accompagnée de l'offre réelle de la chose due, rejette les risques sur celui-ci, fait cesser le cours des intérêts, a droit à une indemnité et voit sa propre demeure purgée. Tous ces effets se produisent lors même que le refus du créancier ne constitue pas une faute.

Au contraire, notre Code civil, lorsqu'il décrit les effets des offres réelles, parle d'offres suivies de consignation. Le législateur français organise une procédure destinée à procurer au débiteur sa libération malgré la mauvaise volonté du créancier et cette procédure nécessite ; 1^o des offres ; 2^o la consignation du montant de la dette, chacun de ces deux actes

ne constituant en quelque sorte que la moitié d'un tout. Nous avons vu, il est vrai, que les offres, dans certains cas, suffisaient pour produire quelques effets, mais ceux-ci ne dérivent pas directement du Code, ils ont été créés par la doctrine et la jurisprudence lorsqu'elles se trouvaient en présence de situations où l'équité et les principes généraux du droit permettaient d'éluder les règles de l'article 1257-2°.

Nous avons pu constater également une autre différence, assez profonde, tout au moins en apparence, entre les deux législations. Le Code allemand traite de la demeure du créancier, il contient à cet égard tout un chapitre, une théorie complète. Le Code français, au contraire, n'emploie pas l'expression demeure en parlant du créancier, tandis qu'il contient des règles relatives à la demeure du débiteur. Nous croyons pourtant que les articles 1257 et suivants de notre Code civil organisent une véritable demeure du créancier symétrique à la demeure du débiteur.

On a cependant soutenu que la demeure du créancier n'existait pas dans le Code civil français et que, d'ailleurs, on ne pouvait la faire résulter que de conditions de fait, et non pas d'une faute comme la demeure du débiteur (1).

En effet, dit M. Saleilles, dans l'exécution d'une

1. Saleilles. *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le Code civil allemand.*

obligation, indépendamment du cas où celle-ci est née d'un contrat synallagmatique, le débiteur seul est obligé, c'est pour lui seul qu'il peut être question d'un manquement à l'obligation et, par suite, d'une demeure. Pourtant, il nous semble que l'analyse du paiement permette d'assimiler entièrement le créancier au débiteur : le paiement est à lui seul une convention synallagmatique, le débiteur doit fournir sa prestation, mais le créancier doit lui donner un signe de sa libération et c'est en cela que lui aussi est débiteur. M. Saleilles estime que le créancier ne peut avoir à sa charge une telle obligation que pour l'exécution des obligations contractuelles, mais qu'il ne saurait en être de même pour les obligations légales qui sont purement unilatérales. A notre avis, le créancier est toujours obligé de procurer au débiteur un signe de sa libération, et cela quelle que soit la source de l'obligation. Celle-ci, en effet, a un objet limité et le créancier ne peut rien réclamer au delà de cet objet ; si le débiteur ne pouvait exiger une quittance, le créancier serait en mesure de le poursuivre en vue d'un second paiement et c'est pourquoi, lorsqu'il refuse de donner quittance au débiteur qui exécute son obligation, il se procure le moyen d'outrepasser son droit dans l'avenir, ce qui, évidemment, constitue une faute. D'ailleurs, si le Code ne contient pas de prescriptions à cet égard, il traite à plusieurs reprises de la quittance et en décrit les

effets semblant la considérer comme un acte usuel.

La conception du Code civil allemand est extrêmement favorable au débiteur ; elle n'exige, en effet, aucune condition subjective chez le créancier et ne comporte comme condition matérielle qu'une interpellation adressée au créancier par le débiteur et accompagnée de l'offre réelle de la chose due. Dans le système français, au contraire, les effets de la demeure ne sont réalisés, en ce qui concerne les dettes d'argent, que par la consignation. Il est indéniable que la conception allemande ne soit plus séduisante au premier abord : le débiteur apporte la chose au créancier, celui-ci la refuse ; n'est-il pas juste qu'il supporte immédiatement les conséquences de son refus en prenant les risques à sa charge et en perdant son droit aux intérêts de même que le débiteur voit s'accroître sa responsabilité et l'étendue de ses charges lorsqu'il n'a pas déféré à une sommation d'exécuter l'obligation ? Il semble pourtant que le système de notre Code civil est plus conforme à l'équité et à la réalité des choses. Nous avons vu, il est vrai, que lors du paiement le créancier, c'est-à-dire celui à qui la prestation est due, était également débiteur d'une dette ayant pour objet la libération de celui qui effectue le paiement. Mais il est bien certain que de ces deux dettes, celle du créancier est infiniment plus facile à exécuter que celle

du débiteur. Lorsque le créancier somme le débiteur de s'acquitter, offrant de donner bonne et valable quittance, il a fait tout ce qu'il a pu pour parvenir à l'exécution de l'obligation. Il ne semble pas que l'on puisse en dire autant du débiteur lorsqu'il offre au créancier la chose due. Il sait peut-être que son offre est faite dans de telles conditions qu'elle est inacceptable. Peut-être même, prévoyant qu'il allait se voir opposer un refus, a-t-il seulement emprunté la chose ou la somme offerte, comptant la restituer au prêteur aussitôt l'offre accomplie. Il n'en est pas de même évidemment lorsque, après le refus des offres, le débiteur se dessaisit entre les mains d'un tiers ; en renonçant à la possession de la chose, il a montré la sincérité de ses offres et lorsqu'il dénonce la consignation au créancier il a véritablement fait tout ce qu'il pouvait pour exécuter l'obligation : seul le consentement du créancier a fait défaut. En outre, nous ne pensons pas qu'il soit équitable d'attribuer à la mise en demeure une portée aussi absolue que le fait le droit allemand sans rechercher si le refus du créancier constitue un manquement au bon droit. Au contraire, notre théorie des offres est entièrement dominée, comme d'ailleurs toute notre législation civile, par l'article 1382 du Code civil. Le juge saisi d'une instance en validité ou en nullité d'offres ne peut pas laisser ce texte de côté et, tout en

observant les règles tracées par les articles 1257 et suivants, il doit rechercher laquelle des deux parties a causé à l'autre par mauvaise volonté un dommage illégitime.

Nous ne voulons pas dire cependant que la théorie du Code civil soit intangible. En admettant même que la consignation soit nécessaire pour produire les effets de la demeure, on pourrait faire rétroagir ces effets au jour des offres, si elle était effectuée dans un certain délai que l'on fixerait assez bref, et dénoncée immédiatement ensuite au créancier. C'est au jour des offres que le débiteur a manifesté son intention de se libérer et si les formalités qu'il doit remplir exigent plusieurs journées, il n'en doit pas être rendu responsable. De cette façon, les intérêts cesseraient de courir à dater des offres et celles-ci suffiraient à déplacer les risques. Nous reconnaissons cependant que cette réforme aurait plus d'intérêt théorique que pratique, la consignation pouvant, en fait, suivre les offres de très près de telle sorte que les intérêts dus et les risques courus par le débiteur entre le jour des offres et celui de la consignation ne constituent réellement qu'une charge assez minime.

Une autre réforme serait désirable, en ce qui concerne le droit de retrait de la consignation pour les créanciers de l'offrant. Nous avons vu que ce droit est très controversé. En l'absence d'un texte dérogeant

formellement à l'article 1166 du Code civil, il nous semble que l'on ne puisse pas dénier aux créanciers de l'offrant, le droit de saisir-arrêter la somme consignée jusqu'à son acceptation ou jusqu'à la validation des offres par le tribunal. Mais combien l'autre solution est plus équitable ! Le débiteur a fait des offres et il a consigné, indiquant par cela même qu'il était véritablement débiteur d'une certaine somme et qu'elle était tenue à la disposition du créancier par la Caisse des dépôts et consignations. La somme a donc été individualisée, elle a reçu une affectation spéciale et, par le fait que l'offrant n'a pas exercé son droit de retrait, elle est pour ainsi dire sortie de son patrimoine. On a peine à comprendre qu'un créancier ou un syndic de faillite puisse faire échec à la volonté de se libérer, lorsqu'elle a été manifestée d'une façon pour ainsi dire permanente par un individu qui n'est nullement incapable. Mais dans l'état actuel de la législation française, il faudrait, à notre avis, un texte pour déroger dans cette matière à l'article 1166 et un emprunt pourrait être utilement fait au Code civil allemand.

On pourrait également s'inspirer de ce Code pour régler le sort de la chose qui fait l'objet de la dette lorsque c'est un corps certain et que le débiteur, après le refus du créancier, a besoin du lieu où elle se trouve. Si, postérieurement à ce refus, le créancier n'a

pas demandé au juge la nomination d'un séquestre, pourquoi obliger le débiteur, si la chose lui occasionne un embarras à faire autoriser par justice le transport dans un autre lieu, pourquoi lui imposer des formalités à cause de la négligence du créancier ? Si la consignation des choses autres que l'argent n'a pu être organisée d'une façon pratique, on conçoit très bien que dans notre hypothèse le débiteur puisse, lorsque l'inaction du créancier s'est prolongée un certain temps après son refus, faire vendre la chose aux enchères par un officier ministériel qui en consignerait le prix sur lequel les droits du créancier se trouveraient reportés.

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu le Président de la thèse
AMBROISE COLIN

Vu et permis d'imprimer.
Pour le Vice-Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie
GALLOUÉDEC

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	6

PREMIÈRE PARTIE

OFFRES D'UNE SOMME D'ARGENT

CHAPITRE I. — Dettes pouvant faire l'objet d'offres réelles.....	11
CHAPITRE II. — A qui doivent être faites les offres réelles.....	15
CHAPITRE III. — Par qui doivent être faites les offres réelles.....	23
CHAPITRE IV. — Du lieu où doivent être faites les offres réelles.....	28
CHAPITRE V. — Objet des offres réelles.....	37
§ 1. — Totalité de la somme due.....	37
§ 2. — Intérêts ou arrérages échus	45
§ 3. — Frais liquidés ou non liquidés.....	48
CHAPITRE VI. — Offres conditionnelles.....	55
CHAPITRE VII. — Par l'intermédiaire de qui peut-on faire des offres réelles.....	65
CHAPITRE VIII. — Du procès-verbal d'offres. — Acceptation ou refus du créancier.....	70
CHAPITRE IX. — Offres faites à l'audience.....	79
CHAPITRE X. — Offres par correspondance.....	82
CHAPITRE XI. — De la consignation.....	84

§ 1. — La Caisse des dépôts et consignations. — Réglementation des consignations.....	84
§ 2. — Des conditions requises pour la validité de la consignation des offres réelles.....	98
CHAPITRE XII. — Effets des offres réelles.....	102
§ 1. — Offres réelles suivies de consignation...	103
§ 2. — Offres réelles non suivies de consi- gnation.....	118
CHAPITRE XIII. — Demande en validité ou en nullité d'offres réelles...	124
CHAPITRE XIV. — Frais des offres réelles.....	132
CHAPITRE XV. — Débiteurs dispensés d'offres.....	140

DEUXIÈME PARTIE

OFFRES DE CHOSSES AUTRES QU'UNE SOMME D'ARGENT

CHAPITRE I. — Dettes ayant pour objet un corps certain.....	152
§ 1. — Hypothèse de l'article 1264.....	152
§ 2. — Hypothèses non-prévues par l'article 1264.	157
CHAPITRE II. — Dettes ayant pour objet des choses indéterminées.....	160
CHAPITRE III. — Dettes ayant pour objet un fait ou une abstention.....	165

TROISIÈME PARTIE

EXPOSÉ DU SYSTÈME ALLEMAND

§ 1. — Théorie de la demeure.....	170
§ 2. — De la consignation.....	173
Conclusion.....	180

